



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 18 juillet 2019**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du jeudi 18 juillet 2019
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœu de soutien au mouvement de protestation contre la fermeture des Centres d'Information et d'Orientation (CIO)

Vœu de déclaration de l'urgence climatique

1. Programme « Les Cités éducatives »
Candidature de la Ville de Montpellier à la labellisation
2. Redynamisation du Centre Ville - Mesures en faveur des commerçants - Partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat
3. Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget de la Ville de Montpellier – Adoption
4. Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations, révisions et clôtures – Adoption
5. Budget supplémentaire 2019 de la Ville de Montpellier – Adoption
6. Quartier Croix d'Argent
Projet de renouvellement urbain du Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Bilan de la concertation
7. Quartier Croix d'Argent
Projet de renouvellement urbain du Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Concession d'aménagement
Désignation du titulaire de la concession d'aménagement
Approbation du traité de concession

8. ZAC Nouveau Saint Roch
Agrément de candidature
Lot II (RDC)
URBAN RENAISSANCE
9. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Tranche 1 - Lot n°4a2
Groupement Georges V LR (Nexity) - Kalélithos
10. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Tranche 1 - Lot n° 4c Bâtiment « Bretagne »
Groupement Georges V LR (Nexity) - Kalélithos
11. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Tranche 1 Lot n° 5 d Bâtiment "Languedoc »
Groupement Georges V LR (Nexity) - Kalélithos
12. FONCIER
Constatation de transfert gratuit de propriété de la SA3M à la Ville de Montpellier du volume 2 (groupe scolaire) de l'ensemble immobilier complexe
"Groupe scolaire et logements", lot 5b de la ZAC de l'EAI
13. FONCIER
Quartier Consuls de Mer
Cession à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), de la parcelle EY 422
14. FONCIER - ZAC de la Restanque
Acquisition de la parcelle OM 39
761 avenue de l'Industrie
15. PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola)
Restructuration des commerces
Avenant n°2 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
16. Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA).
Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA
17. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier, ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier pour le partage des systèmes de la Vidéoprotection
Autorisation de signer l'avenant n°1

18. Convention organisation activités Sécurité Routière 2019-2020
Interventions Police Municipale
Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier
19. Charte Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens
20. Service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques entre la Métropole et la Ville
Autorisation de signer la convention
21. Construction d'un abri pour deux remorques mobilisées dans le cadre des actions d'accompagnement et de soutien des populations contre les accidents, sinistres et catastrophes
Autorisation de déposer une demande de permis de construire
22. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les maisons pour tous
23. Construction du Groupe scolaire BENOITE GROULT
Sécurisation des abords - Rue Puech Villa
Convention relative au financement et à la réalisation des travaux entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
24. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur d'associations
Autorisation de signer les conventions d'occupation
Approbation de subventions en nature
25. Occupation de locaux scolaires par les associations gestionnaires d'accueils de loisirs - 2019/2020
Approbation de subventions en nature
26. École élémentaire Heidelberg - Quartier Mosson
Transformation des anciens logements de fonction en locaux scolaires
Autorisation d'urbanisme
Autorisation de lancement des procédures de consultation
27. Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations
Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2020
28. QUARTIERS CROIX D'ARGENT ET MOSSON
Réalisations de terrains de basket 3x3
Terrain Complexe Sportif Sabathé et plateau sportif les Escholiers de la Mosson
Demande de subventions
29. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019
30. Dotation Politique de la Ville 2019 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

31. Elaboration du Protocole d'engagements renforcés et réciproques - Contrat de ville - Présentation des grands principes
32. Renouvellement des conventions de partenariat Ville/Caisses d'Allocations Familiales pour le fonctionnement des Relais Assistants Maternels
33. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
34. Attributions d'une subvention dans le cadre de la thématique ECONOMIE - Exercice 2019
35. Festival Family Piknik
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovement Event
36. Boutographies 2019
Acquisition d'œuvres de Patricia Morosan, lauréate du prix du jury des Boutographies
37. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions aux associations
Exercice 2019
38. Adhésion au label « Ville Vivez, bougez ! » - Approbation
39. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2019
40. Mandat spécial, déplacement de Monsieur le Maire à Manchester dans le cadre de l'action internationale de la Ville
41. Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°V2018-514
42. Apurement annuel des régies Exercice 2018
43. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement NOUVEAU GRAND COEUR - 4 000 000 € - Exercice 2019
44. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement COTEAU - 1 000 000 € - Exercice 2019
45. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement REPUBLIQUE - 8 000 000 € - Exercice 2019
46. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement JACQUES COEUR - 2 500 000 € - Exercice 2019
47. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement PARC MARIANNE - 3 000 000 € - Exercice 2019

48. Garantie d'emprunt - Réaménagement d'un prêt NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - Exercice 2019
49. Garantie d'emprunt - Réaménagement de prêts SFHE - SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES - Exercice 2019
50. Garantie d'emprunt - Réaménagement de prêts ERILIA - Exercice 2019
51. Admissions en non-valeur - Exercice 2019
52. Représentations du Conseil municipal – Désignations
53. Ville de Montpellier - SEPM Rockstore
Bail commercial - Avenant n°1
Révision du loyer
54. Mise à disposition de locaux associatifs
Autorisation de signer les conventions et l'avenant
55. Projet de partenariat, à titre gratuit, avec le Groupe Renault pour tester un nouveau concept de véhicule logistique
- Approbation -
Autorisation de signature
56. Convention de Gestion de Services Numériques Communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
57. Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier
Convention de création d'un service commun de Pôle des Systèmes d'Information et du Numérique
58. Tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation
59. Mise à disposition d'un fonctionnaire territorial auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques
Autorisation de signer la convention de mise à disposition

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 18 juillet 2019

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 12 juillet 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 18 juillet 2019 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés:

Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUCI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Henri de VERBIZIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION

Absents:

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Christian DUMONT.

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte cette séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du jeudi 18 juillet 2019. Avant de commencer l'ordre du jour, je vais proposer à Mlle Maud BODKIN de bien vouloir faire l'appel.

Maud BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Maud BODKIN. L'appel étant fait et le quorum atteint, nous pouvons valablement délibérer.

Avant de passer à l'ordre du jour, je souhaiterais rendre hommage à feu notre collègue Christian BOUILLE, élu de la Ville de Montpellier, du Conseil général de l'Hérault, de la Région. Il était très engagé dans la fédération du Parti socialiste de l'Hérault. Je remercie toute sa famille pour sa présence ; son fils Christophe, sa fille Virginie. Je vais demander à cette dernière de bien vouloir me rejoindre à la tribune pour prononcer cet éloge qui est administrativement bien conçu. Toutefois, je dirais un petit mot au titre de l'ami car nous avons tellement fait de chemin, lui et moi, ensemble et de façon simultanée que l'on ne peut pas s'en tenir à ça.

Virginie BOUILLE : Bonjour Monsieur le Maire. Bonjour Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux. Monsieur le Maire, je vous remercie pour l'hommage que vous organisez aujourd'hui pour mon père ; vous qui avez côtoyé l'homme public, vous qui avez fait partie de la même famille politique, vous qui avez mené des luttes communes, œuvré ensemble au service de l'intérêt général. Je sais qu'un conseil municipal peut être long, que nombre d'entre vous sont au seuil de vacances bien méritées, aussi je promets d'être brève au moins autant qu'un politique puisse l'être.

À ceux qui ne l'ont pas connu – et je vois, en effet, devant moi une nouvelle génération d'élus –, je rappellerai brièvement et simplement le parcours de mon père. Christian était fils de mineur. Il a grandi au Martinet, ce petit bout de terre cévenole, une belle terre où la vie était dure, âpre, où les hommes et les femmes ont tant lutté pour faire vivre leur famille dignement, se sont battus pour améliorer leurs conditions de travail à la mine avec l'espoir d'offrir à leurs enfants un avenir meilleur. Le certificat d'études en poche, Christian intègre l'Ecole normale. Il devient instituteur, enseigne juste le temps de traumatiser quelques générations d'enfants tant il est peu fait pour la chose. Puis, il quitte ses Cévennes pour la grande ville, Montpellier, qui n'est pas encore la surdouée qu'elle est devenue. Il reprend ses études pour décrocher une thèse de doctorat en physiologie animale, à force d'ambition, bien sûr, mais aussi de travail et de pugnacité.

Je crois que son parcours est un peu le symbole d'une société dans laquelle l'ascension sociale était possible ; une société au sein de laquelle, bien que partant de très bas, parfois même des entrailles de la terre – c'est le cas de le dire –, on pouvait, à force de travail et d'exigence, grimper haut, aller loin. Un modèle social qui n'était peut-être pas accessible à tous mais qui faisait sens pour tous parce que c'était possible ; un modèle auquel il était viscéralement attaché.

Nous sommes donc en 1978. Il a tout juste 40 ans et en même temps qu'il reçoit son titre de docteur, il décide de s'inscrire au Parti socialiste. L'homme qui a réussi cette part de sa vie n'a pas oublié le gamin du Martinet qu'il a été, là d'où il venait. En cet homme, il y avait une ambition chevillée au corps. Cela ne fait aucun doute. La réussite pour soi, certes, mais pas seulement. Il y avait aussi en lui cette autre chose de plus indéfinissable, un autre désir, une envie de justice, peut-être le besoin impérieux de rendre un peu aux autres, par son talent et ses capacités, ce que son énergie et son travail lui avaient donné : un métier, un statut social, un confort matériel.

Des années de militantisme le conduiront à un premier mandat au Conseil général, comme vous l'avez rappelé Monsieur le Maire, puis à de nombreux autres : à l'Agglomération, à la Région et, bien sûr, à la Ville de Montpellier qui lui rend hommage aujourd'hui. Vingt ans. Vingt années passées au service de cette cité et de ses habitants. Vingt ans à arpenter les couloirs de l'Hôtel de

Ville, de l'ancien comme du nouveau. Mais aussi et surtout vingt ans à arpenter, à sillonner les quartiers et les rues de notre belle cité du Sud, à parcourir le territoire, à aller à la rencontre des gens, à parler, à échanger, à discuter voire à se disputer – souvent à se disputer – mais toujours pour la bonne cause : faire avancer les choses. Il n'est pas le seuil d'un commerce qu'il n'ait pas franchi, pas une cour d'immeuble qu'il n'ait pénétré des Cévennes, du Petit Bard ou de la Pergola pour se parler d'homme à homme, comme il aimait à le dire, au plus près des administrés, sans filtre, et ce n'était pas facile.

Je crois que cela lui a été possible car il ne trichait pas, n'endossait pas de costume autre que celui que les urnes ne lui avaient accordé. Je crois que cela lui a été possible car il vivait au cœur même de son quartier. Je crois que c'était possible car, par son histoire et ses origines, il pouvait se reconnaître dans les difficultés des uns et des autres comme eux pouvaient se reconnaître un peu en lui, parce que même s'il avait tant de mal à le montrer ou à l'exprimer, il avait en lui ce goût des autres. Les pieds dans la glaise, la tête dans les étoiles : une de ses phrases favorites ; un idéal de vie républicain, une façon d'être. Les pieds dans la glaise, la tête dans les étoiles. Qu'est-ce qui peut mieux définir la fonction d'élus local ? Celui qui a su conserver la colonne vertébrale qui constitue son territoire, les hommes et les femmes qui en font sa richesse et sa diversité.

Au cours de ces derniers jours, au fil des rencontres, des retrouvailles qui lient les hommes dans la vie comme dans la mort, je me suis demandé ce qui resterait d'un parcours comme celui de mon père. Quel héritage l'homme public me laisse-t-il ? Quel héritage nous laisse cette vieille génération de politiques qui, il ne faut pas se mentir, a aussi bien contribué à dévoyer la politique et les politiques. Si certains croient ou veulent croire qu'en levant les yeux au ciel quelques miettes de bonheur finiront bien par ruisseler sur leurs bras nus tendus en direction de ceux qui ont pleinement réussi et possèdent fortune et richesse, d'autres tels que mon père ont choisi une autre voie : la voie des petits ruisseaux, ces petits ruisseaux qu'il faut parcourir, entretenir et alimenter encore et encore ; la voie de la terre qu'il faut labourer en tous sens ; la voie des cours d'eau qui vont s'agglomérer, ajouter leur énergie, leur force, les uns aux autres et nourrir cette terre qui est la vôtre, qui est la nôtre à tous.

Corporatisme, communautarisme, « démagisme », il y en a bien des mots en « isme » qui manifestent à tort ou à raison tant de résistance, tant d'énergie à rompre les liens qui ont fait notre civilisation, notre capacité à vivre ensemble quelles que soient nos origines, quelles que soient nos histoires intimes. Notre démocratie, notre république est chaque jour un peu plus en difficulté et c'est vous qui êtes les derniers gardiens, vous les élus, au plus près du peuple, par-delà vos orientations politiques de gauche, du centre, de droite – peu importe car là n'est pas l'essentiel –, vous qui semez au quotidien les graines de notre avenir commun, travaillez sans relâche à un idéal qui ne sera peut-être jamais atteint mais pour la réussite duquel on ne doit jamais renoncer, pour lequel on n'a pas le droit de renoncer. Tel est l'héritage que me laisse mon père. Je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup pour cet émouvant témoignage qui parle des choses au fond. Christian BOUILLE était né à Nîmes et passa son enfance au Martinet dans les Cévennes. Il se trouve que je connaissais bien le Martinet parce que né d'une mère cévenole parpaillote et d'un père catholique de Montpellier, c'est au Collet-de-Dèze que j'ai puisé les racines de ma propre culture. Avec Christian BOUILLE, nous avons souvent échangé des Cévennes. Beaucoup de Montpelliérains, sont originaires des Cévennes. Les murs des villages, les terrasses des vignes ont été construites par des Cévenols à la lumière de la lune.

Il a été formé à l'école de la République. Instituteur. Le plus beau métier du monde. Puis, professeur à la fac des sciences. Il entre à 40 ans au Parti socialiste et nous nous retrouvons, lui et moi, en 1995 sur la même liste, celle de Georges FRÊCHE, « Montpellier librement ». Nous travaillons ensemble jusqu'en 1998 où, encore ensemble, nous sommes élus conseillers généraux, lui du septième canton et moi du troisième et ensemble nous permettons l'élection d'André VEZINHET, nouveau président du Conseil général de l'Hérault. Il a été adjoint de Georges FRÊCHE, d'Hélène MANDROUX. Il s'est occupé de la sécurité et a établi le contrat local de sécurité. Il a été adjoint délégué au quartier des Cévennes et, comme l'a dit Virginie, il n'est pas un commerce, pas un immeuble qu'il n'a pas franchi. Puis, avec Hélène MANDROUX, à partir de 2008, il devient adjoint délégué à la rénovation urbaine et pose la première pierre de la rénovation urbaine du quartier du Petit Bard après l'incendie meurtrier de la rue des Trolles.

Parallèlement à son mandat municipal, il est élu en 1998 conseiller départemental et nous poursuivons ensemble jusque dans les années 2010-2011, notre parcours au Conseil général de l'Hérault.

Néanmoins, une chose nous liait Christian et moi, outre les Cévennes et l'enseignement : c'est Madame FOOT, Annie, qui était trésorière dans la section du troisième canton et déléguée par Georges FRÊCHE sur le septième canton. C'est la raison pour laquelle, entre les militants socialistes du septième et du troisième, il y avait un travail commun. Nous nous connaissions. Nous militions ensemble.

En 2010, il rejoint la liste du Conseil régional avec Georges FRÊCHE lors de son élection. Il est nommé questeur, conseiller régional en charge la politique de l'eau, Aqua Domitia.

Avec Georges FRÊCHE, il aura une fidélité, une amitié, une loyauté comme avec le Parti socialiste même s'il en a été exclu en 2010, avec l'exclusion de la liste complète de Georges FRÊCHE lorsque la fédération était sous la gouvernance de Robert NAVARRO, premier secrétaire fédéral, avec qui nous avons tous travaillé comme délégué, comme responsable, comme militant.

Lorsqu'on parle de cela aujourd'hui, on a l'impression d'évoquer un passé ancien et pourtant il n'y a que quelques années d'écart entre le moment où nous l'évoquons et celui où les faits se sont réellement passés. Mais, le monde avance vite et si on devait retenir de l'engagement de Christian BOUILLE une chose essentielle, c'est qu'il ne faisait pas de concession avec la République. Il était instituteur au sens noble du terme, héritier des hussards noirs, héritier de ceux qui ont bâti la démocratie et la république.

La Ville de Montpellier, le Conseil municipal, s'incline respectueusement sur sa mémoire et je vous propose, en sa mémoire, d'observer une minute de silence.

Le Conseil municipal observe une minute de silence.

Monsieur le Maire : Je vous remercie.

Je vous propose maintenant d'honorer deux personnes de notre ville, remarquables chacune par leur parcours. La première est Madame Lise SINOÛ qui est l'ancienne directrice du théâtre de La Vista. Je vais lui demander de me rejoindre.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Nous avons le plaisir, en ouverture du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, de mettre à l'honneur un certain nombre de personnes qui, par leur talent, leur engagement, leur création, assurent une part importante de la renommée de la ville. Il s'agit ce soir de Lise SINOÛ qui pendant une quinzaine d'années a dirigé le théâtre de La Vista implanté à Figuerolles. Je vais demander à Isabelle MARSALA, adjointe à la culture, de bien vouloir nous rejoindre.

Mme SINOÛ, Lise, vous êtes originaire de Paris. Vous avez vécu l'insouciance de vos vingt ans au temps de la dernière époque des cabarets, de la chanson française et des débats du Café de la Gare. Cela vous a permis de côtoyer de nombreux artistes tels que Maurice FANON, Bobby LAPOINTE, Anne SYLVESTRE. En parallèle, vous travaillez dans des centres médicaux dédiés aux enfants et aux adultes handicapés mentaux. Vous êtes maman de deux enfants : Dany et Yann.

Dès 1970, le Midi vous a ouvert les bras. Vous vous installez dans une ancienne distillerie près de Pézenas qui devient un lieu de rencontre et de passage de nombreux artistes. Vous créez ensuite, à Clermont l'Hérault, un centre d'insertion pour jeunes défavorisés et le dirigez pendant plusieurs années. Pour raisons familiales, vous voici à Montpellier où vous cumulez les expériences à la découverte du tissu montpelliérain. Vous réalisez une étude pour la DRAC sur le théâtre du Griffy situé dans les entrepôts Vergne.

En 2000, l'association la Rampe Tio vous confie la direction du lieu rebaptisé La Vista. Tout est à reconstruire : la salle, son image, la relation aux institutions, le lien avec le public. Vous vous y attellez vaillamment avec un projet artistique éclectique allant du théâtre au clown en passant par la poésie et les marionnettes. Après la délocalisation de la menuiserie familiale puis des entrepôts Vergne, Marie-Louise VERGNE dite « Mimi » alors propriétaire, récemment disparue, décide de mettre cette friche à la disposition de projets artistiques. Peu à peu, cela va permettre une approche transversale et inédite de l'acte de création et inviter les structures résidentes à faire corps. La Vista voisinera avec ce nouveau bouillonnement culturel.

Qui aurait pu croire que La Vista allait accueillir près de 100 000 spectateurs en 15 ans ? Tout cela grâce à votre dévouement, Lise SINOÛ. C'est avec la volonté d'une combattante de l'action culturelle que vous mettez tout en œuvre pour que ce lieu perdure malgré les équilibres fragiles. Jamais vous n'avez compté les heures. Au cœur du quartier populaire de Figuerolles où la culture n'est pas une priorité pour certaines familles, La Vista demeure un lieu de fabrique du spectacle vivant qui accompagne et diffuse les créations des compagnies locales qui chez vous ont le sentiment d'être chez elles. Un soin particulier est porté à l'accueil de spectacles mettant en scène l'occitan.

Mais La Vista a également fourni un travail considérable auprès d'un public familial, et surtout du jeune public, en permettant l'éveil à la culture des tout-petits. Le travail avec la petite enfance et les scolaires a été fondamental. La Vista a toujours été à l'écoute de son environnement.

Vous avez interrompu vos activités fin 2014 au terme d'une belle aventure humaine où vous avez eu le plaisir de réunir ce qui a guidé votre vie : la culture et le social sur fond de Méditerranée. En 2017, la disparition de Mimi VERGNE à 95 ans a entraîné les associations de la Friche à Mimi vers de nouveaux horizons ; un passage de témoin réussi avec l'aide d'une entreprise privée à Lavérune pour un nouveau défi artistique auquel votre fille Dany participe pleinement. En mars dernier, la Ville de Montpellier a installé le théâtre de la Vista dans l'ancienne chapelle de la Cité Gély ; un acte symbolique et culturel fort. Nous devons permettre à l'association de poursuivre son activité au profit de la jeunesse et de la famille. La Ville s'est chargée des travaux. Le théâtre de La Vista –

la Chapelle a pu envisager avec sérénité cette 19^e saison culturelle. Ce nouveau positionnement du théâtre confirme la place prépondérante que nous accordons à la culture dans tous les quartiers de Montpellier car elle favorise la mixité et la cohésion sociale.

Merci, Lise SINOÛ, pour tout ce travail effectué au service des habitants, des familles, des enfants de Montpellier. C'est avec un immense plaisir que nous allons, Isabelle et moi, vous faire citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Lise SINOÛ : Je vais vous dire ce que je retiens de cette aventure qui a été une très belle histoire. La Vista est née en 2000. Elle a été créée avec une improbable alchimie. Elle s'est trouvée dans un lieu singulier, la cour Vergne, dans un quartier non moins singulier, le quartier Figuerolles, extrêmement masculin. Il m'a fallu deux ans pour comprendre ce quartier. Il m'a fallu deux ans pour le humer, le respirer, pour m'en imprégner et, petit à petit, créer des liens et des contacts. Quand ceux-ci ont été créés, le travail était à moitié fait c'est-à-dire que le projet pouvait se mettre en place car il y avait un territoire, un sol, que j'arrivais à comprendre. C'est ce que je retiens de cette histoire de La Vista.

Une fois que ce contact a été créé, je suis allée dans le théâtre, j'ai pris un grand chaudron, j'ai fait un feu en dessous et j'y ai mis les ingrédients qui me semblaient les mieux adaptés à ce quartier. J'y ai mis tous les artistes que vous avez vu défiler, qui ont porté des textes d'auteurs adaptés d'une façon très méditerranéenne. Je gardais le souvenir des salles absolument incroyables des théâtres espagnols où les gens étaient là ; les spectacles de Lorca s'accompagnaient de musique, de danse et de chant et on pouvait faire passer énormément de textes à travers la forme proposée. J'y ai donc mis des textes d'auteurs méditerranéens principalement portés par des artistes absolument fabuleux, en création. Il y avait un potentiel artistique absolument incroyable sur Montpellier, de jeunes compagnies en création qui ne trouvaient pas de lieu pour résider, pour répéter. Nous leur avons donné ce lieu. C'était des artistes généreux, qui ne comptaient pas leur temps, qui ne comptaient pas leurs heures, qui étaient talentueux et qui avaient un esprit plus saltimbanque que de conservatoire.

La potion a donc été magique. Les gens sont venus voir ce chaudron. Ils se sont penchés. Les institutionnels nous ont aidés, nous ont apporté un soutien sans faille pendant 15 ans. Puis, est arrivé un public qui était intergénérationnel, du plus jeune au plus vieux, qui venait de tous les horizons. Ce public nous a été fidèle, nous a aimés. À ce moment, je crois que la recette était complète.

J'espère que la nouvelle équipe de la Vista, que je vois là-haut, a emporté le chaudron dans son déménagement. Il était frémissant quand je suis partie. Je vois également une partie de mon équipe, ceux qui ont résisté, qui n'ont pas plié pendant ces quelques années. C'est vrai que dans le chaudron, en plus des artistes, j'y ai mis énormément de plaisir. J'y ai également mis un peu de rage et un entêtement sans limite. J'espère que ce chaudron est là. Je souhaite une très belle vie à la nouvelle La Vista.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci à Lise et à toute l'équipe de La Vista qui est présente dans les tribunes.

Nous avons choisi ce soir d'honorer également une jeune femme sportive avec un palmarès formidable : Lætitia MADJENE à qui je vais demander de venir.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : La boxe n'est pas un sport comme les autres ; c'est un mode de vie et comme dans la vie, il faut avancer, encaisser, esquiver, et progresser. La boxe a des points communs avec la politique : il faut toujours avancer parce que, quand on avance, on prend des coups mais on continue à avancer ; si on recule, alors là, c'est une déferlante. C'est pour cette raison que j'ai beaucoup de respect pour tous ceux qui pratiquent ce noble art, ce sport magnifique, qui est un sport de courage avant tout et d'entraînement. C'est aussi une histoire de respect. La boxe est aussi un peu comme un jeu d'échecs : un boxeur peut avoir le physique et la technique mais, sans stratégie, il n'y a pas de résultats possibles. Le noble art, comme on le dit souvent, ne sacre que ceux qui ne trahissent pas, ceux qui savent consentir de grands sacrifices afin de pousser plus loin leurs limites. La boxe, c'est la transpiration, le sang, la privation, la solitude. La boxe n'est pas un sport comme les autres. L'ultime récompense est ce moment où le vainqueur lève les poings vers le ciel. Lætitia MADJENE, cet instant-là, vous l'avez connu à plusieurs reprises. Vous aviez des étoiles dans les yeux. Chacun de vos combats fut le combat du siècle.

Mais, avant tout cela, vous avez débuté une carrière sportive en exerçant la discipline du full-contact dès l'âge de six ans ; c'était à Saint-Étienne. Votre père sera votre premier entraîneur. Puis, vint le K-1, ce cousin de la boxe thaï et là, vous excellez. Pour arriver à cette moisson de titres, il y a de longues heures de travail. On ne peut pas, ici, ne pas saluer l'implication à vos côtés de Michel GARCIA, Mathieu CAMAIN et Cyril CHANTEREAU qui a une place à part aujourd'hui dans votre vie. Vous serez cinq fois championne de France et deux fois championne du monde.

Désormais, vous vous attachez à transmettre les valeurs du sport, le goût du challenge, la nécessité de la confiance en soi. Non vraiment, la boxe n'est pas un sport comme les autres et vous transmettez toutes ces valeurs dans le cadre de l'enseignement que vous prodiguez aussi dans les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier.

Je voudrais vous adresser un grand merci au nom de la Ville, des élus du Conseil municipal qui sont là mais aussi des enfants qui sont nombreux à vous suivre, à écouter vos conseils, et pour lesquels vous avez une passion particulière. C'est donc avec un immense plaisir que nous allons vous faire ensemble citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier.

Projection d'une vidéo.

Lætitia MADJENE : Merci. Ne vous inquiétez pas, j'ai pris ma retraite. Si vous voulez un garde du corps, je peux le faire aussi.

Il n'est pas dans mes habitudes de faire des discours donc je vais parler avec mon cœur aujourd'hui. Pour ce petit discours, j'aimerais appeler trois personnes : Michel GARCIA, Mathieu CAMAIN et Cyril CHANTEREAU. Il n'y a pas de raison que je sois la seule à être mal à l'aise. J'appelle ces trois hommes à mes côtés car, pour moi, la médaille que j'ai aujourd'hui – merci, M. SAUREL, car c'est un grand honneur pour moi – est aussi la leur, parce qu'ils ont été à mes côtés tout au long de ma carrière. Si aujourd'hui, j'ai traversé le monde pour être championne du monde, c'est grâce à eux. Ce sont eux qui ont fait de moi cette athlète. Donc, vraiment merci à tous. Je ne vais pas les regarder sinon je vais pleurer.

Cette médaille a, pour moi, deux rôles : le premier est de clôturer ma carrière. J'ai terminé sur un championnat du monde, l'année dernière, que j'ai remporté. J'ai préféré finir en beauté. Pour moi, elle vient donc clôturer cette carrière mais elle signifie aussi une transition car, maintenant, j'aimerais vraiment enseigner, essayer d'être une image pour les gens qui travaillent en entreprise,

pour les femmes. Ce sont deux créneaux que j'aimerais développer. J'ai déjà commencé. Cela fait deux ans que je travaille pour l'épanouissement de la femme à travers le sport. J'ai créé un créneau dans la salle de mon coach Michel GARCIA à Jacou qui me permet de créer une section féminine. Pourquoi ? Car une femme n'est pas forcément à l'aise. Il est parfois compliqué de pousser la porte d'une salle où il y a beaucoup d'hommes. En tant que coach femme, j'ai voulu créer ce créneau. Ça marche bien. Je trouve dommage qu'il n'y en ait pas suffisamment. Je voudrais vraiment développer ce créneau ainsi que le sport en entreprise car on voit de plus en plus de personnes qui, prises dans leur travail, leur routine, ne pensent pas à elles, ne prennent pas le temps d'aller au sport. Cela fait deux ans que je travaille pour des séminaires en entreprise. Cette année j'ai travaillé avec la Fédération française des sports en entreprise afin de sensibiliser les employés à la pratique du sport, de l'activité physique, du sport bien-être. J'interviens également près des Maisons pour tous. J'en suis super-contente. Ça a commencé cette année. J'ai également créé un créneau dans la salle de mon coach entre midi et deux pour que les gens qui travaillent aient le temps d'exploiter leur pause. Ça marche bien.

J'espère ne pas vous dire au revoir, Monsieur SAUREL, mais à bientôt parce que j'aimerais vraiment qu'avec la Ville de Montpellier nous travaillions ensemble pour développer le sport en entreprise et en direction de la femme. Je suis désolée car je suis très émue. C'est la première fois que je fais un discours devant autant de personnes.

Merci beaucoup et j'espère que l'aventure va continuer pour moi en tant que coach. J'ai fini ma vie d'athlète. Elle m'a beaucoup apporté. Elle m'a épanouie en tant que femme. Je sais qu'ensemble nous pouvons développer cela dans les entreprises, pour les femmes et les enfants également. Merci.

Applaudissements.

Adoption de l'ordre du jour

Monsieur le Maire : L'ordre du jour comportait 60 affaires dont un vœu concernant la réforme des centres d'information et d'orientation (CIO). Un deuxième vœu a été déposé sur table. Il concerne la déclaration de l'état d'urgence climatique et sera étudié en début de Conseil.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Monsieur Rabii YOUSSEUS entre en séance.

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Monsieur le Maire : Le procès-verbal du 12 juin 2019 vous a été envoyé. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix
Contre : 0
Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur le Maire : Vous avez également pris connaissance des décisions. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 25 septembre à 18 heures.

Vœu de déclaration de l'urgence climatique

Déposé par le Groupe majoritaire

En 2015, l'Accord universel de Paris pour le climat a été approuvé à l'unanimité par 196 Etats pour contenir le réchauffement climatique à 1,5 degré. « Hot spot » du changement climatique, notre région méditerranéenne voit les températures augmenter plus vite qu'ailleurs et connaît des risques plus importants, comme la canicule, la sécheresse, les tempêtes ou les inondations.

Tandis que certains états se détournent de l'accord et refusent d'engager des actions fortes pour répondre à l'urgence climatique, les villes du monde entier se mobilisent, portées par des mobilisations citoyennes sans précédent.

La transition écologique est un devoir humaniste que la Ville de Montpellier entend bien honorer. En plus de préserver le climat, elle est aussi créatrice d'emplois dans le domaine des industries à impact positif comme l'énergie, les transports ou encore l'économie circulaire.

De nombreuses actions ont déjà été déployées à tous les niveaux et sont en cours : bâtiments autonomes en énergie renouvelable, végétalisation de la ville, extension progressive de la zone piétonne, plan vélo, ligne 5 de tramway concertée et extension de la ligne 1, zone à faible émission ou encore approvisionnement local, bio et durable dans les cantines et promotion des circuits courts.

Pour aller plus loin dans son engagement, le Conseil municipal émet le vœu que dès à présent :

- La Ville de Montpellier déclare l'urgence climatique et rejoint les 790 gouvernements locaux qui partout dans le monde ont pris l'engagement de préserver le climat,
- La Ville de Montpellier déclare la création d'un Fonds d'Urgence Climatique (FUC) pour orienter les investissements vers la transition écologique, en particulier dans les domaines des transports, de l'énergie, de la rénovation thermique des bâtiments, des industries propres et positives, de la gestion des risques et de la végétalisation.
- La Ville de Montpellier crée une assemblée pour le climat avec un tiers d'expert, un tiers d'associations et un tiers de citoyens afin de conseiller et d'orienter la décision politique vers les mesures les plus efficaces et les plus justes en matière de transition écologique, et prendre une part active à l'élaboration du second Plan Climat Air Energie Territorial porté avec Montpellier Méditerranée Métropole.
- Dès 2019, la Ville de Montpellier mette en place des ateliers éco-citoyens dans les écoles durant les temps périscolaires qui permettent à chaque enfant de comprendre le phénomène du changement climatique et les gestes citoyens à adopter pour préserver le climat.

Monsieur le Maire : Voilà l'intégralité du vœu que je vous propose ce soir. Qui demande la parole ? M. DELAFOSSE, M. LARUE.

Michaël DELAFOSSE : Merci Monsieur le Maire. Je découvre ce vœu. Trois fois oui pour décréter l'urgence climatique. Les climatosceptiques ne doivent plus avoir voix au chapitre ; les faits sont là : la canicule, la neige en mars, les épisodes que vous avez rappelés. Notre territoire, ce petit territoire, ce petit bout de la Terre, est très vulnérable aux changements en cours.

Des mots, une attention, nous y adhérons. Mais, la réalité – excusez-moi – sur le plan du bilan de ce qu'aurait pu être l'action sur la transition écologique dit le contraire. Si la ligne 5 de tramway avait été mise en 2017, combien d'émissions de CO2 aurions-nous pu éviter ? Là, au pire, nous sommes à 2025–2027. La création de bus à haut niveau de service qui aurait pu désengorger un certain nombre de quartiers de la ville comme celui du Millénaire : repoussée. Les projets de pôle d'échanges multimodaux (Sablassou, Villeneuve-lès-Maguelone) n'ont pas avancé. Cela aurait limité le nombre de véhicules entrants dans la ville. Récemment, nous venons d'apprendre que le service innovant Totem mobi qui rejoint d'autres services innovants comme Modulauto quitte Montpellier. Déplacements électriques face aux déplacements carbonés et ce projet s'arrête. Concernant les pistes cyclables en site propre, il a fallu la mobilisation citoyenne des cyclistes #jesuisundesdeux pour commencer à faire bouger les choses, pour que le vélo puisse commencer à occuper une place plus importante dans la ville.

À plusieurs reprises dans cette assemblée, nous avons souhaité que le PLU puisse être révisé notamment pour éviter ces destructions de maisons qui sont remplacées par des immeubles et qui font que les écoles notamment des faubourgs aient tellement d'élèves que nous sommes obligés d'affecter des enfants dans d'autres endroits et donc de prendre la voiture pour aller à l'école.

Il y a donc l'urgence et il y a l'action. Les citoyens, parlons-en : il faut les associer naturellement. Mais, tout de même, les faits : Alternatiba, qui porte des transitions, des exemples, a dû aller trouver refuge l'année dernière dans la commune de Grabels car à Montpellier ce fut très compliqué ; la pénalisation d'actions citoyennes qui pointent les enjeux du vélo comme le collectif #jesuisundesdeux. Quand, le jour de la marche pour le climat, ils prennent l'initiative de tracer ce qui sera bientôt une piste cyclable, on les menace d'un procès-verbal. Quand le collectif Cantine s'interroge sur la dangerosité des nouvelles barquettes, il y a une polémique sur Twitter. Bref, beaucoup de citoyens qui œuvrent au quotidien sur ces enjeux, qui portent la transition, sont en tension avec la municipalité.

Alors trois fois oui pour que Montpellier proclame l'urgence climatique car c'est le défi de notre génération mais, en la matière, il faut de la sincérité dans l'action.

Monsieur le Maire : Merci pour votre intervention. M. LARUE.

Intervention hors micro d'Alex LARUE

Monsieur le Maire : Je ne vois plus rien, je n'interprète plus rien, j'écoute.

Alex LARUE : Vous avez raison.

Monsieur le Maire : Et je transcris comme un scribe du temps de l'Égypte ancienne.

Alex LARUE : Vous avez raison, il faut être zen, être tranquille. Pour ma part, je voterai en faveur

de ce vœu car tout ce qui va dans le sens de la reconnaissance de cette urgence climatique me paraît être pertinent et je pense qu'il faut le soutenir. Je serai effectivement assez précautionneux et surtout attentif aux traductions pratiques, concrètes. Je voterai donc en faveur.

Je voudrais profiter de ce vœu pour remercier et féliciter le personnel municipal, les membres du CCAS et l'ensemble des personnes qui ont été mobilisées à l'occasion du Plan canicule. Je pense que des choses ont été faites et très bien faites. Quand ça marche bien, il faut le souligner. Je pense que ça n'a pas été facile. Les conditions étaient assez extrêmes. Nous avons tous souffert de la chaleur et je pense qu'il est bien que tout le monde ait été mobilisé. Ce soir, je voudrais donc rendre un hommage collectif à toutes les personnes qui ont été mobilisées dans le cadre de ce Plan.

Il n'y aura donc pas de commentaires complémentaires de ma part sur ce sujet mais une volonté d'avancer et une attention aux suites concrètes et pratiques qui seront mises en œuvre dans le cadre de ce vœu.

M. le Maire : Merci M. LARUE.

Applaudissements.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Sabria BOUALLAGA entre en séance

Madame Véronique DEMON entre en séance et récupère la procuration donnée à Madame Véronique PEREZ.

Vœu de soutien au mouvement de protestation contre la fermeture des Centres d'Information et d'Orientation (CIO)

Déposé par le Groupe majoritaire

Le Gouvernement engage une réforme des dispositifs d'orientation avec l'objectif de renforcer l'accompagnement au plus près des équipes pédagogiques et des besoins de chaque élève, notamment par une redéfinition des compétences et des moyens.

L'obligation de formation pour les 16-18 ans sous la responsabilité des Missions locales et le transfert d'une partie des missions d'orientation aux Conseils Régionaux s'accompagnent d'une « évolution du maillage territorial » des Centres d'Information et d'Orientation (CIO).

Or, ce projet inquiète les psychologues de l'Éducation Nationale (PsyEN) et les organisations représentatives dénoncent cette restructuration qui va fermer un grand nombre de CIO.

Sur les 41 CIO que compte la région Occitanie, 7 sont implantés dans le département de l'Hérault dont 3 situés sur la ville de Montpellier.

Les missions d'orientations des CIO exigent la plus grande proximité possible pour assurer un accès à tous, notamment auprès de celles et ceux qui n'ont pas les mêmes « possibilités » d'accompagnement familial et de mobilité.

Alors que l'ancrage territorial hors des structures scolaires apporte une visibilité et une confiance auprès des familles et des jeunes en situation de décrochage scolaire, un éloignement de ce service public gratuit risque de nuire à l'efficacité de ses missions et permettre le développement de structures privées payantes, créant une inégalité supplémentaire devant l'orientation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la motion de soutien relative à la mise en place d'une concertation avec les professionnels pour la prise en compte des enjeux de proximité et la spécificité des territoires, afin d'élaborer une réforme au service de la réussite éducative des enfants et de la défense de « l'ascenseur social républicain ».

Monsieur le Maire : Voilà le vœu que nous vous proposons de voter pour l'ouverture d'une concertation visant à la maintenance des CIO sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Qui demande la parole ? M. BOUMAAZ et M. MARTIN.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, chers collègues. Encore un vœu. Il est vrai que cela faisait longtemps que nous n'avions pas eu des vœux à la SAUREL. Que dire de ce vœu, certes pieux, mais qui ne restera qu'un vœu et qui est un peu à l'image de votre politique que vous nous proposez depuis que vous êtes Maire-Président à temps plein. Cette affaire qui n'est qu'une énième communication tous azimuts et surtout une incompréhension pour le commun des mortels n'est qu'un vœu qui, selon votre synthèse, n'est qu'un soutien au mouvement de protestation contre la fermeture des Centres d'Information et d'Orientation voulue par le gouvernement qui a engagé une réforme des dispositifs d'orientation avec l'objectif de renforcer l'accompagnement au plus près des équipes pédagogiques et des besoins de chaque élève notamment par une redéfinition des compétences et des moyens. À ce jour, et après vérification, nous n'avons toujours pas de détails de ce fameux projet de loi que ce soit sur la redéfinition des compétences et des moyens et encore moins sur cette évolution du nouveau maillage territorial qui est véritablement la plus grande des inquiétudes d'où cette protestation qui, en réalité, ne dit pas véritablement son nom.

Bref, au-delà de ce vœu sans lendemain, qui est à l'image de vos promesses, de Philippe Ier le Maire de la première pierre, au-delà de cette inquiétude sur cette future restructuration et d'un grand nombre de fermetures qu'annoncent les équipes pédagogiques du CIO et de leurs partenaires sociaux, je voudrais attirer l'attention de nos Montpelliérains sur ce vœu plein de contradictions à l'image de ce que vous nous présentez ce soir, vous, Monsieur le Maire et votre majorité municipale. Contradictions : vous soutenez cette protestation et/ou tout récemment vous soutenez le gouvernement, votre « ami », selon vos dires, le président de la République, la liste Renaissance aux élections Européennes. Un coup « En marche », un coup pas « En marche » ; même si tout le monde sait que vous avez toujours été un jaune, un coup je ne le suis plus.

Tout cela pour vous dire que, comme à votre habitude, votre politique autrement que l'on appellera plutôt celle de la girouette cacahouète, cette posture ou imposture politique est la preuve de votre

manque de discernement politique qui évolue au fil des sondages et des protestations citoyennes. Pire encore, elle exprime clairement votre opportunisme politique pour les prochaines élections municipales même si nous entendons tous cette petite musique qui fait son petit bout de chemin à savoir que vous risquez de ne pas vous présenter.

Il n'en reste pas moins, Monsieur le Maire, que la politique vous importe peu et que le seul but, Monsieur le Maire...

Protestations d'élus.

Djamel BOUMAAZ : Je peux terminer ? Il n'en reste pas moins, Monsieur le Maire, que la politique vous importe peu et que la seule chose qui vous anime est le maintien de votre mandat, de votre personne, avec un certain opportunisme comme idéologie. Voilà Monsieur le Maire, ce sera tout pour le moment.

Monsieur le Maire : Merci pour cette intéressante contribution au débat qui, franchement, restera dans les annales de la politique montpelliéraine.

M. MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Bien entendu, nous voterons ce vœu qui souhaite défendre les CIO et leur utilité dans les quartiers de la ville. Que de mal est fait à l'Éducation nationale par ce gouvernement. Depuis les politiques menées par Nicolas SARKOZY, nous n'avons pas vu de tels coups portés à l'Éducation nationale. Effectivement, je suis toujours un petit peu sidéré qu'on ait l'air de tomber des nues. Dans sa campagne présidentielle, MACRON avait bien annoncé qu'il voulait diminuer le nombre de fonctionnaires. Nous savons à quel point il est très pointilleux sur la question de la dette, etc. Nous y reviendrons plus tard dans la soirée. Nous ne pouvions nous attendre qu'à une vente à la découpe des services publics, qui sont si importants pour nos concitoyens, en particulier pour les plus en difficulté, parce que nous savons parfaitement que les CIO sont d'une aide extrêmement importante pour ceux qui n'ont pas les réseaux plus faciles pour frayer leur chemin de formation, de qualification. C'est là qu'ils trouvent une véritable aide.

C'est donc un très mauvais coup qu'il est tenté de porter. C'est effectivement prendre un petit bout de l'Éducation nationale pour le privatiser. Petit bout par petit bout, on est en train de désosser complètement nos services publics les plus importants pour nos populations. C'est pour cette raison que je parle de vente à la découpe. Dans une ville qui connaît les difficultés sociales dont nous sommes tous conscients ici, c'est extrêmement grave. Il est donc effectivement très important de soutenir l'action à la fois des conseillers d'orientation-psychologues, de leurs représentants, pour défendre leurs centres d'orientation mais, en même temps – voyez, j'utilise la fameuse théorie du « en même temps » –, s'en rendre compte aujourd'hui alors que les choses étaient déjà annoncées il y a deux ans...

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci M. MARTIN. Mais, si on veut être honnête, on n'est pas obligé de suivre la doxa permanente des officines politiques nationales. Qui a fait péter les Rased ? Qui ? Donnez-moi le nom. Ce n'est pas M. BLANQUER, le Ministre de l'Éducation.

Hervé MARTIN (hors micro) : Non, ça en est un avant...

Monsieur le Maire : M. MARTIN, vous faites partie de la liste socialiste, non ?

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN

Monsieur le Maire : Ça dépend. Quand ça vous arrange, vous n'en faites plus partie.

Hervé MARTIN (hors micro) : Quand ça vous arrange, vous ne répondez pas aux questions de fond.

Monsieur le Maire : Deuxième point : vous ne pouvez pas nier, Monsieur MARTIN, car vous êtes enseignant, que le dédoublement des CP et CE1 dans les quartiers prioritaires pour l'acquisition des savoirs fondamentaux est une avancée. Vous ne pouvez pas le nier.

Hervé MARTIN (hors micro) : Je ne le nie pas.

Monsieur le Maire : Alléluia ! Alors, vous dites tout et son contraire. C'est pour cette raison qu'au lieu de suivre la doxa des partis politiques, attardez-vous donc à regarder la vie comme elle est, tout simplement. Lorsque les mesures sont prises par le gouvernement actuel sur les petites sections CP-CE1, en donnant la chance aux élèves des quartiers prioritaires, sous la forme d'enseignement à 12, 13, 14 élèves maximum, c'est ce que mon père, qui est instituteur, a rêvé de faire pendant 30 ans de carrière. Soyons honnêtes.

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN.

Monsieur le Maire : Ensuite, concernant les Rased, M. RIVAS, adjoint aux sports, qui est présent, est instituteur de métier. Il a fait partie des Rased et peut vous dire qui les a démontés.

Hervé MARTIN (hors micro) : Je connais très bien, je suis prof de SEGPA [*Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté, NDR*]. Je connais parfaitement la question des Rased. Parfaitement.

Monsieur le Maire : Ah ! Alors, dites la vérité.

Hervé MARTIN (hors micro) : Disons la vérité, c'est une vente à la découpe des services... (*inaudible*).

Monsieur le Maire : Qui a vendu à la découpe les Rased ?

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN.

Monsieur le Maire : Qui a vendu à la découpe les Rased ? C'est le président dont vous arborez la couleur.

Hervé MARTIN (hors micro) : Non, non.

Monsieur le Maire : Si, si. Vous n'allez pas m'apprendre à moi qui ai passé 20 ans au Parti socialiste, ce que c'est que le Parti socialiste.

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN.

Monsieur le Maire : Non, vous y êtes. Moi je n'y suis pas dans votre liste, vous m'avez exclu du parti. Dites la vérité. La vé-ri-té.

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN.

Monsieur le Maire : En tout cas, je soutiens le CIO et il le sait car il m'a envoyé une lettre très sympathique. M. MARTIN, écoutez. J'ai reçu une lettre du CIO signée de Mme MAUREL. La voici : « *Suite à la réception de votre courrier du 8 juillet relatif au projet de restructuration des centres d'information et d'orientation, permettez-moi de vous exprimer ma profonde gratitude pour le soutien et pour l'intérêt que vous portez au service apporté aux jeunes du CIO.* » Tout est dit. Nous sommes d'accord.

Intervention hors micro d'Hervé MARTIN.

Monsieur le Maire : Nous sommes d'accord sur le CIO.

Audrey LLEDO (hors micro) : Vous ne nous donnez pas la parole ?

Monsieur le Maire : J'ai demandé qui voulait la parole. Deux mains se sont levées et j'ai donné la parole. Attendez, ne me le faites pas toujours à la même mode. Il faut être un peu discipliné.

Applaudissements.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 4 voix (Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Patrick VIGNAL.)

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Maud BODKIN sort de séance.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI sort de séance, le pouvoir de Mustapha MAJDOUL à Pascal KRZYZANSKI est temporairement annulé.

1. Programme « Les Cités éducatives » Candidature de la Ville de Montpellier à la labellisation

Face à la progression des inégalités, et particulièrement celles liées aux chances de réussite scolaire, le Ministère chargé de la Ville et du Logement et le Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes à chaque étape du parcours des enfants.

C'est l'objectif des Cités éducatives qui visent à créer des « Territoires à haute qualité éducative » pour les habitants des territoires prioritaires, grâce notamment à une meilleure coordination des dispositifs.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier est candidate à la labellisation du quartier Mosson, reconnu éligible au dispositif, comme « Cité éducative », dès la rentrée scolaire 2019.

Le territoire concerné :

Le quartier Mosson dans sa totalité, dont la convention de renouvellement urbain est en cours d'élaboration, accueille 13 écoles maternelles et 11 écoles élémentaires, soit 3 784 élèves.

Toutes les écoles de la Mosson sont en REP +, réparties en trois réseaux :

- **REP+ Collège des Garrigues** : écoles Averroès/Galilée ; écoles Copernic/Bloch ; écoles Gandhi/Kurosawa et 2 écoles maternelles isolées: Picasso et Prévert.
- **REP+Collège des Escholiers de la Mosson** : écoles Joyce/Senghor ; écoles Van Gogh/Roosevelt ; écoles Woolf/Bouilloche ; écoles Cervantès/Heidelberg ; écoles Luther-King/Louville.
- **REP+Collège Rimbaud** : écoles Neruda/Bolivar ; écoles Renaud/Balard ; écoles Pape Carpentier/Malet.

Le lycée Léonard de Vinci fait également partie du territoire.

L'ambition du projet :

La mobilisation des acteurs institutionnels, associatifs et de la population locale, constitue l'axe central de la dynamique en faveur de la réussite scolaire et de l'éducation pour tous. La mise en cohérence des écosystèmes économiques, sociaux, éducatifs est une condition majeure pour atteindre ces objectifs.

L'accent sera également mis sur le renforcement de la place des parents, dans le cadre de la co-éducation, afin de construire un système éducatif axé à la fois sur la maîtrise des fondamentaux (lire, écrire, compter, respecter autrui) et des connaissances comme compétences du socle commun, support de la réussite de chacun, mais aussi sur les facteurs de réalisation de soi et d'épanouissement, pour que les jeunes trouvent ainsi leur place de citoyens lucides, cultivés et autonomes.

Dans ce contexte, l'apprentissage des langues et des langages – y compris artistiques, culturels et numériques – contribue aussi à créer du lien et une culture commune. C'est un défi à relever pour l'inclusion de tous et de chacun dans une société riche de ses diversités.

La démarche de la Cité Educative de Montpellier s'inscrit en ce sens dans la logique des recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé qui invitent à penser la santé des élèves en termes de réussite, d'estime d'eux-mêmes, d'insertion sociale et professionnelle future et par l'acquisition d'un comportement responsable respectant et promouvant les valeurs de la République.

La Cité Educative, ainsi définie, se développera en parallèle du processus de Renouvellement Urbain du quartier Mosson retenu par l'ANRU comme quartier d'intérêt national, avec pour objectifs :

- D'ouvrir le quartier et l'espace public
- D'activer l'économie et l'offre de loisirs
- D'améliorer la qualité de vie au quotidien

- De connecter le quartier à la ville, à la métropole et au monde

Dans ce contexte, les enjeux éducatifs sont essentiels pour construire les conditions de la réussite pour chacun. Le plan Cité Educative s'inscrit pleinement dans ce projet.

Les objectifs propres aux Cités Educatives :

Cette ambition sera mise en œuvre dans le cadre des trois objectifs fixés par l'Etat aux Cités Educatives :

- **Objectif 1 : Conforter le rôle de l'école :**
 - Rechercher une meilleure mixité sociale et scolaire
 - Améliorer le bien-être de tous, élèves et personnels
 - Renforcer le suivi personnalisé des élèves en amont et sur la durée
 - Encourager l'ambition scolaire
 - Encourager la coopération avec les parents
 - Renforcer les alliances éducatives à l'interne et avec les partenaires
- **Objectif 2 : Promouvoir la continuité éducative :**
 - Favoriser la socialisation précoce des enfants
 - Renforcer l'implication des parents et les conditions d'exercice de la parentalité
 - Prévention santé-hygiène
 - Favoriser la persévérance scolaire, PRE et lutte contre le décrochage
 - Promotion de l'éducation artistique et culturelle
 - Développer le sport scolaire, la pratique sportive et des activités de bien-être corporel
 - Elargir les plages et les formes d'interlocution éducative
 - Renforcer les Cordées de la réussite et l'accompagnement personnalisé des jeunes
 - Promouvoir les valeurs collectives et la prévention des risques
- **Objectif 3 : Ouvrir le champ des possibles :**
 - Stages de 3^{ème}, découverte des filières de formation et du monde du travail
 - Linguistique et lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme
 - Insertion professionnelle des jeunes sans qualification
 - Mobilité, rencontres
 - Ouverture culturelle et citoyenne
 - Cité numérique
 - « Droit à la ville »

Les acteurs à mobiliser :

Le projet repose sur la mobilisation de la population et des acteurs du territoire, qu'ils soient institutionnels, associatifs ou du secteur économique, autour du socle Préfecture, Education Nationale et Ville, en lien avec les projets portés par Montpellier Méditerranée Métropole, et particulièrement la Nouvelle Politique de Renouvellement Urbain (NPRU).

Une enveloppe spécifique aux Cités éducatives de 100 M€ sera répartie sur l'ensemble des projets, sachant que 80 dossiers ont été présélectionnés à ce jour en France. Ce « fonds de la Cité éducative » est destiné à renforcer les mesures existantes innovantes ou à en financer de nouvelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à déposer un dossier de candidature formalisée en vue de la labellisation du Quartier Mosson comme Cité Educative ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Dans l'affaire n°1, je vous propose de candidater au programme sur la Cité éducative. Il s'agit là, notamment sur le quartier Mosson et dans le cadre du dossier ANRU, de mettre en place une nouvelle forme de Cité éducative c'est-à-dire de bâtiments, structures, d'associations, de personnels enseignants qui vont assurer le suivi éducatif de l'enfant depuis les petites sections jusqu'à l'insertion professionnelle en liant les collèges, les lycées, les parents, le tissu associatif et bien sûr les enseignants. C'est le projet de Cité éducative pour lequel nous avons conçu un dossier qui a été envoyé au Ministère et pour lequel nous attendons la labellisation.

À propos de labellisation, je voudrais vous faire part de ma joie puisque suite à la candidature de Montpellier, nous venons de rejoindre le réseau mondial Unesco des villes apprenantes. Ce réseau compte plus de 200 villes de 46 pays différents (Pékin, Mexico, Tunis, Nairobi, Okinawa, Turin, Melbourne, Chengdu...). Il permet de partager l'expérience à l'échelle internationale pour échanger et élaborer des innovations sur l'apprentissage tout au long de la vie. Montpellier est désormais membre du réseau des villes apprenantes.

Qui demande la parole ? Mme LLEDO, Mme CANAUD, M. BOUMAAZ. C'est tout ?
Mme LLEDO.

Audrey LLEDO : Merci, je suis contente de pouvoir obtenir la parole ; ça change.

Monsieur le Maire : Je suis heureux de vous l'accorder.

Audrey LLEDO : J'ai demandé la parole mais je n'ai pas eu le droit de faire une explication de vote. Je vois que les tendances dictatoriales sont toujours de mise.

Au sujet de cette affaire, je n'ai pas prévu d'intervention... Ne commencez pas ! Ça ne m'avait pas trop manqué.

Monsieur le Maire : Ce n'est tout de même pas le Front National qui va nous expliquer ce que n'est pas une dictature.

Audrey LLEDO : Vous savez, le communisme, ce sont des millions, des milliers de morts, et moi zéro.

Monsieur le Maire : Allez-y. Parlez de Montpellier.

Audrey LLEDO : Au sujet de cette affaire, j'aimerais avoir des exemples d'actions concrètes qui vont être menées avec ce label pour m'assurer que ce n'est pas juste un label « coup de com' » ou un label « coup de com' / bourrage de crâne ». Je voudrais juste des actions concrètes. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Mme CANAUD.

Nancy CANAUD : Je serais beaucoup plus positive. Si Mlle LLEDO avait regardé, à Grigny, ils ont déjà mis en place ce système. Je dis que c'est un projet très ambitieux qui donne des moyens supplémentaires que l'on peut toujours applaudir. Je ne sais pas si ce sera suffisant mais, au moins, c'est tout de même une contribution intéressante. En ayant lu le projet de ce qui se passe à Grigny, je pense que c'est un bond en avant de 20 ans dans le futur. Je pense que c'est extraordinaire. Ce projet permet d'augmenter la collaboration des écoles avec tous les milieux scientifiques, culturels, sportifs, le réseau familial. À mon sens, c'est peut-être le moyen de sortir les enfants du décrochage scolaire. Ce n'est pas nouveau. Cela a été commencé en 2005 mais les résultats escomptés ne sont pas, pour l'instant, aussi probants.

Il est donc évident que nous voterons pour cette délibération. Un seul petit bémol concernant la place de l'enseignant dans la classe : il faut toujours qu'il reste la pierre centrale pour l'enseignement des élèves. Une autre chose m'a ensuite un peu gênée : pourquoi les 18–25 ans sont englobés dans un dispositif de réussite éducative ? L'école n'est pas, à mon sens, au service de l'entreprise mais de la collectivité.

Je pense que c'est un joli projet. Nous en verrons l'évolution. Je dis bravo pour avoir mis en place ce système.

Monsieur le Maire : Merci Mme CANAUD. M. BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Je vais être un peu plus réaliste parce que là... Monsieur le Maire, je vais être très court sur cette affaire qui consiste simplement à candidater pour obtenir la labellisation pour le programme les Cités éducatives qui a pour objectif de créer des territoires à haute qualité éducative pour les habitants des quartiers prioritaires dont notamment celui de la Mosson dit la Paillade qui a été reconnu éligible pour la énième fois. Il est vrai, Monsieur le Maire, qu'il faut rendre à César ce qui appartient à César et reconnaître votre travail de Maire et votre politique autrement sans oublier votre collaboration en tant qu'ancien adjoint au Maire pour cette reconnaissance.

Cette labellisation permettra de renforcer les mesures déjà existantes dans ce quartier comme le réseau REP + qui a évolué au fur et à mesure des gouvernements passants où nous sommes passés de ZUP à ZEP à REP et aujourd'hui à REP + avec le soutien de la nouvelle politique de renouvellement urbaine, le fameux NPRU, et ce en parallèle du processus de renouvellement urbain du quartier de la Mosson avec le projet ANRU. Soit, autant de sigles que de millions injectés dans ce quartier où aujourd'hui nous pouvons tous constater une évolution paradoxale à cette volonté de construire des conditions idéales pour la réussite de ces enfants et ce depuis de nombreuses années. Car, il ne suffira pas de sigles ou de millions d'euros même si je me pose la question de savoir à qui profite véritablement cette labellisation et donc cette manne financière. Il ne suffira pas de mettre un coup de pinceau comme vous le dites si bien sur ces immeubles. Il ne suffira pas non plus d'une simple coordination de l'ensemble des partenaires sans pouvoir les contrôler et estimer la plus-value sociale, éducative et économique qu'ils apportent à ce quartier car ce temps est révolu.

Aujourd'hui, Monsieur le Maire, de par cette affaire qui peut paraître anodine, se cachent des hommes, des femmes et des enfants qui souffrent de votre inaction politique qui est aussi un héritage de cette Gauche que vous avez cautionnée. Les habitants de ce quartier ne souhaitent plus crouler sous des sigles de politiques d'exception qui ne profitent véritablement qu'au management

des services municipaux et de vos partenaires. Ils souhaitent tout d'abord être reconnus comme des Montpelliérains à part entière et prétendent au droit commun comme les habitants du centre-ville. Ensuite, comme tous les Montpelliérains, ils veulent des services publics ouverts comme tous les autres services en ville, pour exemple : la piscine Neptune. Entre parenthèses, il faudra dire à notre LUCAS national de libérer les créneaux horaires d'où la véritable problématique de cette fermeture. S'il veut préparer les JO, qu'il aille à la piscine olympique. Ensuite, ces mêmes habitants souhaitent se sentir en sécurité. Ils veulent aussi que cesse cette insécurité routière ; tout simplement se promener avec leurs enfants et ainsi éviter ce drame que nous avons vécu tout récemment dans ce quartier où, malheureusement, nous venons de passer à la première place des Métropoles les plus accidentogènes dans la catégorie mortelle avec 22 morts depuis le début de l'année.

Bref, tout cela pour vous dire que malgré les résultats catastrophiques voire humanitaires, Montpellier, avec l'espoir que vous aviez engendré en 2014 d'une politique autrement, aurait pu, aurait dû avoir un impact sur la politique de la Ville et ce sans attendre cette politique d'exception à travers le Ministère de la Ville qui, pour la petite histoire, est né dans les années 90 après les émeutes de Vaulx-en-Velin à Lyon. Montpellier, vous, Monsieur le Maire, auriez dû avoir le courage de revoir certains dispositifs has been adéquats qui renforcent les habitants dans un renfermement sur soi ; une vraie politique de droit commun et en finir avec cette politique la stigmatisant. Mais cela, Monsieur le Maire, malheureusement pour ces habitants, il faudra attendre 2020 pour un véritable big-bang politique, économique et social et ainsi tourner véritablement la page.

Je relirai cette affaire à la 31 sur l'élaboration du contrat ville qui doit être prolongé jusqu'en 2022. Voilà, Monsieur le Maire, ce sera tout pour le moment.

Monsieur le Maire : Merci M. BOUMAAZ.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Maud BODKIN entre en séance.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI (avec la procuration de Monsieur Mustapha MAJDOUL) entre en séance.

Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance.

Madame Julie FRECHE donne procuration à Monsieur Michaël DELAFOSSE et sort définitivement de séance.

2. Redynamisation du Centre-Ville – Mesures en faveur des commerçants - Partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Depuis le 17 novembre 2018, le mouvement national des « gilets jaunes » organise chaque fin de semaine des rassemblements dans les villes françaises.

Le centre-ville de Montpellier est touché tous les samedis par des manifestations qui occasionnent de lourds dégâts et empêchent les professionnels de pouvoir travailler dans de bonnes conditions.

Montpellier a été le point de rendez-vous de l'Acte 30 du mouvement national le samedi 7 juin 2019. Environ 2000 personnes ont manifesté en centre-ville engendrant de fortes perturbations, des violences urbaines et dégâts matériels. Ces évènements provoquent une fuite régulière de notre cœur marchand.

L'ensemble des acteurs économiques locaux s'est rassemblé à l'invitation de la Ville de Montpellier et a travaillé sur des mesures concrètes pour favoriser le retour des clients en cœur de ville.

Ce projet, joint en annexe, a été présenté par la Ville au Ministère de l'Economie et des Finances afin d'obtenir une aide dans le cadre du programme « revitalisation et animations des commerces ». Il regroupe sept actions majeures destinées à soutenir les commerçants et mettre en valeur notre centre-ville.

[illegible]

Ces flux financiers feront l'objet de délibération(s) détaillée(s) lors d'un prochain conseil

municipal.

La Ville de Montpellier conservera la gestion directe pour les actions suivantes :

Action 1 : Exonération des redevances d'occupation du domaine public

Il est proposé d'exonérer pendant trois mois et sur le périmètre défini plus haut les commerçants payant des droits de place ou des redevances pour les occupations du domaine public suivantes :

- Terrasses et étalages
- Marché Comédie
- Marché des Bouquinistes de l'Esplanade Charles de Gaulle
- Marché Plan Cabane
- Halles Laissac et Castellane
- Concessions : manèges, kiosques alimentaires et fleuristes de la Comédie/Esplanade.

La perte de recettes en résultant est estimée à 295 000€, répartie sur les lignes de crédit correspondantes.

Action 5 - Festivités de fin d'année en centre-ville

Action 5.1 - Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux opérations d'animations menées par les associations de commerçants du centre-ville pour les fêtes de fin d'année

Une vingtaine d'associations de commerçants du centre-ville pourront y prétendre pour un budget de 140 000 €.

La subvention sera accordée sur présentation d'un projet détaillé. Le montant sera attribué en fonction des projets et sous réserve de l'enveloppe globale. Un dossier de candidature dédié sera établi et un comité d'attribution composé de l'ensemble des partenaires avec une grille de lecture commune sera mis en place.

Action 6 - Animer les samedis de septembre (rentrée scolaire)

Action 6.1 - Animations thématiques sur 4 samedis de septembre (de 10h à 19h)

La Ville participera aux animations conduites par la CCI à hauteur de 10 000€. Il s'agira durant 4 samedis consécutifs d'organiser des événements thématiques (séries TV, sports, sports Extrêmes/cultures urbaines et musique) afin d'attirer la clientèle en centre-ville.

Action 7 - Promotion et valorisation du centre-ville de Montpellier

Cette action consistera en une Campagne de communication #tous commerçants via réseaux et affichage, presse ainsi qu'une campagne de communication ciblée sur le Centre-Ville.

Le coût total de cette opération de communication d'envergure sera de 60 000€.

L'ensemble des dépenses prévues ont été inscrites au Budget Supplémentaire de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe de la mise en place de mesures en faveur de la revitalisation et animations des commerces du centre-ville telles que présentées en annexe,

- de valider l'ensemble des exonérations de redevances du domaine public proposées pour montant estimé de 295 000€,
- de valider la création du fonds de concours à destination d'une vingtaine d'associations de commerçants du centre-ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de la redynamisation du centre-ville suite aux manifestations. Vous savez que nous avons reçu un dossier de la Chambre de Commerce et d'Industrie, que nous avons travaillé ensemble à plusieurs reprises en compagnie de la Chambre de métiers et d'une vingtaine d'associations du cœur de ville. Nous avons fini par élaborer un dossier complet qui a amené le gouvernement à financer les mesures d'animations pour le centre-ville à hauteur de 295 000 €, qui est l'étiage global apporté à l'ensemble des villes qui ont subi des dommages, dont les commerçants ont subi des pertes de chiffre d'affaires et des manques d'attractivité suite aux manifestations des Gilets jaunes.

Je note que la ville a souffert beaucoup de ces manifestations et ce n'est pas fini ; ça risque de se poursuivre. Nous avons évalué aujourd'hui à 2 millions d'euros les abribus, les abris de tram, les dégâts au mobilier urbain, à la voirie.

Pour ce qui est des commerçants, nous sommes partis sur un projet co-construit avec la Chambre de commerce, la Chambres de métiers et des associations qui nous a permis de prendre plusieurs mesures qui concernent d'une part :

- l'exonération des redevances d'occupation du domaine public pour les terrasses et étalages concernant le marché de la Comédie, le marché des Bouquinistes de l'Esplanade Charles-de-Gaulle, le marché Plan Cabane, les Halles Laissac et Castellane ainsi que les concessions (manèges, kiosques alimentaires et fleuristes de la Comédie/Esplanade). Ceci est estimé à 295 000 € ;
- concernant les festivités en fin d'année, des propositions ont été faites ;
- nous avons participé à la création d'un fonds exceptionnel de soutien aux opérations d'animation menées par les associations avec une subvention de 5 000 € à chacune des associations de commerçants des quartiers du centre-ville ;
- des animations les samedis de septembre ;
- des animations thématiques ;
- la promotion et la valorisation du centre-ville par des actions de communication.

L'essentiel de l'apport de la Métropole et de la Ville a été de participer à la fois à l'aide aux associations pour la création d'animations mais aussi aux deux heures de parking gratuites pour permettre aux habitants, lors des animations particulières, de revenir dans le centre-ville pour consommer à nouveau auprès des commerçants du centre-ville.

Je remercie donc, sur ce dossier, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, André DELJARRY et le président de la Chambre de métiers, Christian POUJOL. Je remercie également les vingt présidents et présidentes d'association qui nous ont permis d'élaborer ce document qui, aujourd'hui, a été pris en compte par l'État et est financé par lui.

Je remercie également le Préfet de Région et le Préfet de l'Hérault, M. GUYOT et M. POUËSSEL. M. GUYOT est intervenu personnellement au niveau du cabinet du Premier Ministre ainsi que la secrétaire d'État Mme PANNIER-RUNACHER, qui est venue à Montpellier ainsi que le Ministre de l'Économie, Monsieur LE MAIRE. Tout cela fait partie du corpus de mesures dont nous avons

discuté à Bercy dès l'hiver 2018–2019 au travers de trois réunions ; l'une d'entre elles m'empêchant de me rendre à Manchester à l'invitation de son Maire. C'est Max LÉVITA qui s'y est rendu à ma place.

Ce sont des actions qui fonctionnent. Merci à Mme PEREZ qui a fait un boulot remarquable, de terrain, au plus près des commerçants, ce qui nous a permis d'arriver à ce bon résultat qui a satisfait l'ensemble des acteurs.

Qui demande la parole ? M. DOMERGUE.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA (hors micro) : J'ai demandé en premier. Vous m'avez regardée en premier.

Monsieur le Maire : Mme GALIANA, j'ai tout de même le droit de regarder où je veux, non ? C'est un point de vue fascinant. Vous voulez m'obliger à regarder dans une direction ?

Brigitte ROUSSEL-GALIANA (hors micro) : Non. Vous m'avez regardée en premier...

Monsieur le Maire : J'ai un regard panoramique comme les libellules. Elles ont des yeux à facettes comme les hannetons. Par exemple, je vois très bien que Mme LIZA a un doigt dans la bouche alors que je vous regarde. Vrai ou faux ?

Nicole LIZA (hors micro) : C'est vrai puisque vous le dites.

Monsieur le Maire : Donc, M. DOMERGUE, Mme GALIANA. M. DELAFOSSE, vous avez demandé ? M. BOUMAAZ, M. VIGNAL. Vous avez demandé, M. DELAFOSSE ? M. DELAFOSSE. C'est tout ?

Alors, M. DOMERGUE, Mme GALIANA, M. BOUMAAZ, M. VIGNAL, M. DELAFOSSE. C'est parti.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, je suis très galant et je laisse Mme GALIANA s'exprimer en premier. Vous le comprendrez. C'est la moindre des choses.

Monsieur le Maire : (...) intervention, M. DOMERGUE. Vous avez épuisé votre temps de parole, je suis désolé. Mme GALIANA, vous avez la parole.

Problème de micro.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Merci. Je tiens tout simplement à vous manifester de nouveau, Monsieur le Maire, que j'ai un profond respect pour M. BOUMAAZ et Mlle LLEDO mais que je ne partage pas leurs orientations politiques. Je suis donc venue me mettre ici, aux non-inscrits, à côté de M. COUR, puisque M. de SAINT-JOUAN m'a donné sa procuration... Cela vous fait peut-être rire ? C'est une contenance.

Je vais donc vous dire ce que je pense de ce que vous venez de dire et par rapport aux explications que j'ai reçues.

Intervention hors micro de Abdi EL KANDOSSI.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Et alors ? Je respecte M. BOUMAAZ. Quand il dit une vérité, je ne peux que la saluer.

Intervention hors micro de Abdi EL KANDOSSI.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Vous me laisserez intervenir, s'il vous plaît ?

Monsieur le Maire : Laissez parler, je vous en supplie. Laissez parler Mme GALIANA.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Je vous en remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Avec plaisir, Mme GALIANA.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : C'est très bien. Je lis « *Les aides de l'État seront, le cas échéant, perçues par la ville et redistribuées pour partie aux partenaires en charge des projets à mener.* ». Quand je lis cela, Monsieur le Maire, c'était donc bien à vous. On reconnaît donc dans le document que vous venez de me donner, que vous nous présentez ici, que l'État verse sa contribution à l'EPCI qui est seul habilité à recevoir les fonds débloqués par lui. Donc, seule, elle-même, au départ, c'est-à-dire la municipalité de Montpellier, a monté le dossier.

Monsieur le Maire : C'est écrit où ? Lisez-moi le texte.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Dans l'explication, il est écrit : « *Les aides de l'État seront, le cas échéant, perçues par la ville et redistribuées pour partie aux partenaires en charge des projets à mener.* ». C'est inscrit.

Monsieur le Maire : A la page d'avant, lisez qui monte le dossier.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Je n'ai pas fini mon explication.

Monsieur le Maire : Oui mais elle part mal.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Non, je ne pense pas. Et donc « *qui est seul habilité à recevoir les fonds débloqués par l'État* » et donc seule elle-même au départ a monté le dossier. Le cas de Montpellier qui n'a pas déposé le dossier dans les temps impartis est unique. Ils étaient 34. La CCIH a proposé l'ensemble des actions à l'exclusion de la ZAT, qui a été intégrée dans ce projet, et chiffré à 500 000 € d'aide de la municipalité envers les commerçants. Ce n'est pour moi pas une action nouvelle ; elle est destinée à être présentée dans l'ensemble des quartiers à tour de rôle à Montpellier comme chaque année. Donc, c'est la CCIH qui propose c'est-à-dire la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault et a élaboré six actions sur les sept ; des manifestations de redynamisation – pas de dynamisation, de redynamisation – parce qu'une fois vous m'avez reprise devant 600 personnes.

Monsieur le Maire : C'est donc bien la CCI qui a fait le dossier.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Non, elle a présenté les actions.

Monsieur le Maire : Oui, c'est ça ; elle a fait un dossier.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Mais, une fois que vous l'avez convoquée, elle vous a montré,

présenté les six actions sur les sept...

Monsieur le Maire : Moi je ne convoque pas le président de la CCI. Je ne convoque personne.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : ... et leur exécution depuis le 5 juillet qui a commencé par les happy hours. Ces flux financiers feront l'objet de délibérations détaillées lors d'un prochain conseil municipal, c'est ce que vous nous dites. Mais apparemment, la CCIH porte elle-même ces actions avec les associations de commerçants donc, la Ville et la Métropole se doivent de reverser les subventions perçues par l'État et doivent abonder. Pour sa part, la CCIH a donné 100 000 € pour leur réalisation. La CMA 34 a choisi, quant à elle, de verser directement à la Ville une aide de 15 000 €.

Donc, dans ce dossier, Monsieur le Maire, vous êtes effectivement monté à Paris au lieu d'aller à Manchester mais simplement pour remplir le dossier concernant les exactions qui avaient été faites pour les poubelles, les arrêts de bus, pour tout ce qui concernait la municipalité et vous vous êtes abstenu de présenter un dossier concernant les commerçants parce que dans votre manière de voir la politique, vous n'avez pas vu le désespoir des commerçants de la ville, tout le tertiaire du centre-ville ; vous n'avez pas vu ce désespoir que j'ai malheureusement, décrit le 18 avril dans Midi Libre en disant que les Gilets jaunes porteraient la lourde responsabilité de s'être laissés infiltrer par des casseurs. Vous ne me l'avez jamais pardonné. Mais, vous savez, je suis une fidèle : c'est le commerce, c'est le tertiaire qui m'a nourrie et j'y suis fidèle. Quand je vois cette maltraitance de ne pas avoir rempli le dossier... C'est une maltraitance qui a été faite aux commerçants et aux artisans de cette ville et j'en suis navrée. Voilà, c'est tout.

Monsieur le Maire : Écoutez, Mme GALIANA, la prochaine fois que vous faites une intervention demandez-moi de vous l'écrire, ce sera plus efficace. J'ai la circulaire sous les yeux...

Brigitte ROUSSEL-GALIANA (hors micro) : Si je n'avais pas été interrompue autant de fois...

Monsieur le Maire : M. DOMERGUE, allez-y.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, si je prends la parole c'est justement pour essayer d'y voir clair dans ce dossier. Je croyais que Mme GALIANA nous éclairerait mais, ce n'est pas évident.

Intervention hors micro d'un élu.

Jacques DOMERGUE : La galanterie, il est tout à fait normal de laisser la parole. En plus, elle a, en partie, été en charge du dossier et il était donc normal qu'elle puisse exprimer en premier.

Dans cette histoire, il y a effectivement eu de fortes pertes de la part des commerçants. Vous les chiffrez à 30 ou 40 % du chiffre d'affaires du commerce du centre-ville, d'autant que cela survenait tous les samedis et plus précisément certains samedis puisque Montpellier était ciblé à certaines dates. Dans cette histoire, il y a trois intervenants qui doivent permettre aux commerçants d'être en partie dédommagés. Eux n'y sont pour rien ; vous non plus, l'État non plus. Ceux qui sont responsables, ce sont les casseurs. Les Gilets jaunes sont eux-mêmes hors du coup sauf qu'ils sont infiltrés. Le commerce en a, toutefois, considérablement pâti.

Il y a donc des choses que j'aimerais que vous éclaircissiez afin que l'on sache qui fait quoi et qui a financé quoi. Dans votre propos, vous avez cité une somme de 295 000 € qui avait été affectée par

l'État à la ville mais j'aimerais savoir si cette somme est la même que celle que vous citez sur l'action 1, c'est-à-dire l'exonération des redevances d'occupation du domaine public, ou si ce sont 295 000 € qui viennent de l'État plus 280 000 € qui viennent de la collectivité, c'est-à-dire de la Ville ou de la Métropole - je ne sais pas quelle collectivité paye. Il me semble toutefois que c'est la Ville de Montpellier qui est concernée.

Ensuite, la Chambre de Commerce a également un rôle là-dedans ; peut-être pas en termes de financement parce qu'elle n'a pas, je crois, de gros moyens. En revanche, l'État a fait valoir le fait que les villes qui avaient été sinistrées devaient soumettre un dossier et que celui-ci devait faire le consensus entre toutes les instances qui étaient parties prenantes dans ce type de sinistre. Il y avait, bien sûr, la Chambre de Commerce qui représentait les commerçants, les associations de commerçants qui ont un mot à dire et également la Ville ou la Métropole qui devaient déposer ce fameux dossier. Donc, la presse a été très diserte là-dessus. Nous n'avons pas toujours compris car il y a des journalistes parfois un peu partisans et d'autres qui le sont moins. Nous n'avons pas réellement compris s'il y avait eu un retard. S'il y en a eu un, il faut le dire. Je crois qu'il n'y a aucun problème là-dessus. Surtout, s'il y a eu un retard, l'important pour nous est de savoir si aujourd'hui nous avons rattrapé ce retard et si finalement les commerçants seront dédommagés à hauteur de ce qui était dû au départ. Que ce soit fait à temps ou pas, peu importe ; l'important pour les commerçants est qu'ils soient dédommagés. Surtout, s'il y a quelques petites animations du centre-ville, méfiez-vous si vous le faites le samedi car si ça casse à nouveau, vos animations tomberont à l'eau. Faites donc attention à cela.

Je crois que ce qu'il faut savoir, c'est qui a fait quoi et qui a financé quoi ; les commerçants seront attentifs à ces affectations. Ensuite, nous voulons savoir si des mesures préventives sont préparées, prévues au cas où cela repartirait en septembre. Vous l'avez dit vous-même, personne ne sait comment cela va se passer à la rentrée. Il y a des dossiers chauds au niveau du gouvernement qui vont arriver en discussion à l'Assemblée et probablement que les mouvements sociaux ne s'arrêteront pas là ; d'autant plus qu'en période préélectorale, chacun saisit le moment pour essayer de faire monter la mayonnaise.

Monsieur le Maire, j'aimerais donc avoir des explications là-dessus.

Monsieur le Maire : C'est très simple. D'abord, il n'y a pas de dédommagement des commerçants. Ce fonds, que nous votons ici, n'est pas destiné aux commerçants mais à l'animation du centre-ville. C'est une aide à l'animation du centre-ville. Il a été abondé de façon générale à hauteur de 300 000 € dans toutes les villes de France qui ont subi des déprédations dues aux Gilets jaunes.

Jacques DOMERGUE : Par l'État ?

Monsieur le Maire : Par l'État. Cela veut dire que l'État participe à hauteur de 295 000 €. La Chambre de métiers participe à hauteur de 35 000 € ; la Chambre de Commerce de 114 000 € ; la Métropole de Montpellier de 255 000 €. Cela est dû essentiellement aux heures de parking.

Jacques DOMERGUE : Mais l'exonération ? Les 295 000...

Monsieur le Maire : Il n'y a pas d'exonération.

Jacques DOMERGUE : Exonération de la redevance...

Monsieur le Maire : Je vais reprendre le dossier depuis le début parce que c'est difficile à

comprendre.

Jacques DOMERGUE : Est-ce que la Ville a autorisé les commerçants à ne pas payer pendant trois mois la charge qu'ils avaient sur les terrasses ?

Monsieur le Maire : Oui. Je vous explique. Il y a trois mesures qui ont été prises par le gouvernement.

Premièrement, il y a des mesures de droit commun qui disent que chacun des commerces qui a subi des pertes graves de chiffre d'affaires est en capacité de s'adresser directement à Bercy sur une plate-forme informatique qui leur est dédiée et qui permet un certain nombre de facilités sur l'étalement de la dette, les crédits, etc. Ça, c'est le droit commun dû aux Gilets jaunes qui a été mis en place par le gouvernement.

Deuxièmement, il y a les déprédations qu'ont subies les Villes. Je vous ai parlé de 2 millions d'euros. Là, un travail est fait par Bercy pour retirer ces 2 millions d'euros du contrat financier que nous avons avec l'État afin que cela ne vienne pas nous pénaliser une fois de plus sur celui-ci.

Troisièmement, il y a les missions d'animation des centres-villes qui ont été désertés parce que les gens n'y vont plus ou y vont moins à cause des manifestations. C'est sur cette thématique que l'État a abondé à hauteur de 300 000 € environ par ville. Cela ne veut pas dire que la Ville, la Métropole, la CCI et la Chambre de métiers n'ont rien mis. Au contraire, elles sont venues apporter leur écot aux fonds de l'État pour un programme d'animations et de mesures financières proposés par la Chambre de Commerce et d'Industrie associée à la Chambre de métiers et aux associations. Le dossier a été fait par la Chambre de Commerce, par la Chambre de métiers et par les associations. Nous les avons reçues, comme le demande le texte, et ensuite c'est l'EPCI voire la Région qui est en capacité de porter ce dossier au Ministère. Voilà la règle.

Jacques DOMERGUE : Excusez-moi mais à quoi correspondent ces 295 000 ?

Monsieur le Maire : Attendez, je reprends depuis le début et je reviendrai à votre question. Je vous lis ce que n'a pas lu Mme GALIANA. C'est sur Internet. C'est la circulaire. *« Dotée de 3 millions d'euros, elle [l'enveloppe globale pour les animations de centre-ville] vise à financer majoritairement par l'État avec le soutien des collectivités territoriales (commune, EPCI ou Région) les actions d'animation, d'attractivité, de communication commerciale qui seront menées par les acteurs économiques locaux (Union locale des commerçants, chambres consulaires). »*. C'est très clair. Ce sont des actions proposées par les acteurs locaux commerciaux et par les chambres consulaires. Les collectivités viennent en aide à ces propositions et sont chargées de porter le dossier au Ministère. C'est la circulaire.

Jacques DOMERGUE : Trois millions d'euros pour toutes les villes de France qui ont été sinistrées, cela ne fait pas 300 000 par ville.

Monsieur le Maire : Ils ont rajouté un peu plus d'argent au fonds national. Cela ne concerne pas les dégradations sur le domaine public mais uniquement l'enveloppe d'aide aux animations. L'animation, dégradation des services publics, droit commun des commerçants : trois mesures.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, qu'est-ce qu'il y a eu en compensation de la perte du chiffre d'affaires des commerçants ? Rien ?

Monsieur le Maire : Le droit commun et les mesures que nous proposons localement.

Jacques DOMERGUE : Voilà. Venez-y.

Monsieur le Maire : Je vais y venir. Terrasses, étalages, établissements du centre-ville : la Ville de Montpellier finance 295 000 €. C'est la Ville qui vient en aide pour défrayer les commerçants sur les trois mois dont vous parlez.

Jacques DOMERGUE : D'accord.

Monsieur le Maire : Ensuite, nous avons mentionné la ZAT – et nous n'avons pas demandé de l'aide sur celle-ci – car c'est la première fois qu'une ZAT se fait de cette façon : 100 artistes dans la ville pendant deux mois. Je vous rappelle qu'une partie des commerçants ont abrité chez eux des œuvres de la ZAT, ce qui a contribué à l'animation du centre-ville avec l'ouverture du MoCo.

Jacques DOMERGUE : Cela était prévu indépendamment des Gilets jaunes.

Monsieur le Maire : Les opérations financées dans ce cadre, susceptibles d'être financées, ne doivent pas avoir d'antériorité récurrente. C'est la première fois que nous faisons cela mais, nous avons zéro de subvention. Nous ne l'avons pas mentionné dans les subventions. Vous restez aux 295 000 € que j'ai mis pour les frais de terrasses. Ensuite, les *happy hours* tous les jeudis soir coûtent 140 000 €. Là-dessus, la Métropole apporte 65 000 € pour les parkings parce qu'autant faire en sorte que les deux heures de parking soient gratuites lorsqu'il y a des animations. La CCI apporte 40 000 € ; la Chambre de métiers, 5 000 € sur les parkings aussi et l'État 30 000.

Ensuite, sur les applications avec les commerçants : ce sont des actions de déploiement de l'application Shopping et Découverte, de l'application Géométiers pour la CMA [*Chambre de Métiers et de l'Artisanat*]. Cela coûte 60 000 € + 20 000 € soit 80 000 €. Là-dessus, la Métropole apporte 50 000 € ; la CCI, 10 000 € et la CMA, 20 000 € ; l'État rien.

Pour les festivités de fin d'année, le budget global est de 140 000 € + 100 000 € de parking ce qui fait 240 000 €. La Ville de Montpellier apporte 36 000 € ; la 3M, 65 000 € ; la CCI, 24 000 € ; la CMA, 5 000 € et l'État, 110 000 €. Cela fait 300 000 € si on ajoute encore le stationnement gratuit les samedis pour les actions d'animations thématiques.

Voilà l'intrados du dossier. Ce sont des aides à l'animation. Au total, ce qui est apporté par la Métropole, la Ville, l'aide de l'État, la CMA et la CCI, c'est 1,5 million d'investissement.

M. BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, vous dites que Mme GALIANA avait du mal à expliquer – en gros, qu'elle ramait un peu – mais vos explications... En plus, là où vous êtes fort, c'est que vous mélangez deux choses : il y a la survie des commerçants du centre-ville bien avant le mouvement des Gilets jaunes et ensuite la survie qui s'est accentuée avec le mouvement des Gilets jaunes. C'est ce que vous faites car la CCI avait déjà des projets pour développer les animations en centre-ville bien avant que le mouvement social des Gilets jaunes ne se mette en place.

Monsieur le Maire, je vais faire court. Je ne vais pas aller sur le fond car je pense que des collègues, qui ont suivi le dossier de très près, le feront ou le font avec plaisir. En revanche, je vais aborder un peu la forme de cette synthèse.

Avant d'aller sur la forme, je tiens tout d'abord à remercier le président de la CCI, M. DELJARRY, pour sa patience et son travail en collaboration avec la Ville de Montpellier et qui, aujourd'hui, permet enfin de faire rayonner Montpellier et sa Métropole au sein de notre territoire. Je tiens aussi à remercier la Présidente des commerçants du centre-ville, Mme Odette, pour son travail de terrain, d'accompagnement...

Exclamations des élus.

Djamel BOUMAAZ : Odette DAUDE – je l'appelle Odette mais c'est Mme DAUDE – pour son accompagnement et son soutien. Les gens la connaissent... C'est Mme DAUDE. Pour son soutien auprès des commerçants et ce depuis le conflit social des Gilets jaunes.

Pour terminer avec cette parenthèse, M. LÉVITA, je remercie notre député VIGNAL et ce malgré son étiquette politique. Je le remercie de son absence qui a suscité...

Interventions hors micro.

Djamel BOUMAAZ : Je tiens à remercier le député VIGNAL, et ce malgré son appartenance politique. Je le remercie également, malgré son absence qui a suscité un certain émoi au sein de cet hémicycle, et qui aura au moins eu le mérite d'avoir pu rattraper cette énième boulette pour ne pas dire cette politique autrement qui se résume à une forme d'administratrophobie que nous avons découverte suite à cette affaire.

Enfin, je conclurai sur la forme psychédélique de cette affaire qui, par ses écrits, contredit les propos hallucinants de votre adjointe au Maire Mme DASYLVA lors du dernier Conseil. Selon ses dires, tout allait bien lors de l'acte 34 des Gilets jaunes. Elle concluait que tout s'était bien passé ce samedi où il y a eu rassemblement national des Gilets jaunes à Montpellier et où nous étions au bord de la guerre civile. M. EL KANDOUSSI peut en témoigner car il était sur le terrain. Selon elle, ce fameux samedi se serait mieux passé que les autres. Bref, au-delà de cette réponse psychédélique – et je pense sincèrement qu'il y a encore une énième boulette de casting –, malgré l'oubli de ce fameux dossier auprès de Bercy pour l'appel de fonds pour les commerçants du centre-ville suite au mouvement des Gilets jaunes, malgré cette administratrophobie que vous venez de découvrir depuis que vous êtes Maire, malgré tout cela, je suis ravi que tout cela se termine ainsi pour nos commerçants du centre-ville et comme on dit : tout est bien qui finit bien.

Si, Monsieur le Maire, vous décidez de continuer sur cette lancée pour résoudre enfin les problèmes des Montpelliérains, je vous propose d'oublier de déposer votre candidature et ce pour l'intérêt général. Voilà, Monsieur le Maire, ce sera tout pour le moment. À vous.

Monsieur le Maire : Merci M. BOUMAAZ. Vous entendez quoi par boulette de casting, s'il vous plaît ? C'est quoi ?

Djamel BOUMAAZ (hors micro) : Ces personnes n'ont pas les compétences...

Monsieur le Maire : Vous voulez me le traduire, s'il vous plaît ?

Djamel BOUMAAZ : C'est tout simple. Avant d'avancer des propos, Madame l'adjointe à la Sécurité ferait mieux de vérifier ou d'être sur le terrain. Elle dit que le samedi de l'acte 30 tout s'est bien passé. Ce sont ses propos. Il y a tout de même eu une boulette de casting.

Monsieur le Maire : C'est quoi casting ? Cela veut dire quoi ?

Djamel BOUMAAZ : C'est un casting.

Monsieur le Maire : Mais cela veut dire quoi ? Précisez.

Djamel BOUMAAZ : Non. Je sais où vous voulez m'amener Monsieur le Maire, je connais vos plans de communication. Je pense qu'il y a un casting de compétences. À un moment donné, il faut mettre les bonnes personnes au bon endroit et c'est tout. Il ne suffit pas de X ou X trucs pour les mettre ; c'est tout.

Monsieur le Maire : OK. Les Montpelliérains jugeront votre réponse.

Djamel BOUMAAZ : Tout à fait, Monsieur le Maire. Avec plaisir.

Monsieur le Maire : M. VIGNAL.

Patrick VIGNAL : Monsieur le Maire, chers collègues. Comme vous le savez, je travaille déjà depuis deux mandats sur les problématiques des centres-villes et des centres bourgs. Après avoir visité plus de 150 villes en France comme à l'étranger, j'ai pris l'initiative de lancer une étude sur les cœurs de villes et les centres-villes afin de mieux appréhender les modes de vie de leurs habitants et d'identifier les causes des difficultés récurrentes de leurs commerçants et de leurs artisans. Ainsi, du 15 mars au 5 juillet, sur la Ville de Montpellier et sur la Ville de Lunel, avec mon équipe parlementaire, nous avons poussé près de 1 000 portes. À Montpellier, nous avons eu un retour de 40 % et 363 questionnaires dépouillés ; à Lunel, 50 %.

Je vous précise également que je mets en place un groupe de travail à l'Assemblée afin de mettre à disposition de mes collègues parlementaires le même questionnaire adapté à leur territoire et qu'une proposition de loi sur la fiscalité et la dynamisation des centres-villes sera en préparation.

Je vous rappelle que lors de la présentation du questionnaire à la presse, je m'étais formellement engagé à vous présenter en priorité les résultats ainsi qu'à la députée de la deuxième circonscription Muriel RESSIGUIER. En dépit de cet engagement de mon mandat d'élu national, le Président de votre groupe a saisi les trois questeurs de l'Assemblée nationale... M. EL KANDOUSSI, il n'y en a que trois, désolé.

Propos hors micro de M. EL KANDOUSSI.

Patrick VIGNAL : M. EL KANDOUSSI, il y a trois questeurs. Vous êtes d'accord ou pas ? Je vais continuer si cela ne vous dérange pas. En dépit de cet engagement de mon mandat d'élu national, le Président de votre groupe a saisi les trois questeurs de l'Assemblée nationale pour s'informer de la légitimité de ce questionnaire administré sur Montpellier.

Le déontologue de l'Assemblée nationale a, par ailleurs, confirmé la légitimité de cette enquête en soulignant la nécessité de vous en présenter les résultats. Je tiens à votre disposition le courrier du déontologue. Connaissant votre attachement sans faille au centre-ville de Montpellier, je vous demande de bien vouloir me laisser présenter la synthèse dès ce soir devant mes collègues élus. Dans l'hypothèse contraire, Monsieur le Maire, je vous remercie...

Monsieur le Maire : M. VIGNAL...

Patrick VIGNAL : Permettez Monsieur le Maire que je finisse. Dans l'hypothèse... Monsieur le Maire, permettez que je termine, cela s'appelle la démocratie.

Monsieur le Maire : Oui mais il y a simplement un temps de parole. Vous le savez, vous qui êtes à l'Assemblée, il y a un temps de parole. Vous le présenterez à une autre occasion.

Patrick VIGNAL : Dans l'hypothèse contraire, je vous remercie de bien vouloir l'inscrire à l'ordre du jour du premier Conseil municipal de septembre pour une présentation des résultats complets.

Enfin, vous comprendrez que, eu égard aux recommandations du déontologue, vous êtes tous bénéficiaires depuis quelques minutes du courrier de celui-ci et de l'étude. Voilà, Monsieur le Maire, je vous remercie de m'avoir donné la parole.

Monsieur le Maire : Excusez-moi, éclairez-moi : qu'est-ce que c'est le déontologue ? Je ne sais pas ce que c'est. C'est la première fois que j'entends ce mot.

Patrick VIGNAL : Monsieur le Maire, non ! Vous ne savez pas ce qu'est un déontologue ? Je vous explique. Un déontologue est la personne qui est à l'Assemblée avec un groupe et qui vérifie les dires et les demandes des élus, des conseillers, des ministres pour savoir si les gens sont dans les clous. Je l'ai interrogé le 14 mai et vous, vous avez interrogé les questeurs le 5 juin. Voilà, c'est dit. Merci Monsieur le Maire de votre attention.

Monsieur le Maire : Je n'ai toujours pas compris ce que c'est. Dans déontologue, il y a déontologie ; c'est un juriste ? C'est un magistrat ? C'est quoi ?

Patrick VIGNAL : Bien sûr que c'est un magistrat. C'est un juriste. Vous savez qu'il existe depuis 2012, Monsieur le Maire ?

Monsieur le Maire : Je ne sais pas. Je ne suis pas à l'Assemblée. Je n'ai jamais été élu député car le PS n'a jamais voulu. J'ai entendu votre demande M. VIGNAL.

Patrick VIGNAL : Merci.

Monsieur le Maire : De plus, elle a été formulée avec courtoisie et je vous en remercie. Franchement, cela ne me surprend pas venant de vous.

M. DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Sur cette délibération, nous avons fait une intervention lors du précédent Conseil. Vous nous l'aviez annoncée pour le mois de juillet, elle est là. Il faut soutenir nos commerçants du centre-ville. Je crois qu'un consensus se dégage dans cette assemblée. Dont acte.

On peut tout de même observer plusieurs choses : les Métropoles de Nantes, de Rennes, dès février, avaient pris des mesures similaires à celles pour lesquelles nous allons délibérer. Nous faisons preuve de réactivité. Nous pouvons également nous réjouir de constater que les dossiers qui n'avaient pas été déposés, etc., ont été rattrapés et c'est tant mieux.

Je me permets de compléter votre liste de remerciements, Monsieur le Maire : la Région, à deux

reprises, a annoncé des dispositifs et c'est une bonne chose pour les commerçants de Montpellier ; le premier le 18 janvier et le second ce jour avec une aide importante pour tous les commerçants qui ont perdu 15 % de chiffre d'affaires sur un trimestre et une aide jusqu'à 15 000 €. De même, le Conseil départemental sera à disposition, sur ses supports de communication, pour les opérations de promotion qui seront accomplies. C'est important d'agir collectivement pour soutenir les commerçants, les employés de ces mêmes commerçants parce qu'ils vivent une situation qui a été particulièrement difficile et éprouvante.

J'avais soulevé un deuxième point la dernière fois mais je voudrais tout de même le redire très solennellement et tranquillement : je regrette, si des plaintes ont été déposées, que la collectivité ne se soit pas portée partie civile et n'ait pas été présente lors des audiences.

Propos hors micro de Bernard TRAVIER.

Michaël DELAFOSSE : C'est vérifiable, M. TRAVIER. Votre explication, c'est votre explication. La réalité c'est que, quand elle a vocation à demander réparation face à ceux qui ont commis des délits, la collectivité n'est, aujourd'hui, pas présente. Lors d'un certain nombre d'audiences, le Président du Tribunal demandait si la TaM ou la Ville de Montpellier était partie civile et il n'y avait personne.

Il convient maintenant de s'interroger sur la suite et espérer que cette crise sociale arrive à son terme. Je le souhaite car notre pays a besoin d'apaisement et ne pas espérer que l'on retrouve le chemin de la violence pour essayer de faire entendre sa colère.

La question maintenant est de savoir quelle stratégie adopter pour le centre-ville de Montpellier parce que là, il y a crise et il faut trouver des réponses de court terme – les voici – de moyen et de long terme. Je vais les dire sur quatre ou cinq dossiers.

Le premier c'est qui se promène aujourd'hui dans l'Écusson mesure que le défi de la propreté reste un défi. La question de son image, de son attractivité, de sa qualité de vie est encore posée. Donc, au terme de votre action, ce problème récurrent de la propreté est malheureusement bien là.

Le deuxième sujet, c'est d'être en mesure de proposer un plan d'accessibilité d'ensemble. Il y a eu une déclaration qui fut faite sur la fermeture du tunnel de la Comédie mais, il faut être capable de proposer un plan d'accessibilité vélos, piétons, autos, parkings sur l'ensemble de l'Écusson pour, à la fois, conforter la zone de chalandise et répondre aux défis résidentiels.

Pour le troisième point, je me fais l'écho d'un article sur le devenir de l'îlot du Guesclin. Il était prévu une revitalisation commerciale importante. Il y avait un projet de Biocoop, d'enseignes commerciales, qui permettait de redynamiser le secteur Sud Comédie (rues Boussairolles, de Verdun), de travailler sur les continuités piétonnes et aussi de réaliser du stationnement pour pouvoir être dans cette zone. Nous savons que, là-bas, les voitures tournent ; qui fréquente quelques enseignes de restauration ou de cinéma le sait. Là, nous apprenons qu'un permis existe et, semble-t-il, on est aux antipodes du projet qui avait fait l'objet d'un concours et qui était retenu. J'espère que vous démentirez car si c'est une résidence étudiante portée par un promoteur privé, on est dans l'erreur. Si c'est un projet de revitalisation commerciale, on est dans le juste. S'il s'agit de construire et réaliser par-dessus des logements pour accueillir des familles, on est bon. Je crois qu'il faut absolument être attentif à ce secteur de la ville.

Enfin, il faut avoir une position qui soit très claire. Nous l'avons dit à plusieurs reprises mais il ne

faut pas ces 60 000 m² supplémentaires sur la zone Ode. Oui au réinvestissement urbain c'est-à-dire sur l'existant mais non aux surfaces supplémentaires car c'est un affaiblissement du commerce de centre-ville. Cela doit engager, à notre sens.

Je reformule au nom de notre groupe à nouveau cette proposition : cet Écusson est extraordinaire. Ici, tous, d'une manière ou d'une autre, nous témoignons notre attachement et il faut afficher une ambition patrimoniale très forte qui ne peut se faire qu'avec les commerçants, les résidents. Son histoire, ce qu'il est, plaide pour avoir une stratégie, comme Bordeaux, de requalification. Sa très riche histoire autour de la médecine pourrait lui permettre à un horizon de long terme d'être labellisé au patrimoine mondial de l'Unesco. Cela voudrait dire que nous mettons l'ensemble de nos énergies sur ce secteur.

Répondre aux commerçants dans l'urgence, bien sûr. À moyen terme et à long terme, nous recevons l'Écusson en héritage et il faut absolument en prendre grand soin. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Il y a plusieurs choses dans ce que vous venez de dire. D'abord, le contrat que nous avons passé avec la CCI, la CMA et l'État a été validé par 20 associations. Cela veut dire que c'est une co-construction sur le centre-ville. Nous n'avons pas fait cela en dehors des clous. Il a fallu négocier, discuter. Cela s'est passé à des heures tardives et très tôt le matin. M. COUR le sait car il a assisté à plusieurs réunions. Nous avons eu l'unanimité sur les propositions.

Deuxième point : il y a effectivement un permis qui a été donné. Mme MARION est au courant de l'îlot du Guesclin et va vous en dire quelques mots. Le premier programme sur l'îlot du Guesclin était un bon programme ; c'est moi qui l'avais monté lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme. Je le connais donc par cœur. Il y avait un petit parking, une petite crèche, des locaux commerciaux, des habitations dont le haut avait été tronqué à 60° pour permettre aux habitants de la rue du Guesclin de recevoir les rayons du soleil. Cela avait été négocié avec tous les habitants. Sauf que les protagonistes de l'affaire, notamment la Socri, avec les promoteurs Pragma, architectes GARCIA-DIAZ, ne sont pas entendus et ont planté l'affaire. Du coup, cela fait bien sept à huit ans que l'îlot du Guesclin est à l'abandon. Que fait-on ? C'est un problème de responsabilité. On continue 10 ans de plus ou on essaye de valoriser le lieu ?

Dans le permis qui a été donné par les services de la Ville et l'adjointe à l'urbanisme, il y a un certain nombre de propositions qui faisaient partie du premier projet. Il y avait notamment un parking. Nous ne l'avons pas retenu car il s'agissait d'un microparking et dans la mesure où nous sommes dans une stratégie de piétonisation des rues et de ZFE. Dans votre propos, vous n'avez pas parlé de la question climatique et pourtant elle est importante pour le projet que nous allons mener sur place. Il y avait une crèche qui pouvait être publique ou privée et des habitats à la fois publics et privés. Le projet actuel est plus simple mais il assure la mixité sociale et la mixité urbaine. C'est la raison pour laquelle c'est une façon de se sortir de ce guêpier. Mais, peut-être n'arrivera-t-il pas au bout parce qu'il y aura des recours. Vous savez comment cela se passe car vous avez été adjoint à l'urbanisme.

Entre le premier projet et le dernier, nous avons cependant souhaité garder une qualité architecturale importante car sur le viaduc Frenay, il est important que l'architecture soit belle, qu'elle assure les connexions avec le passage de l'Horloge et la passerelle de la gare Saint-Roch, qu'elle assure les relations verticales de la rue du Guesclin, de la rue de Verdun, de la rue Boussairolles jusqu'au viaduc Frenay sur des parcelles qui appartenaient jadis à la Ville et à la Métropole. Voilà le dossier.

Donc, oui, nous souhaitons que ce programme remplisse le maximum de qualités et apporte le maximum de qualité pour le lieu. Il répondra à toute la mixité sociale et urbaine que la ville de

Montpellier a toujours su imposer dans ses quartiers. Je rappelle que les services d'urbanisme de la Ville sont de grands services professionnels et qu'ils travaillent dans l'intérêt général. Ils savent combien la mixité est importante.

Ensuite, vous avez parlé en fin de propos... Je crois que c'est tout. Ah oui, vous avez parlé de l'Écusson. Être attentif à l'Écusson. Non seulement nous sommes attentifs à l'Écusson mais nous sommes attentifs aux faubourgs. Dans ce mandat, nous aurons réalisé les halles Laissac, la quatrième ligne de tramway et les boulevards du Jeu-de-Paume et Ledru-Rollin, la grand-rue que nous inaugurerons le 31 du mois d'août, la réfection des halles Castellane, la rue du Courreau totalement refaite. Nous aurons refait avec M. ALBERNHE une quarantaine de petites rues dans le centre-ville. Nous sommes en discussion pour réhabiliter le square Planchon avec l'ABF. Je m'arrête là parce que certains pourraient croire que je décline un programme. Que nenni, je ne décline pas de programme et surtout je ne veux pas en faire part à ceux qui penseraient pouvoir l'utiliser pour leur propre programme.

M. TRAVIER, vous vouliez répondre sur l'aspect juridique et le fait de déposer plainte pour la Ville. Il faut dire à M. DELAFOSSE ce que vous m'avez dit. M. TRAVIER est magistrat.

Bernard TRAVIER : Était.

Monsieur le Maire : Il était magistrat.

Bernard TRAVIER : Je croyais avoir été clair lors du précédent conseil municipal puisque la même question avait été posée. Heureusement, il y a Alex LARUE derrière moi et si ce que je vous dis est inexact, il vous dira que je me trompe. Pour pouvoir se constituer partie civile, il faut qu'il y ait un lien direct entre l'infraction poursuivie et le dommage de la victime. Beaucoup de gens ont été poursuivis. Ont-ils été poursuivis pour des préjudices subis directement par la Ville ? Nous ne le savons pas. Je ne le sais pas. Si tel n'est pas le cas, la constitution de partie civile est radicalement irrecevable. C'est tout ce que nous pouvons dire. Il y a un autre élément : lorsqu'une personne est poursuivie et citée, il faut aussi que la partie civile soit informée. Dans les procédures d'urgence, c'est un peu compliqué. Or, il y a eu beaucoup de comparutions immédiates et à mon avis, la Ville n'a pas toujours dû être prévenue si tant est qu'elle ait été la victime directe des infractions commises. Est-ce que ce sont les biens municipaux qui ont été atteints ? Vous ne voulez pas le comprendre, je n'y peux rien ; ou vous ne pouvez pas. Alex, je pense que tu peux dire quelque chose si tu es de mon avis car je n'arrive pas à le convaincre.

Alex LARUE : Je vais botter en touche car je ne suis pas du tout spécialiste de ce genre de problématiques juridiques, comme tu le sais. Je ne pourrai donc pas vous départager même si je pense que ton explication tient la route. Mais avec mon peu de connaissances de la matière, je ne peux pas trancher définitivement le litige entre vous deux.

Monsieur le Maire : Là, il y a un gros problème car ce n'est pas une affaire de litige mais de droit. Si vous, juriste, M. LARUE, éminent avocat de ce barreau, vous n'êtes pas capable de dire le droit, franchement, il vaut mieux venir me voir, les gars ; moi, je ne vous dirai pas le droit mais je vous dirai comment on fait pour trouver un bon avocat. Je vous ai stimulé, donc maintenant vous pouvez très bien reprendre le cours des opérations et nous dire le droit. Dites-nous si ce qu'a dit Me TRAVIER est juste.

Alex LARUE : Je vais répéter ce que je viens de dire : je ne suis pas sachant en la matière. Vous savez, c'est comme en médecine. Je parle sous le contrôle du professeur DOMERGUE : il n'est pas spécialiste dans toutes les spécialités médicales. Moi, je suis spécialiste en droit des affaires. Donc,

si vous avez des questions de droit des affaires, j'y répondrai amicalement avec grand plaisir.

Monsieur le Maire : Oui, c'est vrai que c'est un peu particulier. Mesdames, Messieurs, ce n'est peut-être pas tout à fait le droit.

Alex LARUE : Ah si ! Il y a beaucoup de droit tout de même mais il y a plusieurs typologies, plusieurs spécialités dans la famille juridique.

Monsieur le Maire : Allez d'accord. Je vous écoute. Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Véronique PEREZ.)

Mesdames Valérie BARTHAS-ORSAL, Chantal LEVY-RAMEAU et Dominique MARTIN-PRIVAT, Messieurs Christophe COUR et Jean Luc COUSQUER sortent de séance.

Monsieur Sauveur TORTORICI sort de séance, le pouvoir de Jérémie MALEK à Sauveur TORTORICI est temporairement annulé.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI sort de séance, le pouvoir de Gérard CASTRE à Abdi EL KANDOUSSI est temporairement annulé.

3. Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 al 1 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget de la Ville de Montpellier.

Il est rappelé au Conseil municipal que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 50 505 240,50 €
- résultat d'investissement hors reports : - 23 956 025,13 €
- solde des reports d'investissement : - 5 356 059,09 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 29 312 084,22€

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 29 312 084,22 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 21 193 156,28€ ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - o 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 23 956 025,13 € ;
 - o 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 29 312 084,22 € ;
 - o 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 21 193 156,28 € ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit du budget supplémentaire de la Ville et toutes les affaires qui le concernent. La parole est à Max LÉVITA, premier adjoint chargé des finances, vice-président de la Métropole.

Max LÉVITA : Monsieur le Maire, merci. Dans l'affaire n° 3, il s'agit simplement de reprendre les conclusions du Compte Administratif 2018. Notre résultat de fonctionnement s'élevait à 50 505 000 €. Je vous propose l'affectation de 29 millions en excédent de fonctionnement capitalisé et de 21 millions en résultat de fonctionnement reporté. Étant entendu que nous reportons également le solde d'exécution de la section d'investissement à 23 956 000 €. C'est uniquement de la comptabilité.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Avec vous, il faudrait que j'aie une vue à 360° ou alors à 180° avec des rétroviseurs. C'est comme vous voulez, c'est pareil.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Françoise BONNET, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL et Monsieur Christophe COUR entrent en séance.

Messieurs Abdi EL KANDOUSSI (avec la procuration de Gérard CASTRE) et Sauveur TORTORICI (avec la procuration de Jérémie MALEK) entrent en séance.

Madame Hélène SANTARELLI et Monsieur Rabii YOUSSEUS sortent de séance.

Max LÉVITA : Il ne m'appartient pas de dire quelque chose sur les votes mais cela n'a aucun sens ; c'est de la comptabilité pure. Enfin bon...

4. Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations, révisions et clôtures - Adoption

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L 2311-3), la Ville de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Par délibération n°V2018/179 du 26 juin 2018, la Ville a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2019 à 473 809 591 €.

I. Créations de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2019 : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BS 2019
V19TERS01	REHABILITATION DES TERRAINS SYNTHETIQUES DANS LES QUARTIERS GIAMBRONE FAYARD GRAMMONT ASTRUC ET MALLA	2 200 000
V19PATR01	CONSERVATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE	5 330 000
V19EGSH01	CITE EDUCATIVE : Groupe scolaire Sud Mosson	12 000 000
	Somme :	19 530 000

II. Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2019 : en euro TTC

N°	PROGRAMME	AP ANTERIEU-REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2019	AP GLOBALE PROPOSEE AU BS 2019
2015P09	GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	12 552 000	-500 000	12 052 000
2016I04	TRAVAUX HOTEL FRENCH TECH	1 190 989	339 000	1 529 989
2018P10	GS CONDORCET	800 000	-500 000	300 000
	Somme :	14 542 989	-661 000	13 881 989

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

N°	PROGRAMME	AP GLOBALE 2018
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 930 000
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	1 744 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000
2013I19	ZOO DU LUNARET	30 000 000
2013I22	PRU CEVENNES	19 814 011
2013I27	ACTION FONCIERE	30 185 600

2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	755 000
2013I27	PRU CENTRE	525 880
2013I31	PONT VIALLETON	2 020 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	2 000 000
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	12 300 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC MARIANNE	12 923 718
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	12 360 731
2013P16	EAI	43 020 000
2013P17	GARE ST ROCH	5 571 768
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND COEUR	9 275 335
2014I05	EXTENSION VIDEOPROTECTION	2 850 000
2014P02	ECOLE MALRAUX	10 630 000
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN PLACE	800 000
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELL	1 415 000
2015P19	PEYROU REFECTION SOLS	2 550 000
2015P20	GROUPE SCOLAIRE EUROMEDECINE	12 800 000
2015P22	OPERATION LAISSAC CONCEDANT	3 050 200
2015P23	LOCAUX POLICE MUNICIPALE	6 180 000
2016I01	SECURISATION CARRE SAINTE ANNE	1 930 000
2016I02	ECOLE PAPE CARPENTIER	4 850 000
2016I03	TRAVAUX RENOVATION POLYGONE	1 460 733
2016P02	ANRU 2	1 095 000
2016P04	DEVANTURES COMMERCIALES	470 000
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	800 000
2016P06	CRECHE EAI	3 500 000
2016P08	BD NINA SIMONE PHASE 2	8 840 000
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 567 190
2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	1 180 000
2017I02	AUTOMATISATION ACCES INSTALLATIONS COUVERTES	500 000
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300
2017I05	EXTENSION CRECHE T. SENTIS	1 644 680
2017I06	MISE EN SURETE ETABLISSEMENTS ACCUEIL JEUNES ENFANTS	1 000 000
2017I07	MISE EN SURETE ETS SCOLAIRES	5 000 000
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000
2017P02	GS PORT MARIANNE	11 865 000
2017P04	EXTENSION GAROSUD	4 760 000
2017P06	ENFOUISSEMENT LIGNES HAUTE TENSION PORT MARIANNE	6 568 000
2017P12	AMENAGEMENT PLACE LAISSAC	1 805 000
2017P13	CONSTRUCTION HALLES LAISSAC	7 571 000

2017P14	GS 2021 ZAC RESTANQUE	14 380 000
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 410 000
2018I04	RENOVATION PDS COUBERTIN	5 150 000
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000
2018P02	GROUPE SCOLAIRE MOSSON 2021	15 000 000
2018P03	GROUPE SCOLAIRE COTEAU 2022	15 000 000
2018P06	CONSULS DE MER 4 NGC	1 663 000
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	7 200 000
2018P08	ECOLE ELEM CONSERVATOIRE	8 600 000
2018P09	GS AMSTRONG BON	2 250 000
2018P11	JARDIN DES HEROS	1 170 000
	Somme :	451 232 846

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 492 678 591 €.

Cependant, les opérations étant terminées, il convient de clôturer les AP suivantes :

- Programme 2013I02 : RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD, AP de 1 300 000€, pour 1 298 502 € réalisés,
- Programme 2013P01 : ECOLE BEETHOVEN – LES GRISETTES, AP de 6 733 756 €, pour 6 682 485 € réalisés,

Le montant total des Autorisations de programme votées s'élèverait en conséquence à 492 625 821 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création, la révision et la clôture des autorisations de programme mentionnées ci-dessus,
- de retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LÉVITA : Là, il y a matière autant que vous voulez. Je vous propose de créer trois autorisations de programme sur lesquelles je reviendrai dans l'exposé sur le Budget Supplémentaire.

La première est une autorisation de programme pour réhabiliter les terrains synthétiques dans les quartiers Giambrone, Fayard, Grammont, Astruc et Malla pour 2 200 000 €.

La deuxième autorisation de programme pour la conservation du patrimoine historique est de 5 300 000 €. J'y reviendrai en détail dans le budget supplémentaire.

Pour la Cité éducative, dont nous avons parlé précédemment, il y a une autorisation de programme de 12 millions.

Je vous propose des révisions d'autorisations de programme pour :

- le groupe scolaire Ovalie 2. Nous avons inscrit 12 552 000 € mais, nous n'avons pas besoin de 500 000 € donc nous les rendons ;
- les travaux sur l'hôtel French Tech. Nous avons besoin de 339 000 € supplémentaires ;
- le groupe scolaire Condorcet. Nous avons prévu 800 000 € ; 300 000 € sont suffisants donc nous retirons 500 000 €.

Dans le troisième point, vous avez les autorisations de programme inchangées qui vous sont présentées et détaillées pour un total de 451 232 000 €.

Enfin, en quatrième point, il y a deux opérations qui sont terminées : la rénovation des écoles Daviler/Kergomard. Il y avait une AP d'1 300 000 € ; les services ont conclu à 1 298 000 €. Enfin, pour le programme concernant l'école Beethoven – Les Grisettes, il y avait une AP de 6 733 000 € ; 6 682 000 € ont été réalisés.

Une fois que vous aurez voté, le total des autorisations de programme s'élèvera à 492 millions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Françoise BONNET, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Dominique MARTIN-PRIVAT, Hélène SANTARELLI et Monsieur Jean Luc COUSQUER entrent en séance.

5. Budget supplémentaire 2019 de la Ville de Montpellier - Adoption

Depuis le vote du Budget Primitif 2019 adopté le 19 décembre 2018, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2018.

Ce Budget Supplémentaire 2019 se présente de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire 2019 s'équilibre à **31 163 907,28 euros en section de fonctionnement** et à **90 202 441,23 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits reportés	1 841 261,00	0,00	1 841 261,00
	Crédits nouveaux	-1 637 173,08	30 959 819,36	29 322 646,28
930	Administration Générale	2 450 622,00		2 450 622,00

931	Sécurité et salubrité publiques	136 000,00		136 000,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-545 396,00		-545 396,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	327 916,00		327 916,00
934	Santé et action sociale	99 520,00		99 520,00
935	Aménagement des territoires et habitat	772 732,00		772 732,00
936	Action économique	735 932,92		735 932,92
938	Transports	-600 000,00		-600 000,00
940	Impositions directes	-5 109 500,00		-5 109 500,00
943	Opérations financières	240 000,00		240 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	-145 000,00		-145 000,00
953	Virement à la section d'investissement		30 959 819,36	30 959 819,36
Total		204 087,92	30 959 819,36	31 163 907,28

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	21 193 156,28	0,00	21 193 156,28
	Crédits nouveaux	9 970 751,00	0,00	9 970 751,00
930	Administration Générale	1 405 244,00		1 405 244,00
931	Sécurité et salubrité publiques	6 000,00		6 000,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-20 000,00		-20 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	67 010,00		67 010,00
934	Santé et action sociale	-29 800,00		-29 800,00
935	Aménagement des territoires et habitat	38 391,00		38 391,00
936	Action économique	316 915,00		316 915,00
938	Transports	3 018 577,00		3 018 577,00
940	Impositions directes	2 318 571,00		2 318 571,00
941	Autres impôts et taxes	19 000,00		19 000,00
942	Dotations et participation	2 830 843,00		2 830 843,00
Total		31 163 907,28	0,00	31 163 907,28

INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	23 956 025,13	0,00	23 956 025,13
	Crédits reportés	32 356 059,09	0,00	32 356 059,09
	Crédits nouveaux	29 455 357,01	4 435 000,00	33 890 357,01
900	Administration Générale	3 686 396,60		3 686 396,60
901	Sécurité et salubrité publiques	-415 000,00		-415 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	3 413 743,87		3 413 743,87
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-9 933 277,68		-9 933 277,68
904	Santé et action sociale	157 831,51		157 831,51
905	Aménagement des territoires et habitat	8 682 662,71		8 682 662,71
906	Action économique	163 000,00		163 000,00
921	Taxes non affectées	700 000,00		700 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	23 000 000,00		23 000 000,00
925	Opérations patrimoniales		4 435 000,00	4 435 000,00
Total		85 767 441,23	4 435 000,00	90 202 441,23

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits reportés	27 000 000,00	0,00	27 000 000,00
	Crédits nouveaux	27 807 621,87	35 394 819,36	63 202 441,23
900	Administration Générale	742 020,00		742 020,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	475 031,00		475 031,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	203 117,00		203 117,00
904	Santé et action sociale	986 600,00		986 600,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-447 136,00		-447 136,00
907	Environnement	60 000,00		60 000,00
921	Taxes non affectées	29 312 084,22		29 312 084,22
922	Dotations et participations	2 500 000,00		2 500 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	-7 146 094,35		-7 146 094,35
954	Produits des cessions	1 122 000,00		1 122 000,00

	d'immobilisations			
925	Opérations patrimoniales		4 435 000,00	4 435 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		30 959 819,36	30 959 819,36
Total		54 807 621,87	35 394 819,36	90 202 441,23

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le Budget Supplémentaire 2019 par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement, conformément à la nomenclature M57 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Max LÉVITA : Mes chers collègues, Monsieur le Maire, je vous présente le Budget Supplémentaire de la Ville de Montpellier pour l'année 2019. Au total, je vais vous présenter un montant de 121 millions qui va renforcer la dynamique présentée lors du Budget Primitif. Nous allons donc porter le budget total de la Ville de Montpellier à 591 700 000 €.

Je ne redis pas tout ce qui est inscrit. L'essentiel de ce Budget Supplémentaire est une modification que vous avez acceptée, Monsieur le Maire, en tant que Président de la Métropole à savoir que vous avez donné la possibilité de transférer une partie de notre attribution de compensation en investissement. Vous savez, concernant notre attribution de compensation, que la loi prévoyait que ce qui accompagnerait le transfert de compétences figurerait uniquement sur le compte de fonctionnement. Vous avez accepté les modifications de l'État. Cela a été voté à la Métropole. Nous pouvons distinguer dans ce qui a été transféré à la Métropole une partie fonctionnement d'une partie investissement. Nous n'avons pas pu en tenir compte quand nous avons voté le Budget Primitif ; nous pouvons le faire maintenant puisque la Métropole l'a voté. Cette modification est importante car elle retire 5 millions du fonctionnement, ce qui améliore considérablement le budget de fonctionnement, donc l'épargne...

Je souligne le libéralisme dont vous avez fait état, Monsieur le Maire, Monsieur le Président, en permettant cette solution qui, à la Métropole, offre trois possibilités à chaque commune ; celles-ci choisissent librement celle qui leur paraît la plus intéressante. Une chose n'a pas été assez soulevée, me semble-t-il : le deuxième libéralisme qui a été accepté, c'est que les communes...

Monsieur le Maire : C'est plus liberté que libéralisme c'est-à-dire que nous proposons aux communes...

Intervention hors micro de Michael DELAFOSSE.

Monsieur le Maire : Mais non, il l'a utilisé au sens du XVIII^e siècle, M. DELAFOSSE. Vous qui êtes enseignant d'histoire, vous devriez savoir que le libéralisme a changé de sens en fonction des époques, comme la liberté d'ailleurs.

Intervention hors micro de Michael DELAFOSSE.

Max LÉVITA : Enfin bon, le libéralisme avait un contenu idéologique mais, je veux bien la liberté

de changer chaque année. Cela montre que vous tenez au pacte de confiance avec les Maires comme à la prune de vos yeux, ce qu'il faut absolument souligner. Étant entendu que dans les 31 communes, il y a trois possibilités ; il y a à peu près 10 villes pour chacune des possibilités.

Cette modification nous permet d'accroître nos ratios d'épargne. Nous avons donc une augmentation de 50 % de l'épargne brute au total. Celle-ci n'était que de 27 % sans ce transfert du fonctionnement en investissement.

Il y a les trois autorisations de programme dont vous venez de parler. Nous allons rentrer dans le détail.

Concernant le budget supplémentaire, nous ajoutons 31 millions en fonctionnement et 90 millions en investissement. Cela fait un total de 121 millions.

Le tableau qui suit vous donne le détail de cet équilibre à savoir en fonctionnement :

- 1 841 000 € ;
- le résultat que vous avez voté en première affaire de 21 193 000 € ;
- les nouvelles propositions s'élèvent à -1 637 000 € ;
- un autofinancement de 30 959 000 €.

En investissement :

- les reports de 32 millions dont nous avons parlé dans les affaires précédentes ;
- le résultat de 23 millions ;
- les nouvelles inscriptions que je vais vous proposer à 33 889 000 €.

Nous obtenons ainsi le total de 90 millions dont je vous ai parlé.

Le budget total s'élève en ajoutant le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire à 591 millions. La chaîne de l'épargne donne une amélioration due au phénomène que je vous ai indiqué en premier lieu à savoir le transfert d'une partie de notre attribution de compensation en investissement. Au total, notre épargne nette s'élèvera en 2019 à 22 millions soit une augmentation de plus de 100 %.

Nous rentrons dans le détail si vous le voulez bien.

➤ Section de fonctionnement : 31 millions

- évolution nette des crédits : -1 600 000 € ;
- les 5 400 000 € dont je vais vous parler quatre ou cinq fois car cela joue en fonctionnement et en investissement ;
- 900 000 € pour des travaux sur des espaces verts ;
- 900 000 € pour des refacturation de personnel ;
- 800 000 € en matière d'éducation et de restauration scolaire pour la mise en place des petits-déjeuners qui sont testés dans un certain nombre d'écoles, la fourniture de petits pains biologiques ;
- 400 000 € en matière d'attractivité commerciale dont nous venons de parler dans le dossier précédent ;
- 300 000 € de dépenses au titre des remboursements de frais à la Métropole ;
- 200 000 € en frais d'admissions en non-valeur qui vous seront présentées ultérieurement.

Ceci nous permet d'inscrire 31 000 000 € en autofinancement. Il y a pour 1 800 000 € de reports de 2018. Je vous ai déjà parlé de l'actualisation du montant des attributions de compensation. Avec le

tableau que vous avez sous les yeux, on avait 39 millions. Dorénavant, 33 millions restent en fonctionnement et 5 400 000 sont en investissement.

Sur les recettes de fonctionnement : nous avons 10 millions de recettes supplémentaires ; 5 millions de recettes qui nous viennent de l'État suite aux notifications des bases fiscales. Vous avez la représentation sur le total : 5 millions par rapport à 272 millions. Je vous demande de féliciter les services des finances qui font une prévision avec une marge d'erreur de 5 millions sur 272 millions ce qui est un résultat tout à fait remarquable.

Il y a :

- 700 000 € de recettes qui sont dues au remboursement des mises à disposition ;
- 900 000 € pour des redevances complémentaires de la DSP stationnement ;
- 1 300 000 € issus de remboursement par la Métropole de charges à caractère général ; il y a les espaces verts que la Ville maintient pour le compte de la Métropole et bien sûr, nous lui envoyons la facture ;
- 300 000 € de subventions de l'État et de la Chambre de commerce dont nous venons de parler dans le dossier précédent.

Le résultat de fonctionnement reporté s'élève à 21 200 000 €. Je vous demande de regarder ce tableau. Si je vous l'explique convenablement, je serais assez bon. Nous avons, en 2018, en fonctionnement, 50 millions et en investissement un besoin de 23 900 000 €. Au total, nous avons 26 600 000 € à affecter. Nous devons affecter les 23 900 000 €. Ils sont reportés en dépenses à hauteur de 23 900 000 €. De l'autre côté, il y a les 23 millions qui sont à financer en recettes + 5 400 000 € qui sont le solde des reports d'investissement. Nous avons 32 millions de dépenses d'investissement reportées et 27 millions de recettes d'investissement reportées. 23 900 000 + 5 400 000, cela fait 29 300 000 ; le total étant de 26 600 000 €, on calcule 21 200 000 en fonctionnement comme étant un solde qui équilibre l'opération.

➤ Section d'investissement

L'investissement que je vous propose est de 90 millions. D'abord on reporte le résultat d'investissement 2018 de 24 millions. Il y a une actualisation du montant des attributions de compensation. Je vous en ai parlé, il faut les ajouter dans le compte des investissements. La liste des principales opérations qui sont reportées de 2018 est projetée :

- le changement de comptabilisation des AC voirie ;
- le fonds de concours Métropole ;
- la mise en accessibilité ;
- le groupe scolaire Euromédecine.

Au total, il y en a pour 5 800 000 €.

Avec ces inscriptions, les dépenses d'équipement budgétées en 2019 s'élèvent à 130 millions. Les dépenses d'équipement du Budget Primitif étaient de 96 millions, les dépenses reportées sont de 28, les dépenses d'équipement que je vous propose font donc 130 millions ; pour autant que ces opérations soient réalisées.

Les autres dépenses d'investissement :

- 12 millions pour rembourser des dettes. Nous pouvons le faire et nous le faisons. Quatre emprunts sont visés : trois auprès de la Caisse d'épargne et un auprès de la Caisse française de financement local. Cela va nous permettre des économies sur les frais financiers ;

- 10 millions au titre du contrat long terme renouvelable. Ce contrat long terme a été signé il y a bien longtemps, bien avant que je sois aux finances. C'est un contrat remarquable. Il a été signé avec Dexia. C'est un contrat huit points de base c'est-à-dire 0,08 % qui nous permet d'équilibrer. En général, nous le mobilisons en fin d'année et nous le remboursons en début d'année pour équilibrer le budget ;
- 4 400 000 d'opérations d'ordre. Nous les avons en recettes et en dépenses. L'intérêt de les faire figurer c'est que ces opérations peuvent être intégrées, en particulier les frais d'études, ce qui nous permet d'avoir droit à un remboursement de la TVA ;
- 1 million de dépenses au titre des ventes à tempérament. C'est la deuxième année que nous faisons cette opération ;
- 700 000 € à rembourser parce qu'il y a eu des erreurs faites par les DGFIP sur la taxe d'aménagement.

Je vous ai parlé des trois nouvelles autorisations de programme ouvertes avec ce Budget Supplémentaire :

- l'opération Cité éducative qui a été présentée. Elle va viser en premier lieu le groupe scolaire de la Mosson. Nous en avons parlé, je vous fais grâce des détails ;
- une AP de 5 300 000 € qui va permettre de mettre en valeur et d'assurer des conditions de conservation optimales des bâtiments inscrits, classés ou à forte valeur patrimoniale. Sont visés l'ensemble des églises, la Maison des Chœurs, la Maison pour tous Albertine-Sarrazin, le Rockstore, la chapelle de la Miséricorde ou le buffet d'eau du parc de la Guirlande.

Monsieur le Maire : Pardonne-moi. Quand on parle de patrimoine, il s'agit de patrimoine municipal et pas seulement d'architecture patrimoniale. Il y a notamment des maisons pour tous qui ont de gros problèmes d'infrastructure sur lesquelles nous devons intervenir.

Max LÉVITA : Enfin, nous transformons quatre terrains de sport qui seront dorénavant synthétiques.

Il y a également l'augmentation de l'autorisation de programme sur l'hôtel French Tech pour 300 000 €, portant le montant de l'AP à 1,5 million. L'hôtel French Tech se situe dans les anciens locaux de la mairie. Ceux-ci appartiennent à la Mairie. Ils sont mis en état et ensuite loués à la Métropole pour y loger en particulier des start-up.

Il y a pour 32 300 000 € d'opérations reportées. Le détail vous est projeté depuis le fonds de concours voirie auprès de la Métropole pour 6,6 millions jusqu'aux travaux dans les écoles maternelles.

Il faut équilibrer toutes ces dépenses. Il y en a pour 19 900 000 € :

- la principale opération est le contrat long terme renouvelable Dexia. Il est en recettes et en dépenses. 3 400 000 €. C'est la TVA. Je vous en ai déjà parlé ;
- 2 500 000 € qui vont venir du fonds de compensation de la TVA ;
- 1 100 000 € qui sont issues des produits de cession ;
- 900 000 € de subventions de la CAF pour des travaux dans les crèches ;
- 800 000 € de subventions de l'État sur des opérations de sécurisation des écoles, d'aménagement d'un plateau sportif, les travaux du pont Vialleton, les travaux de la chapelle Gély, la construction de locaux scolaires ;

- 700 000 € de recettes issues de remboursements de travaux sur les espaces verts par la Métropole. Nous les faisons pour le compte de la Métropole mais celle-ci nous paye ;
- 100 000 € issus de programmes d'aménagement d'ensemble ayant vocation à être reversés à la Métropole.

L'excédent de fonctionnement capitalisé s'élève à 29 millions ; une partie a été affectée sur l'exercice 2019. Ces 29 millions sont affectés en section d'investissement. L'autofinancement s'élève ainsi à 31 millions et les reports à 27 millions.

Ceci nous permet un ajustement de l'emprunt d'équilibre. Nous avons prévu 73 600 000 € ; dans les reports : 27 millions. Ceci nous permet de diminuer le recours à l'emprunt de 17 millions. Au total, BP + BS, nous envisageons d'emprunter 83 600 000 €.

Ce Budget Supplémentaire, mes chers collègues, est là pour renforcer les priorités du budget 2019. Il s'inscrit dans la trajectoire de gestion vertueuse que nous avons fixée depuis 2014 et qui permet de dégager des marges de manœuvre sans actionner le levier fiscal. J'ai cru lire dans la presse qu'une candidate, qui n'est pas là ce soir, disait que les finances de la Ville étaient dans le rouge. Je ne sais pas si elle est dyslexique mais le moins que l'on puisse dire c'est que les finances sont dans le vert.

Les éléments significatifs de ce BS sont donc :

- 5 800 000 € de dépenses d'équipement supplémentaires ;
- l'actualisation des attributions de compensation à la Métropole ;
- une nouvelle AP pour la Cité éducative ; une nouvelle AP pour la conservation du patrimoine ; une nouvelle AP pour la mise en place de terrains synthétiques ;
- le lancement d'un plan de dynamisation du centre-ville.

Une citation pour ma conclusion ; c'est ce que vous attendiez impatiemment et c'est ce qui me donne le plus grand travail. J'en oublie de remercier le secteur des finances et mes collègues pour avoir contribué à l'écriture de ces tableaux. Ma citation est de William Shakespeare. Je vous promène des Tibétains à Shakespeare en passant par Saint-Augustin. « *Ne crois pas impossible ce qui n'est qu'improbable* ».

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci M. LÉVITA. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? M. DELAFOSSE, M. DOMERGUE. C'est OK ? M. DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Très rapidement. Il y a une affaire dans l'ordre du jour du Conseil municipal, la 41, qui porte sur les tarifs du théâtre et des crèches dans laquelle un mécanisme que vous nous présenterez fait que le prix de la crèche va augmenter. Cela veut donc dire qu'à Montpellier, les familles qui sont éligibles aux crèches...

Max LÉVITA (hors micro) : Par égard pour M. DELAFOSSE, avant qu'on dise une sottise, j'aimerais bien intervenir.

Michaël DELAFOSSE : Mais, M. LÉVITA...

Max LÉVITA : Vous allez dire une sottise. Vous allez dire quelque chose qui est faux.

Monsieur le Maire : Laissez-le.

Max LÉVITA : A vous d'arbitrer, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Ce sont deux écoles qui s'affrontent : ou on met le gars sur le chemin ou on attend qu'il tombe dans la ratière. Avant, quand on était au PS, on attaquait plein pot avec les cartes à la main. Maintenant, on distribue les ratières, c'est une autre méthode.

Michaël DELAFOSSE : Visiblement, la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) crée un mécanisme qui va faire contribuer les familles davantage pour avoir une place en crèche. C'est ce qu'on comprend lorsqu'on lit la délibération 41. Je parle sous votre contrôle. Il est donc probable, à la lecture de cette délibération 41, que vous nous présenterez plus tard, que les familles, par ce mécanisme, payent un petit peu plus la crèche à Montpellier. Donc, nous pensons qu'il est à faire des choix – c'est peut-être improbable mais c'est peut-être possible – et que dans les dépenses de fonctionnement que vous avez présentées, il y ait une ligne permettant de corriger cette légère hausse – mais hausse tout de même – et d'accompagner les familles c'est-à-dire que la part de la Ville de Montpellier évite cette hausse. Il serait intelligent de faire ce choix ; peut-être peut-il être amendé dans le cadre de ce Budget Supplémentaire, car ce serait franchement un très mauvais signal qu'à cause d'un mécanisme d'État, qui visiblement n'a pas été pensé ou est injuste socialement, les familles soient pénalisées. Nous avons immédiatement interrogé des collègues qui sont en situation de responsabilité. Ils ont les mêmes travaux en ce moment. Je pense que dans beaucoup de villes, des mécanismes ont été mis à l'œuvre. C'est le premier point sur le Budget Supplémentaire. Après, vous répondrez soit sous les anathèmes habituels de votre Président de groupe – et je vous remercie de la sagesse, Monsieur le Maire –, soit vous essaieriez de faire avancer les choses et d'éviter que les familles soient pénalisées.

Le deuxième point est la lecture du Compte Administratif que nous faisons chaque année au titre de l'opposition municipale car notre rôle est d'être le contre-pouvoir et de veiller à l'exécution budgétaire. Nous pouvons discuter des choix ; c'est ce que je viens de faire : une ligne de fonctionnement pour éviter une hausse des crèches pour les Montpelliérains. Les taux de réalisation des dépenses d'investissement sont entre 55 et 63 % au dernier Compte Administratif. Là, cher collègue, vous présentez 131 millions d'euros d'investissement. Je le dis ici : c'est toujours très compliqué pour les gens qui n'ont pas l'habitude de l'exercice budgétaire mais le taux d'exécution qui est voté est un indicateur important de sincérité du budget qu'il soit principal, tel qu'il est présenté en décembre, ou supplémentaire. Nous vous rappelons donc ici son importance car, par les mécanismes que Max LÉVITA a très bien décrits, l'investissement va augmenter. Concernant cet investissement, il faut que son exécution suive dans des taux de réalisation importants car c'est une question de sincérité budgétaire. Nous savons que de ce point de vue-là, la Ville de Montpellier, comme nous l'avons rappelé à chaque Compte Administratif, a des efforts importants à accomplir. Cette transparence existe là et ailleurs. Elle nous dit que par rapport à d'autres villes notre taux d'exécution reste très bas.

Monsieur le Maire : Merci M. DELAFOSSE. M. DOMERGUE puis, Max LÉVITA apportera les réponses à vos questions.

Jacques DOMERGUE : Je ne reprendrai pas le problème du taux d'exécution. Ce Budget Supplémentaire 2019 a une particularité parce que 2019 n'est pas une année comme les autres : c'est une année préélectorale. La question que je vous pose, M. LÉVITA, est la suivante. Ce Budget Supplémentaire nous le votons chaque année. Ce n'est pas un exercice nouveau, il est habituel, ce sont des ajustements qui sont faits en cours d'année pour équilibrer le budget de la Ville. Mais, la

particularité de ce budget 2019 par rapport à celui de l'année précédente, c'est d'être en augmentation de 25 % sur le fonctionnement et de 34 % sur les investissements. D'abord, félicitations de pouvoir dégager un excédent sur le fonctionnement pour pouvoir l'investir ; ça, c'est de la bonne gestion. Je crois qu'il faut vous en tenir acte. La question concerne les 34 % d'augmentation d'investissement cette année. C'est vrai qu'il faut les relativiser avec le taux de réalisation, d'exécution, faible. La question que je vais vous poser concernant non seulement la Ville de Montpellier mais également toutes les villes en France : quand on est en année préélectorale, on voit des travaux partout ; il suffit de se balader dans la plupart des villes françaises et à Paris c'est pire que partout ailleurs. Est-ce que cette augmentation de 34 % des investissements qui vont être faits sur l'année 2019 est due au fait du hasard ou est-ce le fait d'une bonne gestion ou d'un rattrapage d'exécution qui n'avait pas été fait ? Comment pouvez-vous me l'expliquer ?

Monsieur le Maire : M. LÉVITA.

Max LÉVITA : Le taux de réalisation, mes chers collègues, c'est moi qui le calcule. C'est le service des finances qui le calcule et nous le publions car si je ne le publiais pas, cela m'étonnerait que vous le calculiez. Cela m'étonnerait car il y a des pourcentages que vous pourriez calculer et que vous ne les calculez pas. Je ne rentrerai pas dans le détail. Ceci étant, c'est vrai que c'est un taux de réalisation qui n'est pas très élevé ; j'en conviens. Mais, c'est un peu compliqué : les archives sont dans le budget mais nous ne pouvons pas les réaliser pour des raisons qui sont absolument indépendantes de notre volonté que je sache.

Sur le point des taux de réalisation, M. DELAFOSSE, je regarde un peu ce qui se passe au Département. Cela ne me regarde pas mais j'ai noté que la presse a donné votre taux de réalisation de fonctionnement qui est de 96 %. Moi aussi, en fonctionnement, je fais 96 ou 97 %. En fonctionnement, ce n'est en général pas compliqué de l'obtenir. En revanche, je n'ai pas lu votre taux de réalisation de l'investissement car vous ne l'avez certainement pas donné et c'est pour cette raison qu'ils ne l'ont pas mis.

Concernant la CNAF, si vous m'aviez téléphoné avant, je vous aurais dit de ne pas tomber dans la ratière car ça m'embête quand un de mes collègues dit des sottises. D'abord, ce que vous dites en premier point est insultant. S'il y avait une augmentation de recettes, M. DOMEIZEL et moi serions en tort car ce serait infâme de ne pas en tenir compte. Je vais parler longuement de la CNAF dans le dossier 41. Elle va effectivement augmenter sa part mais elle va la récupérer. Cela ne va pas rester dans les caisses de la ville. Donc, pour la ville, la décision de la CNAF n'a aucune conséquence. C'est bien pour cette raison qu'elle ne figure pas dans le budget. Supposer que nous l'ayons fait sauter pour vous le cacher est franchement insultant.

Hervé MARTIN (hors micro) : Personne n'a dit cela.

Max LÉVITA : Mais si. C'est ce qu'il a dit. C'est exactement ce qu'il a dit. J'ai une augmentation de recettes et je ne la mets pas.

Interventions hors micro de plusieurs élus.

Max LÉVITA : Mais si, il a dit ça. Qu'est-ce qu'il a dit ? Il a dit exactement cela.

Interventions hors micro de plusieurs élus.

Max LÉVITA : Ça va augmenter pour les familles.

Interventions hors micro de plusieurs élus.

Max LÉVITA : Non, il n'a pas dit que ça : il a dit que cette augmentation allait rentrer dans les caisses de la ville.

Interventions hors micro de plusieurs élus.

Max LÉVITA : Mais bien sûr que si. C'est ce qu'il a dit. Attendez, c'est pour cette raison que je vous ai supplié de ne pas rentrer dans le piège parce que vous dites des sottises. Je n'aime pas quand mes collègues disent des sottises en finance. Les finances, c'est sérieux. Le reste, vous pouvez raconter n'importe quoi mais pas en finance.

Hervé MARTIN (hors micro) : Tu peux mentir, ça ne sert à rien.

Max LÉVITA : Où je peux mentir ?

Hervé MARTIN (hors micro) : Tu n'arrêtes pas de mentir, Max. Il n'a pas dit cela. On regardera la vidéo ensemble et tu verras bien. Trouve autre chose.

Max LÉVITA : Je dis que c'est absurde de parler de la CNAF au moment du Budget Supplémentaire car elle n'a strictement rien à voir. Elle ne rentre ni de près ni de loin ni de machin. Cela n'a aucune influence sur le Budget Supplémentaire. Parlez-moi du sexe des anges, cela n'a rien à voir avec le Budget Supplémentaire et la CNAF n'a rien à voir avec le Budget Supplémentaire.

Applaudissements des élus de la majorité.

Monsieur le Maire : M. LÉVITA, j'aimerais apporter une précision sur le sexe des anges. C'est une expression qu'on utilise mais, sur le plafond de la Chapelle Sixtine, les anges ne sont pas sexués ; ils sont imberbes et impossibles à déterminer. Donc, cela dépend des situations.

Il y avait une autre réponse à formuler. Vous avez bien entendu les réponses de l'orateur.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 11 voix (Françoise BONNET, Christophe COUR, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Monsieur Christophe Cour sort de séance.

Madame Véronique PEREZ donne procuration à Madame Véronique DEMON et sort définitivement de séance.

6. Quartier Croix d'Argent

Projet de renouvellement urbain du Secteur des Hauts de la Croix d'Argent

Bilan de la concertation

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement du secteur des hauts de la Croix d'Argent situé entre l'avenue de Toulouse et l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Il présente une forme urbaine et une structuration héritées des années 60-70 qui se caractérisent par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés par la suite de lotissements développés au coup par coup. Des équipements publics de quartier (groupes scolaires, médiathèque...) et le passage de la 2^{ème} ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême contribuent à animer le quartier.

Ce secteur de la ville tend à évoluer :

- d'une part, au nord de l'avenue de Toulouse, le projet d'aménagement de l'EAI prévoit le développement de logements, d'activités et de commerces et un programme d'équipements publics intégrant, en particulier, un grand parc de 21.3 hectares ;
- d'autre part, au sud de l'avenue de Toulouse un programme de démolition/reconstruction de logements de la résidence sociale d'Hérault Habitat ne présentant plus les normes thermiques, de confort et de sécurité actuelles, et la mutation de terrains à proximité, entraînent une évolution urbaine conséquente.

Dans ce contexte, la Ville a décidé de saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur et a instauré un périmètre d'étude conformément au code de l'urbanisme par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

La Ville a souhaité accompagner Hérault Habitat dans son projet ambitieux de restructuration de la résidence des Hauts de la Croix d'Argent en menant une opération d'ensemble permettant de désenclaver le site, de favoriser la mixité sociale et de mettre en valeur le paysage remarquable. Autour de ce cœur opérationnel un périmètre plus large a été défini pour garantir la bonne intégration du futur projet et pour y associer un certain nombre d'opérations privées sur des fonciers proches, qui bénéficieront également de l'évolution du secteur et des infrastructures qui seront réalisées à cette occasion.

Pour définir les conditions et les modalités de réalisation de cette future opération dont la complexité est avérée, la Ville a décidé d'engager un programme d'études préalables confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études signé le 30 novembre 2015.

Ce mandat a permis de faire réaliser des études techniques et de désigner le cabinet d'architecte urbaniste « PASSAGERS DES VILLES » associé au paysagiste COLOCCO et au bureau d'études EGIS pour la conception et la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain.

Les objectifs urbains recherchés par la Ville de Montpellier à travers ce projet sont :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités urbaine et sociale ;
- garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentour ;
- valoriser la qualité paysagère du site ;
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville ;
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité ;
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de service de proximité.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération d'aménagement de renouvellement urbain proposée et du souhait de mener à terme ce projet dans le cadre d'une procédure de ZAC, une concertation préalable est rendue obligatoire eu égard aux articles L.103-2, L103-3 et L103-4 du code de l'urbanisme.

Par délibération n° V2018-421 du 28 novembre 2018, le conseil municipal a adopté le principe d'aménagement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent sous forme d'une opération de renouvellement urbain et d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) et a défini les objectifs et les modalités de concertation en applications des dispositions de l'article L103-4 du code de l'urbanisme

La concertation s'est déroulée de la manière suivante :

- Une réunion publique de concertation s'est tenue le 9 avril 2019 à 18h00 à la Maison pour Tous Albert Camus. Cette réunion a été annoncée sur le site internet de la Ville de Montpellier à compter du 2 avril 2019 ainsi que dans le journal local « Midi Libre » paru le 7 avril 2019.

Lors de cette réunion, les documents suivants ont notamment été présentés :

- un plan de localisation ;
 - le contexte et les enjeux du secteur notamment la restructuration de la résidence sociale de Hérault Habitat ;
 - les grands principes du projet ;
 - la programmation prévisionnelle des constructions et le calendrier indicatif de la mise en œuvre du projet.
- Un article dans le journal municipal « Montpellier Notre Ville » du mois de mai 2019
 - Une mise à disposition du public du dossier du projet de renouvellement urbain et du projet de ZAC du secteur des Hauts de la Croix d'Argent du lundi 15 avril au vendredi 17 mai 2019. Cette mise à disposition a été annoncée sur le site internet de la Ville à compter du 2 avril 2019 ainsi que dans le journal local Midi libre du 7 avril 2019.
- Le dossier soumis à la concertation comprenait :
- la délibération du conseil municipal du 28 novembre 2018, un plan de situation, le projet de rapport de présentation exposant les objectifs, les enjeux et les orientations du projet, dont le programme prévisionnel des constructions, un plan du périmètre de l'opération, la mention du régime fiscal applicable à l'opération vis-à-vis de la taxe d'aménagement ;
 - un registre sur lequel chacun a pu consigner ses remarques.

Le bilan de la concertation, annexé à la présente délibération, reprend et analyse les remarques du public sans faire apparaître d'opposition de la population au projet de renouvellement urbain du secteur des Hauts de la Croix d'Argent qui lui a été présenté. Le caractère d'intérêt général du projet n'a pas été remis en cause.

A l'issue de cette phase de concertation, son bilan doit être arrêté par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Il est, à cet effet, annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du secteur des Hauts de la Croix d'Argent annexé à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Gérard CASTRE, Philippe SAUREL.)

7. Quartier Croix d'Argent
Projet de renouvellement urbain du Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Concession d'aménagement
Désignation du titulaire de la concession d'aménagement
Approbation du traité de concession

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du secteur des hauts de la Croix d'Argent situé entre l'avenue de Toulouse et l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Ce secteur de la ville tend à évoluer :

- d'une part, au nord de l'avenue de Toulouse, le projet d'aménagement de l'EAI prévoit le développement de logements, d'activités et de commerces et un programme d'équipements publics intégrant, en particulier, un grand parc de 21.3 ha.
- d'autre part, au sud de l'avenue de Toulouse, un programme de démolition/reconstruction de logements de la résidence sociale d'Hérault Habitat ne présentant plus les normes thermiques, de confort et de sécurité actuelles, et la mutation de terrains à proximité, entraînent une évolution urbaine conséquente.

Dans ce contexte, la Ville a décidé de saisir ces opportunités pour repenser l'organisation du secteur et a instauré un périmètre d'étude conformément au code de l'urbanisme par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

La Ville a souhaité accompagner Hérault Habitat dans son projet ambitieux de restructuration de la résidence des Hauts de la Croix d'Argent en menant une opération d'ensemble permettant de désenclaver le site, de favoriser la mixité sociale et de mettre en valeur le paysage remarquable. Autour de ce cœur opérationnel, un périmètre plus large a été défini pour garantir la bonne intégration du futur projet et pour y associer un certain nombre d'opérations privées sur des fonciers proches, qui bénéficieront également de l'évolution du secteur et des infrastructures qui seront réalisées à cette occasion.

Pour définir les conditions et les modalités de réalisation de cette future opération dont la complexité est avérée, la Ville a décidé de lancer un programme d'études préalables confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études signé le 30 novembre 2015.

Ce mandat a permis de faire réaliser des études techniques et de désigner le cabinet d'architecte urbaniste « PASSAGERS DES VILLES » associé au paysagiste COLOCCO et au bureau d'études EGIS pour la conception et la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain, ainsi que la réalisation des premières études de définition de ce projet.

Les objectifs urbains recherchés par la Ville de Montpellier à travers ce projet sont :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités urbaine et sociale,
- garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours,
- valoriser la qualité paysagère du site,
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville,
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité,
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de service de proximité.

L'opération d'aménagement devrait prendre la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Dans un premier temps, il convient de mettre en œuvre l'opération de renouvellement urbain dénommée « Les Hauts de la croix d'Argent » d'une superficie de 13.6 ha par une concession d'aménagement (cf annexe périmètre).

Par délibération n° V2018-421 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a adopté le principe d'aménagement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent sous forme d'une opération de renouvellement urbain et d'une zone d'aménagement concerté. Il a également défini les objectifs et les modalités d'association du public liés à ce projet au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme. La concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées s'est déroulée du 15 avril au 17 mai 2019.

Après avoir tiré un bilan favorable de cette concertation, la Ville envisage de mettre en œuvre ce projet, dans le cadre des dispositions du code de l'urbanisme et de désigner un aménageur afin de lui confier, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La Ville de Montpellier souhaite confier la mise en œuvre opérationnelle de ce secteur à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

En effet, la Ville a approuvé par délibération du 27 octobre 2009, la prise de participation à la société publique locale d'aménagement (SPLA) – SAAM, ainsi que les statuts de celle-ci. Le 24 mai 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet ainsi que la dénomination sociale. La SAAM est donc devenue une société publique locale, la société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Le capital de la SA3M est détenu en totalité par des actionnaires publics, collectivités territoriales et leur groupement. En vertu de l'article L.300-5-2 du code de l'urbanisme, les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires peuvent attribuer à une SPL des concessions

d'aménagement pour réaliser et conduire les actions et opérations d'aménagement telles que définies par le code de l'urbanisme, sans publicité ni mise en concurrence, dès lors que les actionnaires exercent sur cette société, au regard de ses statuts, un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

En application de la réglementation en vigueur et notamment des articles L. 300-1, L. 300.4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier souhaite donc confier à la SA3M la réalisation de cette opération.

L'aménagement de ce secteur comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser ce projet de renouvellement urbain, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession d'aménagement sont notamment les suivantes :

- acquérir et gérer les biens bâtis et non bâtis,
- reprendre et procéder à toutes les études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet,
- démolir les bâtiments nécessaires au projet hors patrimoine d'Hérault Habitat,
- mettre en état et aménager les sols et les équipements propres à l'opération globale,
- gérer les biens immobiliers (cession, concession, location) et négocier les participations,
- assurer l'ensemble des missions de conduite et de gestion de l'opération (coordination, des travaux et des projets, suivi et bilan financier, communication ..).

Le programme prévisionnel global de l'opération de renouvellement urbain doit permettre la réalisation des constructions comprenant environ 80 000 m² de surface de plancher (SDP).

Sur la partie la plus importante, le projet porte sur la reconstitution du patrimoine d'Hérault Habitat et la reconstruction de logement en accession privé et libre.

Le projet s'oriente vers une organisation prévisionnelle d'environ 14 lots dont les superficies diffèrent en fonction des hauteurs et de leurs formes, sachant que celles-ci doivent être précisées dans le cadre de la définition précise du plan-guide.

Au Sud Est et Nord Est du périmètre une opération est programmée par des opérateurs sur des parcelles privées. Il est prévu que cette opération contribue par une convention de participation aux équipements publics ;

La programmation s'oriente donc vers trois thématiques principales :

- de reconstitution de l'offre de logement social public,
- de construction de logement en accession à la propriété,
- de conservation de l'antenne sociale au centre du secteur.

En application de ce programme prévisionnel, le concessionnaire aura notamment en charge les équipements suivants :

- voiries à créer ou à requalifier et réseaux divers permettant la viabilisation des lots, notamment la requalification de la rue Marcel Paul, la création d'accès à l'avenue de Toulouse, le passage modes actifs à l'Est entre la résidence d'Hérault-Habitat et l'avenue Villeneuve d'Angoulême ;
- espaces verts et plantations au sein de la ZAC, notamment l'ensemble des espaces verts du parc ;
- ouvrages hydrauliques liés à l'opération ;
- aménagement des cheminements internes créer ou requalifier y compris les modes actifs ;
- connexion des voiries et réseaux internes de la ZAC avec l'ensemble des voiries et réseaux existants.

Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 8 468 000€ HT.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 20 655 000 € HT en dépenses et en recettes. Les produits proviendront principalement des recettes de cession des terrains viabilisés, de participations des constructeurs et de subventions éventuelles.

En l'état actuel du bilan, cette opération s'équilibre sans aucune participation de la Ville de Montpellier (cf annexe bilan).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de mettre en œuvre le projet de réaménagement en désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de l'opération de renouvellement urbain du secteur des Hauts de la Croix d'Argent pour une durée de 10 ans ;
- d'approuver les termes du traité de concession, joint en annexe de la présente délibération, liant la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et son bilan financier prévisionnel ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer ce traité de concession ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Gérard CASTRE, Philippe SAUREL.)

Monsieur Gérard LANNELONGUE sort de séance.

**8. ZAC Nouveau Saint Roch
Agrément de candidature
Lot II (RDC)**

URBAN RENAISSANCE

Dans le cadre du renouvellement urbain du centre-ville, la Ville de Montpellier a initié la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch. Cette opération qui s'étend sur une superficie de 15 hectares est bordée au nord par le pont de Lattes, au sud par le boulevard Vieussens, à l'ouest par l'avenue de Maurin et la rue Catalan, à l'est par la rue Colin.

Les principaux objectifs de cette opération sont les suivants :

- valoriser un site délaissé du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (environ 1300 logements), accueillant également bureaux et commerces (30 000 à 50 000 m² de SHON), très bien desservi en transports collectifs (Pôle d'échanges multimodal - gare SNCF, proximité des lignes de tramways) ;
- accueillir, au-delà du pôle d'échange majeur de la gare et du tramway, des équipements (parking de 800 places, ...), ou spécifiques (hôtel, commerces, ...) ainsi qu'un parc urbain d'une superficie de 1,5 hectare environ ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat toujours très importants exprimés en centre-ville, dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses quartiers.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de Région Montpelliéraine (SERM), approuvée par la délibération du Conseil municipal du 4 mai 2009, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à votre agrément. Elle concerne la cession des locaux commerciaux du rez-de chaussée du lot II (Parking Saint-Roch)

Dénomination du Candidat :	URBAN RENAISSANCE
Localisation :	ZAC Nouveau Saint Roch Lot II (RDC)
Parcelles Cadastrees :	Section EV n° 524
Nature du projet :	Commerces
Lot bâti - SDP cédée :	1 072.27 m ² de SDP
SDP maximale autorisée (y compris mezzanines) :	1 480.71 m ² SDP

La SERM précise que la candidature d'URBAN RENAISSANCE prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'URBAN RENAISSANCE en vue de la cession des locaux commerciaux du rez-de chaussée du lot II (Parking Saint-Roch) de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

9. ZAC EAI

Demande d'agrément de candidature

Tranche 1 - Lot n°4a2

Groupe Georges V LR (Nexity) - Kalélithos

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpellieraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;

- proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature du Groupement Georges V LR (Nexity) - Kalélithos pour le lot n° 4a2 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	<ul style="list-style-type: none"> - Groupement Georges V LR (Nexity) 19 rue de Vienne TSA 60030 – PARIS cedex 06 - Kalélithos 355 rue Vendemiaire Immeuble le Belem 34000 Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°25e
Surface du lot :	3 430 m² environ
Nature du projet :	Un ensemble immobilier regroupant : <ul style="list-style-type: none"> - 174 logements collectifs privés dont 34 en accession abordable ; - 1350 m² SDP de commerces et activités ; - 315 places de stationnement en sous-sol mutualisées avec les lots 4c et 5d correspondant à des logements existants.
SDP envisagée :	14 449 m² SDP dont : <ul style="list-style-type: none"> - 2 763 m² destinés au logement en accession à la propriété abordable ; - 10 336 m² destinés au logement en accession libre ; - 1 350 m² destinés au commerce.
SDP maximale autorisée :	15 172 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature du groupement Georges V LR (Nexity) – Kalélithos pour la construction de logements collectifs, commerces/activités et de stationnements mutualisés (avec les lots 4c et 5d) sur le lot 4a2 de la ZAC EAI ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

10. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Tranche 1 - Lot n° 4c Bâtiment « Bretagne »
Groupe Georges V LR (Nexity) - Kalélithos

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature du Groupement Georges V LR (Nexity) – Kalélithos pour le lot n° 4c de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	- Groupement Georges V LR (Nexity) 19 rue de Vienne TSA 60030 – PARIS cedex 06 - Kalélithos 355 rue Vendemiaire Immeuble le Belem 34000 Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°25f
Surface du lot :	935 m² environ
Nature du projet :	46 logements collectifs en réhabilitation dont 23 en accession abordable
SDP envisagée :	3 224 m² SDP dont : - 1 612 m² destinés au logement en accession à la propriété abordable - 1 612 m² destinés au logement en accession libre
SDP maximale autorisée :	3 385 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature du groupement Groupement Georges V LR (Nexity) – Kalélithos pour la construction de logements collectifs sur le lot 4c de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

11. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Tranche 1 Lot n° 5 d Bâtiment "Languedoc »
Groupe Georges V LR (Nexity) - Kalélithos

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature du Groupe Georges V LR (Nexity) - Kalélithos pour le lot n° 5d de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :

- Groupe Georges V LR (Nexity)
19 rue de Vienne TSA 60030 – PARIS cedex
06

- Kalélithos
355 rue Vendemiaire Immeuble le Belem
34000 Montpellier

Localisation du projet :	Section HY n° 25g
Surface du lot :	693 m ² environ
Nature du projet :	36 logements collectifs en réhabilitation dont 18 en accession abordable
SDP envisagée :	2 554 m ² SDP dont : - 1 277 m ² destinés au logement en accession à la propriété abordable - 1 277 m ² destinés au logement en accession libre
SDP maximale autorisée :	2 682 m ²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature du groupement Groupement Georges V LR (Nexity) – Kalélithos pour la construction de logements collectifs sur le lot 5d de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

12. FONCIER

Constatation de transfert gratuit de propriété de la SA3M à la Ville de Montpellier du volume 2 (groupe scolaire) de l'ensemble immobilier complexe "Groupe scolaire et logements", lot 5b de la ZAC de l'EAI

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010. La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site

désaffecté pour le remobiliser au service de son développement et de son rayonnement. En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a ainsi acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356 019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue en 2016 la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement qui prévoit la réalisation de 214 000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces ainsi qu'un programme d'équipements publics.

A cet effet, la SA3M a acheté à la Ville une partie de l'ensemble acquis par celle-ci auprès de l'Etat.

La réalisation de ce nouveau quartier, permettant la création d'environ 2 500 nouveaux logements, a rendu nécessaire la création d'un nouveau groupe scolaire pour la rentrée 2019.

La complexité de sa réalisation dans un secteur où l'ancien s'imbrique avec le neuf et où les logements se mêlent aux équipements publics, la Ville a confié par délibération en date du 31 mars 2016, la réalisation de ce groupe scolaire au sein d'un ensemble immobilier complexe imbriquant logements et groupe scolaire, à la SA3M, dans le cadre d'un avenant n° 4 à la concession d'aménagement.

Le bien a fait l'objet d'un état descriptif de division volumétrique, établi à la requête de la SA3M suivant acte du 26 avril 2018, divisant l'ensemble en 8 volumes distincts, le volume 2 représentant le groupe scolaire, les autres volumes, des logements sociaux, parkings et locaux communs divers.

Le volume 2 est constitué principalement des locaux et cours situés au rez-de-chaussée et premier étage du Groupe scolaire Jeanne MOREAU, qui ouvrira ses portes à la rentrée de septembre 2019. Ces locaux représentent la tranche 1 du groupe scolaire, qui comportera 20 classes au total et dont la seconde partie sera réalisée dans un bâtiment voisin d'ici 2022.

Le rez-de-chaussée, constitué de 5 classes pour un potentiel de 150 élèves, est destiné à accueillir l'école publique. Le premier étage, constitué également de 5 classes, sera mis à disposition par le biais d'une convention à l'école associative Calandreta DAU CHIVALET, actuellement voisine du site.

L'ouvrage fera l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage par la SA3M dans le courant de l'été 2019, date à partir de laquelle la Ville de Montpellier en aura la prise de possession et la jouissance.

Il convient donc de constater le transfert à titre gratuit, de la propriété du volume 2, d'une surface d'environ 21 189 m², de « l'ensemble immobilier complexe, lot 5b de la ZAC de l'EAI », au profit de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession. La valeur de l'équipement inscrite au bilan de la ZAC est de 7 288 000 euros HT (sept millions deux cent quatre-vingt-huit mille euros hors taxe).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater le transfert gratuit de propriété du volume 2 de « l'ensemble immobilier complexe,

- lot 5b de la ZAC de l'EAI » de la SA3M au profit de la Ville de Montpellier ;
- de solliciter l'Office Notarial LEXNOT à Montpellier afin de procéder à la rédaction de l'acte constatant le transfert gratuit de propriété du volume 2 de « l'ensemble immobilier complexe, lot 5b de la ZAC de l'EAI » de la SA3M au profit de la Ville de Montpellier ;
- de dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

13. FONCIER

Quartier Consuls de Mer

Cession à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), de la parcelle EY 422

Le quartier Port Marianne-Consuls de Mer s'est développé dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le fleuve, avec pour objectif principal d'apporter à cette partie de la ville qui s'était urbanisée sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Ce quartier s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 27 hectares et les divers programmes développés ont permis de créer de nombreux logements, bureaux, commerces de proximité ainsi que des équipements et aménagements publics ou privés.

La Ville est propriétaire d'une parcelle bâtie située rue du Moulin des 7 Cans, cadastrée EY 422, d'une superficie de 320 m². La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'aménagement d'espaces publics, a sollicité la Ville en vue d'acquérir cette parcelle.

Par délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2017, la Ville de Montpellier a déjà validé la cession à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), de 8 parcelles situées au sein de la ZAC Consuls de Mer, voisines du projet portant sur la parcelle objet de la vente.

Il est proposé de céder à la SA3M la parcelle EY 422 pour un montant de 220 000 € (deux cent vingt mille euros) net vendeur, prix conforme à l'avis des Domaines du 26 juin 2019.

Par ailleurs, il convient d'autoriser la SA3M ou tout tiers substitué, à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires sur la parcelle cadastrée EY 422 afin de réaliser les aménagements prévus. Dans le cadre de l'octroi desdites autorisations d'urbanisme, sur ce secteur

limitrophe à l'extension de la ZAC Consuls de Mer, il sera proposé au Conseil de Métropole, le cas échéant, la mise en place d'un projet urbain partenarial en vue de faire participer toute opération sur ce foncier à l'aménagement de l'espace public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession par la Ville à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) de la parcelle cadastrée EY 422 au prix de 220 000 € (deux cent vingt mille euros) net vendeur ;
- de demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de ce dernier ;
- d'autoriser la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires sur la parcelle cadastrée EY 422 au besoin avant réitération de la vente par acte authentique ;
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

14. FONCIER - ZAC de la Restanque
Acquisition de la parcelle OM 39
761 avenue de l'Industrie

La Ville de Montpellier a engagé une opération de renouvellement urbain de grande envergure afin de transformer la zone industrielle des Prés d'Arènes et créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin et de Tournezy. La Ville prévoit sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 hectares regroupant de l'habitat, des bureaux, des commerces, des activités et des équipements publics.

L'importante évolution démographique attendue pour le quartier de la Restanque nécessite la construction d'un groupe scolaire de 15 classes, d'une surface de plancher (SDP) d'environ 3 400 m², dont la mise en service opérationnelle doit être effective pour la rentrée de septembre 2021.

Cet équipement sera réalisé sur la parcelle OM 39, d'une superficie d'environ 5 378 m², située 761 avenue de l'Industrie. En nature de terrain nu, ce foncier est classé en zone 2U1-6cw du plan local d'urbanisme (PLU). Cette parcelle, dont l'acquisition fait l'objet de la présente délibération, appartient actuellement à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), le concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de la ZAC de la Restanque.

Saisi par la Ville, France Domaines a émis un avis en date du 14 mai 2019, portant l'évaluation du bien au prix de 780 000 € HT. Cette évaluation porte sur la valeur vénale du bien calculée sur la SDP prévue du futur groupe scolaire, soit 3 400 m² SDP.

Or, la Ville envisage l'acquisition de ce bien au prix réel de revient indiqué au Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) du 31 décembre 2017, approuvé par délibération le 25 octobre 2018, afin d'éviter une participation d'équilibre complémentaire. Ce prix de revient est calculé sur le prix d'acquisition initiale, les frais annexes ainsi que les frais de démolition du bâtiment que la SA3M a engagés avant la cession, soit un montant de transaction de 2 400 000 € HT correspondant à la somme arrondie du prix d'acquisition initiale (1 900 000 € HT), des frais annexes (247 529 € HT) et des frais de démolition (250 000 € HT).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville de la parcelle OM 39, d'une superficie d'environ 5378 m², située 761 avenue de l'Industrie et appartenant à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant de 2 400 000 € HT (deux millions quatre-cent mille Euros Hors Taxes) ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

15. PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola)

Restructuration des commerces

Avenant n°2 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) prévoit, outre la requalification de l'habitat et du cadre de vie des habitants, la restructuration de l'offre commerciale. Enjeu majeur du projet, elle contribuera à revaloriser l'image du quartier et à l'ouvrir sur son environnement. Signé le 10 juillet 2015 en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Ville, l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du 25 novembre 2005 prévoit, avec le concours financier de l'ANRU, une importante intervention de réorganisation, requalification et redynamisation de l'appareil commercial visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale nouvelle.

Confiée à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement signée en mai 2007 et prorogée par avenant jusqu'au 31 décembre 2021 pour finaliser le programme visé par la concession, cette opération porte sur environ 1 195 m² de surface commerciale.

Actuellement en cours de réalisation, elle comprend :

- d'une part la réorganisation des cellules commerciales situées en rez-de-chaussée de la résidence Guillaume Apollinaire : rachat de cellules par la SERM, travaux de retournement des entrées sur l'espace public de la nouvelle place et de l'avenue du Petit Bard réaménagée, réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle (nature des commerces, traitement des devantures, horaires d'ouverture, etc...).
- d'autre part, le rachat au bailleur ACM par la SERM des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée du bâtiment « Les Jasmins ».

Ainsi, la résidence Apollinaire a pu engager sa résidentialisation et l'ensemble des commerces bénéficiera d'une bonne visibilité depuis l'espace public, contribuant à son animation.

D'abord porté par la SERM dans le cadre de sa concession d'aménagement, ce nouveau dispositif commercial sera ensuite cédé à un investisseur ad hoc unique au terme de l'opération, l'objectif étant de maintenir une gestion uniforme et stricte, qui garantira de manière durable la pérennité des investissements réalisés et la qualité de l'offre proposée.

En 2014, un partenariat a été engagé avec l'opérateur public EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux) qui intervient régulièrement en site ANRU, en vue de lui céder le nouveau dispositif commercial du Petit Bard et de lui en confier l'exploitation.

Une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, porteur du premier projet de rénovation urbaine, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de développement économique incluant le commerce de proximité, et l'EPARECA visant à préciser les engagements de chaque partie, a été signée le 15 décembre 2016.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent ainsi à créer un environnement favorable à la bonne santé de ces commerces, notamment par l'aménagement des espaces publics situés aux abords et par le non développement d'une offre commerciale concurrentielle.

Montpellier Méditerranée Métropole apporte sa garantie bancaire à hauteur de 50% de l'emprunt contracté par l'EPARECA, plafonné à 80% du montant de l'acquisition soit 1 233 398 €.

L'EPARECA s'est quant à lui engagé à conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement et à ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux en cas de revente.

La convention initiale prévoit également les conditions de cession du dispositif commercial restructuré par la SERM à l'EPARECA, cession qui devait intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, pour un montant net vendeur prévisionnel de 1 540 000 €.

Un premier avenant a été signé le 4 juin 2018 pour proroger les délais de levée des conditions suspensives jusqu'au 31 décembre 2019.

Cependant, l'état d'avancement de l'opération ne permet pas, à ce jour, de lever les conditions suspensives avant cette date.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil municipal la signature d'un second avenant à la convention initiale, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA, visant à proroger une nouvelle fois d'un an les délais de levée des conditions suspensives soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette prorogation entraîne également la modification du terme de la convention initiale, qui serait prorogé d'un an, du 31 décembre 2029 au 31 décembre 2030.

Dans le cadre de cet avenant, la SERM s'engage à tenir informé l'EPARECA régulièrement de l'état d'avancement de l'opération et tout mettre en œuvre pour réunir les pièces nécessaires à la cession.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de l'avenant n° 2 à la convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA prorogeant d'une année supplémentaire soit jusqu'au 31 décembre 2020 les délais de levée des conditions suspensives ;
- de porter le terme de la convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA au 31 décembre 2030 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Sur le projet Cévennes, nous intervenons sur plusieurs secteurs : l'espace public, la voirie, l'ANAH renforcé pour les propriétaires et le bail commercial. Nous avons modifié la teneur du dossier ANRU. Nous l'avons largement augmenté pour y intégrer l'école et l'ensemble des parties voisines.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 10 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.)

**16. Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA).
Modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA**

Par arrêté n° 2019-I-743 en date du 17 juin 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique, qui se déroulera du lundi 8 juillet 2019 à 9h00 au mardi 20 août 2019 inclus, jusqu'à 18h00, à l'égard de la demande formulée par Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 50 place Zeus – 34961 MONTPELLIER Cedex 2, en vue

d'exploiter la station de traitement des eaux usées sur la commune de Lattes, au lieu-dit « la Céreirède».

L'avis du conseil municipal des communes de Montpellier, Lattes, Assas, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Crès, Mauguio-Carnon, Montferrier-sur-Lez, Palavas-les-Flots, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Aunès, Saint-Jean-de-Védas, Teyran, Vendargues et de Montpellier Méditerranée Métropole, de la communauté d'agglomération du pays de l'Or et de la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup, est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables sur leur territoire.

Ce projet de modernisation est soumis à enquête publique au titre de différentes procédures réglementaires et porte sur :

- . L'Autorisation Environnementale
- . La dérogation loi littoral
- . La déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU

L'autorisation environnementale instruite par la DREAL, inclut l'ensemble des prescriptions des différentes législations applicables sur la station d'épuration et sur l'ensemble du système d'assainissement (réseaux raccordés).

Le projet Maera est ainsi concerné par la législation de la loi sur l'eau dite IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) pouvant avoir des incidences sur l'eau et les milieux aquatiques et par la législation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), pour une partie des ouvrages soumis à déclaration et enregistrement, compte tenu des process employés (digestion, présence de gaz, et combustion), toutes deux relevant du Code de l'Environnement. Le projet est également soumis à étude d'impact en application des articles R.122-2 et R.122-3 du Code de l'Environnement.

La station d'épuration est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole qui assure, pour le compte de ses communs membres, la compétence « assainissement des eaux usées ». Elle se situe au Nord de la commune de Lattes, dans le secteur de la Céreirède, sur la rive droite du Lez.

Cette station a été construite en 1965 et a fait l'objet de plusieurs opérations d'extension et de modernisation dont la plus importante en 2005 avec la réalisation de Maera et de l'émissaire en mer à 11km des côtes.

Le système d'assainissement Maera comprend la station de traitement des eaux usées elle-même et tous les réseaux de collecte des eaux usées qui y débouchent.

Elle traite les eaux de 14 communes de la métropole 3M et de 5 communes complémentaires situées hors du territoire métropolitain, ce qui représente environ 400 000 habitants.

Elle possède actuellement une capacité nominale de 470 000 Equivalent Habitant pour un volume journalier admissible de 130 000 m³/j.

L'emprise foncière totale couvre environ 8 ha. Le projet de modernisation de la station Maera se fera dans l'emprise actuelle de la station existante, principalement sur la parcelle n° BW 160 d'une surface de 52 517 m².

Néanmoins, Maera est aujourd'hui à saturation hydraulique en temps de pluie. Malgré la présence de bassins d'orage, cette situation de saturation hydraulique se traduit par des déversements fréquents dans le Lez d'eaux usées brutes ou partiellement traitées.

Les enjeux de ce projet de modernisation de Maera concernent, principalement l'amélioration de la qualité des milieux aquatiques (Mer Méditerranée, Lez et étangs palavasiens) et ainsi que de l'environnement proche de la station.

Ainsi ce projet de modernisation de la station a pour objectif de :

- améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées, passant à 660 000 Equivalent Habitant pour un volume journalier admissible de 175 000 m³/j.
- optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique,
- tendre vers le « zéro nuisances » pour l'environnement immédiat du site,
- améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement, notamment des boues.

Cette modernisation répond à un intérêt général visant un objectif de bon fonctionnement de la collecte et du traitement des eaux usées collectives du territoire de la métropole et hors métropole.

En conséquence et après étude du dossier technique, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable concernant ce projet sous réserve du respect des prescriptions de l'Autorité Environnementale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**17. Convention de groupement de commandes publiques entre
la Ville de Montpellier,
Montpellier Méditerranée Métropole
et les Transports de l'Agglomération de Montpellier,
ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier
pour le partage des systèmes de la Vidéoprotection
Autorisation de signer l'avenant n°1**

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont développé ces dernières années des dispositifs de vidéoprotection afin de répondre aux enjeux de sécurité, de gestion d'équipement, et de circulation au sein du territoire communal.

L'évolution de ces trois dispositifs fait émerger aujourd'hui des besoins communs d'hypervision pour chacune des trois entités :

- Centre de Supervision Urbaine (C.S.U - Ville)
- Service Gestion Multimodale des Déplacements (GMD - Métropole)
- Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM)

Afin de rationaliser certains investissements, et de favoriser, in fine, des économies, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes, conformément à la convention annexée et à l'article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de lancer une procédure commune de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes a été validé par chaque entité, et approuvé par la Ville de Montpellier par délibération n° V2019-012 au conseil municipal du 6 février 2019.

Après étude des besoins, il s'avère nécessaire de modifier l'article 2 de cette convention de groupement de commandes publiques relatif aux procédures de consultation. La première consultation portant sur le choix de l'assistance à maîtrise d'ouvrage correspond à un marché ordinaire à prix global et forfaitaire avec une estimation de 70 000 Euros H.T. La deuxième consultation pour l'acquisition d'une solution d'hypervision sera lancée selon les textes en vigueur.

La Ville de Montpellier désignée coordonnateur du groupement, est chargée de l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, jusqu'à la notification.

Cet avenant ne modifie pas les clauses et conditions de la convention initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes publiques concernant le partage des systèmes vidéo du CSU de la Ville, de la GMD de la Métropole et de la TAM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer l'avenant ci-joint et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est très important. Pour plus de sécurité, nous mettons en relation les systèmes de vidéosurveillance.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Gérard CASTRE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ.)

18. Convention organisation activités Sécurité Routière 2019-2020
Interventions Police Municipale
Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Dans ce contexte, la Police Municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton.

En outre, une formation spécifique « vélo » est réservée aux classes de CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2019/2020 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Maire ou à défaut, son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Gérard LANNELONGUE entre en séance.

19. Charte Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens

Le Réseau Environnement Santé, crée en 2009 afin de mettre la santé environnementale au cœur des politiques publiques, a mis en place une Charte « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens ». La Charte a été lancée en 2017 et compte actuellement plus de 200 villes et territoires signataires.

Les perturbateurs endocriniens sont des substances chimiques artificielles ou naturelles qui interfèrent avec le fonctionnement du système endocrinien et induisent des effets délétères sur l'organisme. L'OMS et le Programme des Nations Unies considèrent que les perturbateurs endocriniens constituent une menace pour la santé publique à laquelle il faut apporter une solution.

La Charte d'engagement Villes et Territoires « sans perturbateurs endocriniens » a pour objet la protection de la population et des écosystèmes de l'exposition aux perturbateurs endocriniens, ainsi que la mise en lumière grâce à sa signature des actions déjà engagées par la Collectivité. La signature de cette Charte ne comporte pas de contrepartie financière pour les villes et territoires signataires.

La Ville de Montpellier, en signant cette Charte, s'engagerait à la mise en place dans l'année en cours d'un plan incluant les dispositions suivantes :

- Restreindre puis éliminer l'usage des produits phytosanitaires et biocides qui contiennent des perturbateurs endocriniens en accompagnant les particuliers, les propriétaires de zones et d'établissements privés désirant appliquer ces dispositions ;
- Réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens dans l'alimentation en développant la consommation d'aliments biologiques et en interdisant l'usage de matériels pour cuisiner et chauffer comportant des perturbateurs endocriniens ;
- Favoriser l'information de la population, des professionnels de santé, des personnels des collectivités territoriales, des professionnels de la petite enfance, des acteurs économiques de l'enjeu des perturbateurs endocriniens ;
- Mettre en place des critères d'éco-conditionnalité interdisant les perturbateurs endocriniens dans les contrats et les achats publics ;
- Informer tous les ans les citoyens sur l'avancement des engagements pris.

Par ces actions, la Ville de Montpellier pourra ainsi intégrer le réseau des Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter l'adhésion de la Ville de Montpellier à la Charte d'engagement « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole sur ce sujet ? Mme DASYLVA répondra. Mme HART a la parole.

Clare HART : Merci. Les conséquences de la pollution environnementale sur la santé humaine sont immenses, comme nous le savons, et il est urgent de bannir les perturbateurs endocriniens qui sont des molécules qui minent, qui bloquent et qui modifient l'action d'une hormone et qui perturbent le fonctionnement normal d'un organisme. Dans le corps d'un nouveau-né, on isole près de 300 produits chimiques. Aujourd'hui, l'enfant n'est pas encore né ou vient de naître qu'il est déjà pollué.

Les perturbateurs endocriniens sont partout : dans l'air, dans l'eau, les nutriments, les cosmétiques, les textiles. La situation est dramatique car la biodiversité est en péril. Les ressources naturelles s'épuisent, la pollution nous envahit et les perturbateurs endocriniens ne cessent de proliférer. Il y a donc urgence à protéger la femme enceinte particulièrement car les maladies de l'adulte trouvent leurs origines dans la vie fœtale. Il nous faut des politiques fermes et coercitives pour prendre en charge la gravité de ce scandale sanitaire.

Pour mener à bien les engagements de la charte, dont nous nous félicitons, notre groupe propose la

création d'un comité de pilotage afin de co-construire le plan de lutte avec des associations expertes et de terrain dont Ramène ta fraise, la FCPE, le Collectif des cantines de Montpellier, la PEEP et Générations Cobayes qui a une véritable expertise sur ce sujet et bien d'autres. Nous proposons donc la création de ce comité de pilotage.

Monsieur le Maire : Je pense que c'est une bonne idée, Mme HART. Mme DASYLVA vous répondez et ensuite je répondrai sur le comité de pilotage car maintenant, dès qu'il y en a un, c'est moi qui le pilote avec l'ensemble des associations. Tout cela m'intéresse. Allez-y.

Titina DASYLVA : En fait, il n'y a pas vraiment de question. Je sais que Mme HART est ravie de la signature de cette charte et je m'en réjouis car, en effet, les perturbateurs endocriniens questionnent tout le monde : les familles, les parents, etc. C'est l'affaire de tous. C'est excellent que Montpellier emboîte le pas aux 200 communes en France pour s'inscrire dans cette lutte de tous les jours et de chacun.

Monsieur le Maire : Merci Mme DASYLVA. Concernant le comité de pilotage, il faudra donc que nous nous mettions en relation là-dessus car Mme NAVARRE n'est pas là ce soir et que cela tient aussi de la prévention santé.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

20. Service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques entre la Métropole et la Ville

Autorisation de signer la convention

Montpellier Méditerranée Métropole propose aux communes de son territoire d'assurer, à titre gratuit, un service d'assistance en temps réel de gestion des risques hydrométéorologiques ainsi que la prise en charge et la supervision de l'outil d'aide à la décision déployé par Predict Services. Pour ce faire, une délibération du Conseil de Métropole en date du 29 octobre 2013 a autorisé la signature d'une convention avec les communes membres.

En effet, le territoire métropolitain, dont fait partie la Ville de Montpellier, est régulièrement soumis à des épisodes méditerranéens et cévenols particulièrement intenses et pouvant perdurer dans le temps. Des phénomènes de crues torrentielles et de ruissellement pluvial en milieu urbain sont ainsi observables et nécessitent une veille active afin d'anticiper et de gérer au mieux les conséquences de ces épisodes.

Lors du Conseil de Métropole du 21 décembre 2018, a été approuvé le projet d'une nouvelle convention selon les mêmes principes pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois par accord tacite des parties.

Comme précédemment, ce dispositif d'aide à la décision, développé par Météo France, Astrium et la société BRL, demeure le seul système intégré à la prévision d'alerte, agréé par les services de l'Etat, actuellement en service sur le territoire national. Il est destiné aux responsables de la mise en

œuvre des mesures opérationnelles de sécurité et de sauvegarde et permet au Maire de la Ville de Montpellier de répondre plus efficacement à ses obligations en la matière et de déclencher le Plan Communal de Sauvegarde.

Cette assistance sera assurée 24h/24 et 7j/7 et permettra notamment d'avoir en temps réel :

- une information anticipée et personnalisée ;
- une analyse de la situation hydrométéorologique ;
- des éléments d'aides à la décision opérationnelle ;
- un accès au service d'astreinte Predict et à la plateforme d'information et de visualisation de l'événement.

Predict Services fournira un rapport d'événement après chaque épisode pluvieux significatif et chaque période de vigilance.

Pour permettre à la Ville de Montpellier de continuer à bénéficier de ce service, il est proposé de signer avec la Métropole cette nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention, jointe en annexe, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'aide à la gestion du risque inondation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

21. Construction d'un abri pour deux remorques mobilisées dans le cadre des actions d'accompagnement et de soutien des populations contre les accidents, sinistres et catastrophes
Autorisation de déposer une demande de permis de construire

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire, représentant de l'Etat sur le territoire de sa commune, accompagne et soutient les populations concernées par un événement afin de couvrir leurs besoins les plus immédiats, conformément aux articles L 2212-2-5, 2212-4 et 2212-5 du Code Générale des Collectivités Territoriales et l'article L731-3 du Code de la sécurité intérieure.

La Ville de Montpellier a mis en place, dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, un dispositif de soutien fixe et mobile permettant notamment l'armement de Centres d'Accueil et de Regroupement (CARE).

La construction d'une structure supplémentaire, au niveau du centre horticole de la Direction Paysage et Biodiversité, permettrait d'abriter les équipements suivants contre le vol, le vandalisme et les intempéries :

- un lot sur remorque relatif à l'accueil d'urgence des populations impliquées ou sinistrées ;
- un lot sur remorque relatif à l'hébergement d'urgence des populations impliquées ou sinistrées.

Le site proposé rapproche ces moyens des CARE identifiés sur la partie Est du territoire de la commune, dont le Zénith, et renforce ainsi leurs mobilisations en cas de nécessité (pluie-inondation, neige...).

En vue de lancer les travaux relatifs à la construction de l'abri, il est nécessaire de déposer une demande de permis de construire.

Le montant des travaux estimé est de 45 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux pour la construction de l'abri ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et déposer le dossier de permis de construire auprès des services compétents ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget primitif de la Ville, chapitre 901 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

22. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations. Le Conseil municipal se prononce sur les aspects financiers liés à ces occupations au fur et à mesure de leur attribution.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2019/2020, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 68 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 44 256 €.

Les associations concernées sont :

MPT GUILLERME : Association Vivre Ensemble en Citoyen AVEC : 655€, Mas des Moulins baby car : 635€, Centre Hospitalier Régional Universitaire : 165€, Comité de quartier St Clément l'atelier des bambins : 220€, De fil en oreille : 110€, Des mains pour le faire : 300€, Popcorn compagnie : 110€, No tag street culture : 165€, Alfred de la Neuche : 110€, Les petits débrouillards Occitanie : 110€, Oxygène : 110€, Tchoutchak cie : 165€, Sintonia : 165€, Montpellier côté rythme : 110€.

MPT LAGRANGE : Adages CMMP Foucault : 110 €, Ce n'est pas du jeu : 495 €, Bosphore : 455 €, CHU de Montpellier Hôpital de jour des Hautes de Massane : 245 €, Dream Santé : 300€, Eurogrèce : 220€, CODEP GV34 : 165€, la Battante : 220€, Chœur des balladins : 270€, Allons Enfants : 26096€, Resto du Cœurs : 455€, les sentiers de l'écriture : 165€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 455€, Lève-toi et danse : 220€, Lez' Arts-Mêlés : 535€, Les orteils de Violette : 220€, les petits débrouillards : 190€, Compagnie Ohé : 245€.

MPT SAND : Pram Prin la : L'écriture créative : 190€, Bamboo Corpus Spiritus Movimentum : 110€, Syllabe : 165€, Relaxation créative : 110€, Des mains pour le faire : 165€, Obby : 110€, Nephtys : 165€, Rire : 350€, Tiens bon la barre : 300€, Country Patchwork : 245€.

MPT VILLON : A corps de l'Etre : 165€, Association Emploi Développement Entreprises - Boutique de Gestion : 245€, Association Mas des moulins : 455€, Conseil départemental de l'accès aux droits : 245€, centre d'information des droits de la femme et de la famille : 245€, CLCV : 245€, Comider : 655€, Comité de quartier St Clément : 245€, Compagnie Intermezzo : 245€, Devenet : 245€, ESSOR - Savoirs et partages : 140€, Good news gospel 34 : 430€, Initiatives Plurielles : 245€, La Détente : 245€, La Maison du Judo : 110€, Mission locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole : 455€, Montpellier Mambo Dance Company : 110€, Montpellier Petit Bard Athlétique : 190€, Montpellier Scrabble : 695€, Question pour un champion : 455€, Raiponce : 1055€, Somis : 495€, Steel : 110€, Ufolep : 430€.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 23 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7 150 €.

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Croix d'Argent Plus : 210€, Repair Café : 110€, Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marqueroze : 105€

MPT CURIE : Clos de la fontaine : 220€

MPT ESCOUTAIRE : Chemin des Cimes : 220€, Damier Club Montpelliérain : 1320€, Association Féminine Jasmin d'Orient : 550€

MPT LAGRANGE : Ensemble Vocal et Instrumental de Montpellier (EVM) : 220€, Attitude : 220€, Les orteils de Violette : 220€, les petits débrouillards : 220€

MPT SARRAZIN : Médecin sans frontières : 55€, Les Petits bouchons : 55€

MPT VILLON : APS 34 : 220€, Attitude : 455€, Comité de quartier St Clément : 165€, Espoir 34 : 165€, ESSOR - Savoirs et partages : 330€, Gospel News 34 : 220€, Mission locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole : 330€, Montpellier Scrabble : 550€, Question pour un champion : 660€, Raiponce : 165€, Ufolep 34 : 165€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs en vigueur à la Ville de Montpellier et appliqués dans les Maisons pour tous.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 12 voix (Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Titina DASYLVA, Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Philippe SAUREL, Annie YAGUE.)

23. Construction du Groupe scolaire BENOITE GROULT

Sécurisation des abords - Rue Puech Villa

Convention relative au financement et à la réalisation des travaux entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

La Ville de Montpellier est en cours de réalisation d'un groupe scolaire dénommé Benoîte Groult sis 99 rue Puech Villa.

Dans le cadre de la construction de ce groupe scolaire dont l'ouverture est prévue à la rentrée scolaire 2019, il est envisagé des aménagements de sécurité permettant aux enfants de traverser en toute sécurité la rue de Puech Villa, empruntée par des véhicules roulant pour certains à vie allure.

Les travaux concernés (agrandissement de trottoir et création d'un plateau surélevé) étant exclusivement situés sur le domaine public métropolitain, ils doivent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Pour mener à bien cette opération, un conventionnement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est nécessaire.

Ainsi, la présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en ce qui concerne l'aménagement de sécurisation des abords du groupe scolaire Benoîte Groult, en précisant notamment le programme et l'enveloppe financière des travaux, les modalités d'exécution et de suivi de l'opération d'aménagement et le financement des travaux.

La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge 100 % du financement des travaux réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'enveloppe financière des travaux s'élèvent à 200 000 € TTC.

La convention prendra effet à compter de sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole et prendra fin un mois après le versement de la somme due par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour le financement des travaux de sécurisation des abords du groupe scolaire Benoîte Groult ;
- d'approuver la réalisation par Montpellier Méditerranée Métropole des travaux d'aménagements dans le respect du programme et de l'enveloppe financière ;
- d'inscrire les dépenses au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

24. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur

d'associations
Autorisation de signer les conventions d'occupation
Approbation de subventions en nature

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le Compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation comme suit :

Associations	Adresse du siège	école mise à disposition	subvention en nature
Compagnie Tempo Théâtre	49 rue de la Figairasse 34070	Winston Churchill	1 880,00 €

ARECREE Association Récréative de l'école d'Estanove	424 rue du Lavandin 34070	Winston Churchill	407,50 €
HERAULT SPORT	Maison Départementale des Sports Nelson Mandéla Zac Pierres Vives 66 esplanade de l'Egalité BP 7250 34086 Montpellier	Denis Diderot	540,00 €
OBBY	82 allée de Corfou Résidence Le Moulin APT 821 34000 Montpellier	Jean Jaurès	265,00 €
		Jean Macé	105,00 €
		Jean Moulin	265,00 €
		Paul Painlevé	530,00 €
		Blaise Pascal	106,00 €
		Périclès	265,00 €
		Jean Zay	265,00 €
Gammes-Alisé	85 rue Alphonse Juin 34000 Montpellier	Jean Zay	502,50 €
Chorale Les Voix'Zines	8 rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline Desbordes Valmore	340,00 €
La maison du judo	93 rue du Faubourg Boutonnet 34090 Montpellier	Eugène Pottier/Jean Sibilus	2 140,00 €
Montpellier Dojo Traditionnel	8 rue Aléxis Alquié 34000 Montpellier	Jean Zay	700,00 €
Chœur Universitaire de Montpellier	136 rue Del Miéjour 34070 Montpellier	Jean Moulin	900,00 €
AEHPI Association pour l'Epanouissement des Hauts Potentiels L. R.	5 rue du Pavillon 34000 Montpellier	Paul Langevin	14 245,00 €

Montpellier Ten'Danse et Twirling Baton	11 rue Prudhon 34090 Montpellier	André Malraux	180,00 €
Corps en Devenir	949 avenue Louis Ravas 34080 Montpellier	Victor Duruy	350,00 €
UFOLEP34	Maison des Sports Nelson Mandela Zac Pierresvives 66 esplanade de l'Egalité 34086 Montpellier cedex 4	Louis Armstrong	465,00 €
		Guiseppe Garibaldi	465,00 €
		Simon Bolivar	465,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au Compte administratif de la Ville pour un total de 25 381 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

**25. Occupation de locaux scolaires par les associations gestionnaires d'accueils de loisirs -
2019/2020**

Approbation de subventions en nature

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires d'accueils de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le Compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association. Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et la maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant :

Association gestionnaire d'ALSH	Adresse de l'association	Ecole	Subvention en nature
Eveil en mouvement	88, rue Antoine Laurent Jussieu 34 090 MONTPELLIER	Teresa	4 600,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Florian	35 312,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Simon	35 312,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Beethoven	35 970,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Olympe de gouges	24 525,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Richier	20 025,00 €
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvilliées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Balard	21 200,00 €
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvilliées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Renaud	6 095,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Goethe	12 795,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Baudelaire	6 163,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Kipling	17 850,00 €

Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Jaurès De Gaulle	9 000,00 €
Fabulos Drolles	147, rue des 4 seigneurs 34 090 MONTPELLIER	Calmette Aubigne	26 880,00 €
Le petit relais	1, rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Garnier	5 688,00 €
Le relais des petits	1, rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Rousseau	5 460,00 €
Les enfants d'hélène	286, avenue Aiguelongue 34 000 MONTPELLIER	Mitterrand	19 795,00 €
Muc vacances	150 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Pottier Sibélius	23 560,00 €
Muc vacances	151 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Chaplin	16 160,00 €
Muc vacances	152 rue François-Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Bernhardt	18 180,00 €
PEP 34	21 rue Jean Giroux escalier 27 380 34 184 MONTPELLIER CEDEX 4	Yourcenar	23 885,00 €
Vacances évasion	394 rue Léon blum 34 000 MONTPELLIER	Mozart	17 650,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Voltaire	7 460,00 €
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Pagnol	8 678,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au Compte administratif de la Ville pour un montant de 402 243 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

26. École élémentaire Heidelberg - Quartier Mosson
Transformation des anciens logements de fonction en locaux scolaires
Autorisation d'urbanisme
Autorisation de lancement des procédures de consultation

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative afin de permettre aux élèves d'étudier dans de meilleures conditions et de répondre à la croissance démographique, la Ville de Montpellier a décidé de réhabiliter les anciens logements de fonction en locaux scolaires de l'école Heidelberg, située 310 rue de Liège.

Le besoin de classes élémentaires sur le secteur est confirmé pour 2021 par les analyses prospectives.

L'école Heidelberg dispose de 4 logements de fonctions, qui peuvent être réhabilités.

Les logements de fonction aménagés sur 3 niveaux peuvent ainsi être réhabilités pour créer 2 classes supplémentaires, une salle BCD/multimédia, un accueil périscolaire et des locaux pour le personnel.

Le coût global de l'opération est estimé à 1 millions d'euros TTC.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra de déposer un permis de construire et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'opération de réhabilitation des anciens logements de fonction en locaux scolaires de l'école Heidelberg ;
- d'autoriser le lancement de toutes les consultations relatives à cette opération ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la ville de Montpellier ; Chapitre 902 - Programme : V19 EG SH 01 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles à cet effet ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette opération de réhabilitation ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires.

Monsieur le Maire : Une partie du Budget Supplémentaire que nous avons voté est fléchée sur la réhabilitation des écoles. C'est un effort sans précédent sur les écoles notamment celles des quartiers prioritaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2020

Les activités physiques constituent un élément important de l'éducation, de la santé et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre d'un partenariat avec les associations sportives du territoire, propose des activités en faveur du Sport pour Tous, permettant à chacun quel que soit son âge, de pratiquer une activité variée, de qualité et près de chez lui.

En 2019, ce dispositif a concerné 70 associations réparties sur 60 activités différentes. Plus de 3000 enfants bénéficient d'activités sportives lors des vacances scolaires d'hiver, de printemps, d'été et d'automne.

Des activités à destination des familles au printemps ou encore des stages estivaux complètent le dispositif.

Pour l'exercice 2020, il est proposé la reconduction de l'appel à projets spécifique relatif à ce dispositif. Celui-ci sera ouvert aux associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local.

Celles-ci pourront présenter un projet s'inscrivant dans un cadre général défini autour d'animations sportives pendant les vacances scolaires, d'activités de découverte sans objectif de performance, de promotion de la mixité des publics ciblés et de diversité des activités proposées.

Dans ce cadre, les associations pourront présenter des réponses adaptées en définissant librement le contenu. L'attribution des subventions aux associations en fonction du projet retenu fera l'objet d'une délibération ultérieure du Conseil municipal.

Les activités resteront gratuites et seront réservées aux Montpelliérains titulaires de la carte Montpellier Sports.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la reconduction de l'appel à projets relatif au partenariat sportif pour l'année 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Christophe COUR entre en séance.

28. QUARTIERS CROIX D'ARGENT ET MOSSON

Réalisations de terrains de basket 3x3

Terrain Complexe Sportif Sabathé et plateau sportif les Escholiers de la Mosson

Demande de subventions

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite doter les quartiers d'équipements de proximité de qualité. Les enjeux liés à la qualité des équipements sportifs sont en effet, particulièrement importants dans les quartiers prioritaires. Dans ce cadre, elle souhaite aménager des terrains de basket 3X3.

Spectaculaire et attractif, le basket 3X3 donne aux sportifs l'occasion de jouer en collectif, tout en se confrontant à des principes liant la précision, l'effort, l'engagement et l'efficacité.

Cette discipline possède tous les ingrédients pour séduire les sportifs de tous niveaux. Ainsi, il est proposé de créer des terrains à proximité de deux clubs importants de la Ville, jouant dans le gymnase Roger Couderc, Complexe sportif de Sabathé, et le gymnase Jean Bouin.

Ces deux associations évoluent dans les quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier, et ces équipements seront des atouts pour leur développement.

Les deux terrains conçus dans le complexe sportif Sabathé, quartier Croix d'Argent, seront installés entre le gymnase Roger Couderc, le stade et le parking du complexe, sur une plateforme existante. Celle-ci trop étroite et pas assez longue sera réaménagée.

Les enrobés existants seront enlevés et des terrassements dans la butte permettront de créer deux terrains de 3X3 homologables. Un mur de soutènement, la pose d'un géotextile, l'apport de tout venant permettront de régler les pentes d'évacuation des eaux. La mise en œuvre d'un enrobé, la pose d'une résine en trois couches, l'ancrage des poteaux et le marquage viendront finaliser l'installation.

Le coût des travaux s'élève à 52 000 € TTC.

Les 4 terrains installés sur le plateau sportif des Escholiers de la Mosson, jouxtant le gymnase Jean Bouin, permettront d'une part, de créer de nouveaux équipements et d'autre part, de rénover le terrain de handball.

Les fissures existantes sur la plateforme seront dégagées et comblées par des couches de souplesse, les poteaux seront ancrés dans une dalle béton. La pose de résine acrylique en 3 couches et les tracés termineront les travaux à réaliser.

Le coût de l'opération s'élève à 33 000 € TTC.

L'enveloppe financière de ces opérations sera inscrite au budget supplémentaire de la Ville, fonction 903, pour un montant total de 85 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la mise en œuvre de 2 terrains de basket 3X3 dans le quartier Croix d'Argent et de 4 terrains sur le quartier de la Mosson, pour un montant total de 85 000 € TTC ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est une nouvelle discipline olympique ou pré-olympique ; je ne sais pas. M. RIVAS, c'est olympique ou pas, le 3x3 ?

Intervention hors micro de Patrick RIVAS.

Monsieur le Maire : Ce sera olympique. C'est une bonne réponse. C'est une réponse de Castrais. Il est né à Castres ; je précise.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Montant
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	Fonctionnement	96 000 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	141 000 €
5443	SASU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement	80 000 €
TOTAL			317 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 317 000 €;
- d'approuver les conventions annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0
Abstention : 0

30. Dotation Politique de la Ville 2019 - Convention cadre d'attribution des subventions entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

Par courrier en date du 5 avril 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Maire de Montpellier de l'attribution à la Ville de Montpellier pour l'année 2019 d'une dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 691 539 €.

Ces crédits font l'objet d'une convention pour l'attribution de la dotation, signée par l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau joint en annexe récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui de des 12 quartiers Politique de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers Politique de la ville.

Le solde à affecter de la dotation le sera au dernier trimestre 2019 et fera l'objet d'un avenant à la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la répartition de la dotation Politique de la Ville 2019 telle que détaillée dans le tableau joint en annexe,
- D'approuver le projet de convention d'attribution de subventions au titre de la dotation Politique de la Ville 2019, entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, joint en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est la convention cadre d'attribution des subventions entre l'État, la Métropole et la Ville de Montpellier.

Annie YAGUE : Qui a voté contre ? Je n'ai pas vu.

Max LÉVITA : Qui veux-tu qui vote contre ?

Annie YAGUE : Non mais, M. BOUMAAZ, il faut lire les délibérations !

Monsieur le Maire : Non, ce n'est pas M. BOUMAAZ, il n'est plus là. C'est Mme LLEDO.

Annie YAGUE : Mme LLEDO. Ce n'est pas loin. Mme LLEDO, il faut lire les délibérations. Vous refusez de l'argent donné par l'État pour contribuer aux investissements dans les quartiers prioritaires et les fonctionnements des projets que nous avons à hauteur tout de même de 4 691 539 €. Je veux dire que c'est proprement scandaleux. Ou vous ne savez pas lire ou alors vous n'avez pas lu la délibération.

Audrey LLEDO (hors micro) : Je ne vous permets pas...

Annie YAGUE : Ce n'est pas possible. Mais Madame, je ne vous permets pas, moi, de voter contre une subvention qui vient abonder tout ce que nous mettons en place dans les quartiers politique...

Intervention hors micro d'Audrey LLEDO.

Annie YAGUE : Vous savez, ce n'est pas parce qu'on crie que l'on a raison. Souvent, quand on crie, c'est qu'on ne sait pas quoi répondre.

Maintenant que vous êtes calmée, je vais tout de même remercier l'État pour cette dotation qu'il nous attribue pour la troisième année consécutive et qui vient abonder les financements des projets qui sont portés soit par la Ville soit par la Métropole en fonction des compétences respectives au regard des critères d'attribution indiqués par la circulaire et qui concernent principalement les écoles puisque c'est sur l'éducation que doit être mis l'effort dans les quartiers prioritaires de notre ville.

Mme LLEDO, je ne vous en veux pas. Je vous incite juste à regarder les délibérations avant de voter n'importe quoi. Merci.

Intervention hors micro d'Audrey LLEDO.

Monsieur le Maire : Merci Mme YAGUE. Mme LLEDO, tout le monde a le droit de critiquer tout le monde, ça s'appelle la liberté.

Audrey LLEDO (hors micro) : Alors laissez-moi voter ce que je veux.

Monsieur le Maire : Elle ne vous a pas empêché de voter. Elle vous a expliqué que votre vote signifiait le refus que vous apportez par votre positionnement politique à des fonds de l'État qui viennent abonder les quartiers Politique de la Ville. Elle a essayé de comprendre ce qui avait motivé votre vote. C'est parfois compliqué de comprendre pourquoi les gens font les choses. Parfois, ils ne le savent pas eux-mêmes.

Intervention hors micro d'Audrey LLEDO.

Monsieur le Maire : Pour moi, vous êtes logique avec l'ensemble du dispositif que vous soutenez ; très logique. En tout cas, merci aux services de l'État, merci à Annie YAGUE, merci à Monsieur le Préfet qui quitte le département de l'Hérault. Pierre POUËSSEL est appelé à devenir Préfet de Région dans la région Centre. Nous avons bien travaillé avec lui et nous travaillons très bien avec le Préfet de Région, M. Étienne GUYOT, que je remercie particulièrement. Je l'ai dit tout à l'heure pour les commerçants. Franchement, il est toujours présent quand nous avons besoin de ses conseils éclairés et de son aide.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

31. Elaboration du Protocole d'engagements renforcés et réciproques - Contrat de ville - Présentation des grands principes

La circulaire 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques qui sera ajouté au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduira au niveau local la mobilisation de l'État, de la Métropole, de la Ville et de celle de chacun des partenaires.

Il est prévu d'associer l'ensemble des parties prenantes à la démarche (les conseils citoyens, les associations et les entreprises) et d'identifier les grands projets (NPNRU, cités éducatives...) relevant des champs affichés dans le pacte de Dijon mais aussi les engagements réciproques de l'État et des collectivités (en veillant à les rendre identifiables par les habitants).

Ce protocole doit notamment prendre en compte et intégrer les priorités gouvernementales au travers des 5 programmes issus de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : Sécurité, Education, Emploi, Logement, Lien social, ainsi que les éléments issus de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Comité de pilotage du contrat de ville a acté lors de sa réunion du 26 mars 2019 une méthodologie intégrant les éléments cités ci-dessus. Depuis, la déclinaison de cette dernière s'est traduite par :

- L'organisation le 9 mai d'ateliers participatifs sous la forme d'un world café, associant conseillers citoyens, associations, entreprises et services des différentes institutions. Plus de 100 personnes y ont participé dont 35% de conseillers citoyens. Cette démarche concertée et très appréciée des acteurs présents a permis de poser collectivement un certain nombre de constats tout en envisageant des propositions de réponse autour de huit ateliers :

- Quelle évolution de l'offre d'insertion professionnelle en faveur des habitants ?
- Comment accompagner l'évolution des problématiques en matière de loisirs, de prévention et d'insertion des jeunes publics âgés de 12 à 20 ans ?
- Quelle articulation des différents partenaires en faveur de la réussite scolaire des enfants ?
- Quels services développer pour faciliter les démarches administratives au quotidien ?
- Comment impliquer les habitants dans l'amélioration du cadre de vie de leur quartier ?
- Comment lutter et s'impliquer contre les incivilités ?
- Comment favoriser l'usage de toutes et de tous de l'espace public ?
- Comment améliorer l'information vers les habitants ?

- Des réunions interinstitutionnelles à l'occasion de 5 Groupes de travail projet, thématiques, organisés entre le 20 et le 28 mai, aboutissant à l'actualisation des 75 fiches opérationnelles du contrat de ville.

Ces échanges se sont nourris des conclusions de l'évaluation, de l'évolution du contexte depuis 2015 et des conditions de mise en œuvre depuis 2016, autour des 5 thématiques suivantes :

- Education, parentalité et jeunesse
- Sport et culture
- Accès aux droits et santé / Alphabétisation -plateforme linguistique
- Gestion urbaine de proximité/ insécurité et prévention de la délinquance /citoyenneté - lien social
- Podem (développement économique, emploi et insertion)
- Une réflexion interinstitutionnelle autour de la mobilisation renforcée des politiques de droit commun de chaque partenaire devant aboutir à la définition d'engagements renforcés et réciproques.

Les travaux déjà réalisés permettent de mettre en avant des propositions d'évolution du contenu du contrat de ville qui vont demander une mobilisation des politiques de droit commun au service des habitants des quartiers. Peuvent être citées :

- La mise en place de coordinations territoriales et thématiques permettant une plus grande cohérence et une lisibilité de l'action publique,
- La facilitation des parcours tels que:
 - le parcours éducatif, culturel et sportif des jeunes dans le cadre de dispositifs tels que celui de la cité éducative sur la Mosson, ou encore des animations sportives;
 - le parcours facilitant l'accès aux droits des habitants (éviter le non-recours et lutter contre l'illectronisme) et l'insertion sociale s'appuyant sur une logique transversale et partenariale;
 - le parcours lié à l'insertion professionnelle déjà particulièrement bien développé dans le cadre du PODEM, dont le côté innovant et réussi a été mis en exergue à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville.

Les actions qui vont permettre la mise en œuvre de ces parcours sont en cours de discussion avec les partenaires (Etat, Métropole, Ville, Département, Région, CAF), tous devant annoncer, au regard des objectifs affichés dans le contrat de ville, leurs engagements renforcés, en fonction de leurs compétences et donc de leur propre politique de droit commun.

Le croisement de ces engagements permettra la déclinaison du pacte de Dijon et ainsi la rédaction du Protocole d'engagements renforcés et réciproques.

Au dernier trimestre 2019, ce protocole sera soumis au Conseil municipal pour approbation et autorisation de signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des principes énoncés d'évolutions du contrat de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte des grands principes du Protocole.

32. Renouvellement des conventions de partenariat Ville/Caisses d'Allocations Familiales pour le fonctionnement des Relais Assistants Maternels

La Ville de Montpellier compte actuellement sept secteurs de Relais Assistants Maternels (RAM) qui regroupent près de 800 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2100 enfants. Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistantes maternelles.

Les RAM sont subventionnées par la prestation de service de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention de financement, selon les modalités suivantes :

- Les RAM s'engage à remplir les trois missions principales suivantes : informer parents et professionnels, participer à l'observation des conditions locales de l'accueil du jeune enfant, offrir un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles ;
- La Caisse d'Allocations Familiales s'engage à verser une prestation de service à partir d'un prix de revient dans la limite d'un plafond fixé chaque année par la CNAF ;
- La Caisse d'Allocations Familiales s'engage à verser une prestation supplémentaire de 3000€ pour les RAM qui s'investissent dans une des trois missions supplémentaires suivantes : Traitement des demandes d'accueil formulées par les familles sur le site monenfant.fr, promotion de l'activité des assistants maternels, aide au départ en formation continue des assistants maternels.

Il est proposé de renouveler la convention relative au fonctionnement des sept secteurs de Relais Assistants Maternels suivants :

- **RAM « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguelongue, Arceaux, Beaux-Arts, Boutonnet, Hôpitaux-Facultés, les Aubes et le Plan des 4 Seigneurs.
- **RAM « Antigone 1 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Antigone, Centre Historique, Comédie, Figuerolles, Gambetta, Gare et Pompignane.
- **RAM « Antigone 2 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Chamberte, Mas Drevon, Près d'Arènes, Saint Martin et Tournezy.
- **RAM « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Bagatelle-Ovalie, Croix d'Argent, Estanove et Pas du Loup.
- **RAM « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Celleneuve, les Hauts de Massane, Malbosc-Euromedecine et Mosson.
- **RAM « Odyseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguerelles, Pont Trinquat, Port Marianne et Grammont.
- **RAM « Saint Clément »** situé 311 avenue St Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Alco, Cévennes et La Martelle.

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement avec la CAF, relative au fonctionnement des sept secteurs de Relais Assistants Maternels de la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Djamel BOUMAAZ entre en séance.

33. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Selon l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n° 2012/284), du 17 juin 2013 (n° 2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n° 2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n° V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

- Enseigne « Le Pastis », restaurant

Gérant : M. Jean-Philippe VIVANT (SARL VITRAND)
3-5 rue Terral

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 7 000,00 €

- Enseigne « BOJAN », restauration

Gérante : Mme Alix JEAN
6 rue de l'Université

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 3.333,34 €

Montant à verser : 1 666,67 €

- **Enseigne « BLACKKEYS », restaurant**
Gérant : M. Jérémy HARDY (SAS H&R)
17 rue Saint Firmin

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 5 019 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 3 009,37 €

- **Enseigne « La Savonnerie », magasin**
Gérant : M. Patrice BAUDON
41 rue Saint Guilhem

Subvention totale travaux = 1 965,00 €

Solde à verser : 1 057,50 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 12 733,54 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Mais qu'est-ce que c'est beau le boulevard Jeu-de-Paume ! Tous les jours j'y passe et j'y vois cette vie qui se développe sur les trottoirs, de part et d'autres des voies de tramway avec de nouvelles enseignes qui fleurissent, validées par l'architecte des bâtiments de France, de nouvelles enseignes qui progressivement s'installent. Mais qu'est-ce que c'est beau ! Moi qui l'ai connu noir, crasseux, pollué par les automobiles, sale. Mais qu'est-ce que c'est beau !

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Maire : C'est gentil, ça. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Patrick VIGNAL sort de séance.

34. Attributions d'une subvention dans le cadre de la thématique ECONOMIE - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
7062	ASSOCIATION DE LA RUE DU BRAS DE FER	Projet	REALISATION D'ENSEIGNES DE LA RUE DU BRAS DE FER	800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 800 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est également une affaire importante. Nous sommes en train de conventionner avec des associations de commerçants du centre-ville. Je le dis pour la presse qui nous fait l'honneur de rester. Je les remercie.

En fait, certaines associations, et la première a été celle de la rue de l'Université, nous ont proposé de faire des enseignes métalliques qui sont pendues de part et d'autre de la rue et qui indiquent « rue commerciale, rue de l'Université ». C'est une façon de signifier la signalétique interne et qu'elle soit également validée dans le secteur sauvegardé par l'architecte des bâtiments de France. Voyant cela, l'Association des commerçants de la rue du Bras-de-Fer a suivi l'exemple. Nous aidons donc toutes ces associations à mettre en place les enseignes qu'elles composent elles-mêmes. Évidemment, elles doivent passer par l'œil averti de l'architecte des bâtiments de France et de la Mission grand cœur. C'est un beau projet.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Festival Family Piknik

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovement Event

La 9^{ème} édition du festival Family Piknik se déroulera au Domaine de Grammont les 3 et 4 août 2019, sur des terrains mis à disposition par la Ville de Montpellier ainsi que par Montpellier Méditerranée Métropole.

Organisé par l'association Moovement Event, ce festival permet à un public cosmopolite, plus nombreux chaque année, de partager le plaisir de l'écoute de musiques électroniques.

Underground et familial à la fois, le festival s'affranchit de tous les clichés et laisse place à un rassemblement culturel inédit.

Une forte affluence de public est attendue dans le cadre de cette manifestation, avec d'importantes conséquences en termes de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publiques.

Il est ainsi proposé de conclure avec l'association Moovement Event une convention de partenariat qui définira les engagements respectifs des partenaires de l'édition 2019 du festival Family Piknik.

- L'association Moovement Events s'engage à organiser cette manifestation dans le respect de la réglementation relative à l'organisation d'une manifestation musicale de cette ampleur, avec une information préalable des riverains et usagers du Domaine de Grammont, du centre équestre et du Château de Grammont, à mettre en avant le soutien de la Ville et de la Métropole de Montpellier dans tous les éléments de communication ainsi que pendant le festival. Plus généralement, l'association s'engage à ce que le site, environnement naturel, soit respecté, protégé et conservé dans un état de propreté et de salubrité compatible avec les autres manifestations et usages du site.
- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de l'association les parkings attenants au site, nécessaires au stationnement du public, dans la limite de leur capacité maximale en regard des normes de sécurité. La propreté du site avant la manifestation et un accès à l'eau potable seront assurés ;
- Enfin, la Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition le site du « petit bois de la chaumière », au sein du Domaine de Grammont, du matériel (tables, chaises, podiums, sanitaires publics notamment), des supports de communication et du personnel municipal, ainsi qu'à assurer la collecte des déchets et le nettoyage du site, pour un montant global valorisé de 158 669 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention, jointe en annexe, entre l'association Moovement Events, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- de dire que le montant valorisé des différentes mises à disposition sera considéré comme subventions en nature et, à ce titre, inscrit dans les comptes de l'association ainsi que dans les comptes administratifs de la Ville et de la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui n'aime pas la techno ?

Je vous invite aussi à participer activement sur la place de l'Hôtel de ville, place Georges-Frêche, aux quatre concerts de Tohu-Bohu dans le cadre de Radio France où vous pourrez onduler au son des rythmes endiablés de la musique techno. Chaque année, nous y sommes quelques-uns mais je n'en vois pas d'autres ; l'effectif s'amenuise. Chaque année, j'y passe un peu. Je ne reste pas longtemps car je ne peux pas danser avec les béquilles. J'y reste un peu, je participe. Il y en a que je n'ai jamais vu danser la techno. J'aimerais bien voir comment ils font. C'est beau un élu quand il danse. Je parle des élus en général.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Monsieur Patrick VIGNAL entre en séance.

36. Boutographies 2019

Acquisition d'œuvres de Patricia Morosan, lauréate du prix du jury des Boutographies

Depuis la création des Boutographies, la Ville de Montpellier soutient fortement ces rencontres photographiques comme l'un des festivals artistiques phares du territoire communal et métropolitain.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

La lauréate 2019 est Patricia Morosan.

La Ville de Montpellier a choisi d'acquérir quatre photographies, signées et numérotées, issues de la série *(I) Remember Europe*.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature du contrat de vente de photographies, joint en annexe, pour un montant global de 2 500 € TTC ;
- d'imputer la dépense sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 60 voix
Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)
Abstention : 0

37. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions aux associations
Exercice 2019

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

En effet, l'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la ville.

Le patrimoine, le pluridisciplinaire, le théâtre et le patrimoine en particulier la promotion de la culture occitane sont en conséquence autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence l'action municipale en faveur du tissu associatif, la Ville soutient donc des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 3 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 18 500€ au titre de l'exercice 2019.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	PATRIMOINE		
227	THEATRE THALERS PRODUCTION LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN LA RAMPE T.I.O.	Fonctionnement	10 000
	PLURIDISCIPLINAIRE		
7216	QUATRE VINGT TREIZE LETTRES	Projet	7 000
	THEATRE		
1315	THEATRE DE LA REMISE	Projet	1 500
	TOTAL		18 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'affectation de la subvention aux associations définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et de la convention type ci-annexée ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 au chapitre 933, nature 65748 pour le fonctionnement ainsi que les manifestations et pour un montant total de 18 500€ ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

38. Adhésion au label « Ville Vivez, bougez ! » - Approbation

Le Plan Régional Sport Santé Bien-être (PRSSBE) 2019-2024, signé en février 2019 par Pierre Ricordeau, Directeur de l'Agence Régional de Santé (ARS) et Pascal Etienne, Directeur de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) a pour ambition la promotion de l'activité physique et sportive comme facteur de santé avec 6 grands objectifs :

- Prévenir l'obésité et la sédentarité chez les enfants et les jeunes,
- Valoriser l'activité physique comme facteur de santé et de bien-être en milieu professionnel,
- Valoriser l'activité physique comme facteur de santé et de bien-être pour les publics en situation de précarité,
- Améliorer la santé et la qualité de vie des personnes en situation de handicap,
- Améliorer la santé et la qualité de vie des porteurs de pathologies chroniques,
- Lutter contre la dépendance et la perte d'autonomie.

La DRJSCS a mis en place une approche territoriale innovante avec le Label « Ville Vivez Bougez© » qui valorise l'engagement des collectivités locales dans le développement des actions en lien avec le « sport santé ». Le label est également est un moyen de partager les expériences avec les communes, de développer des projets sport et santé en s'appuyant de manière préférentielle sur le tissu associatif local et d'assurer un accompagnement de proximité.

L'objectif de ce label de favoriser les comportements bénéfiques pour la santé et de développer la recommandation des activités physiques et sportives par les médecins et autres professionnels de santé, tant pour la prise en charge de certaines pathologies que pour préserver le capital santé de chacune et chacun.

Membre du Réseau Français des Villes Santé de l'OMS, « Capitale du Sport » (label « Ville active et sportive 2019-2020 » reçu en février dernier) et Ville active du Programme National Nutrition Santé depuis 2010, Montpellier est déjà fortement engagée dans la promotion des modes de vies actifs et sains tout au long de l'année (Appel à projets "Ville active du PNNS", Opération "J'agis

pour ma santé" dans les écoles des QPV, Actions de Prévention Santé du CCAS en direction des seniors ; fête des sports et nombreuses manifestations sportives, Grand Défi Vivez Bougez en partenariat avec l'Institut du Cancer de Montpellier, soutien et accompagnement des associations Montpelliéraines).

En adhérant au label « Ville Vivez Bougez© », la Ville de Montpellier réaffirme sa volonté de poursuivre le travail accompli depuis de nombreuses années sur son territoire sa pleine inscription dans les objectifs de santé publique de la stratégie nationale de santé 2018-2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au label « Ville : Vivez, Bougez ! » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

39. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2019

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
233	MA VIE	Projet	APATION : DEVENIR ACTEUR DE SA QUALITE DE VIE PAR L'ACTIVITE PHYSIQUE ET UNE ALIMENTATION ADAPTEE	4 500 €
2881	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN	Fonctionnement		10 000 €
5943	ASSOCIATION	Projet	UN CORPS EN	2 000 €

	NOUVELLE POUR LA SOLIDARITE AU FEMININ ANSA		BONNE SANTE	
TOTAL				16 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 16 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. Mandat spécial, déplacement de Monsieur le Maire à Manchester dans le cadre de l'action internationale de la Ville

L'année 2019 marque le début d'un nouveau chapitre dans les relations entre le Royaume-Uni et ses partenaires européens, dont son plus proche allié et voisin, la France.

Dans ce cadre, Lord Edward LLEWELLYN, Ambassadeur du Royaume-Uni en France, a rendu visite à Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en juillet 2018 lors de son déplacement à Montpellier. Au cours de cet échange, Monsieur l'Ambassadeur a évoqué la volonté de créer un futur partenariat entre la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole et une ville ou une métropole britannique.

Par la suite, en février 2019, l'Ambassade du Royaume-Uni, en lien avec le Ministère des Affaires Etrangères britannique et le Ministère des Affaires Etrangères français, a fait une proposition de partenariat entre la Ville, la Métropole de Montpellier et le Comté Métropolitain du Grand Manchester (*Greater Manchester*). Les discussions de ce futur partenariat ont débuté en mars 2019 entre les différents représentants des trois entités, lors du Sommet des Maires Franco-Britannique qui s'est tenu à Londres, le 7 mars 2019.

Le Comté Métropolitain du Grand Manchester (*Greater Manchester*), créé en 1974, est situé en Angleterre du Nord-Ouest et est constitué de dix districts métropolitains dont chacun est composé d'au moins une ville principale, elle-même entourée de ses propres banlieues : Bolton, Bury, Oldham, Rochdale, Stockport, Tameside, Trafford, Wigan et les villes de Manchester et de Salford. Il compte 3,2 millions habitants et couvre une superficie de 496 km². Comté multipolaire, il est constitué d'un mélange de zones urbaines à haute densité, de banlieues, de zones semi-rurales et

rurales. Les districts métropolitains sont devenus d'autorités unitaires mais plusieurs de leurs services sont coordonnés par l'Association des Autorités du Grand Manchester (*Greater Manchester Combined Authority*) permettant la coopération des différents districts.

Monsieur Andy BURNHAM, Président du Comté Métropolitain du Grand Manchester (Greater Manchester) depuis le 8 mai 2017, a invité Monsieur le Maire-Président de Montpellier au mois d'août 2019 à Manchester afin de poursuivre les discussions concernant une collaboration possible entre les 3 structures et définir ainsi les axes de coopération tel que la santé, l'innovation, la culture, l'éducation, le développement économique, le développement durable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder à Monsieur le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Londres au mois d'août 2019 ;
- d'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale,
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, sur la base des frais réels, pour un montant maximum de 9 000 euros sur le budget de la Ville, chapitre 936.

Monsieur le Maire : Je vous explique brièvement de quoi il s'agit. *I am going to travel. I am going to Manchester. 20, 21, 22nd of August.* Attendez, le président MACRON parle couramment anglais ; ce n'est pas mon cas mais je fais des efforts. Je m'en sors. Vous savez, dans les aéroports, vous parlez un petit peu italien, un petit peu anglais mélangé avec de l'espagnol...

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Maire : De l'occitan, non. Un peu d'arabe, oui. Un peu d'occitan, non. Quelques mots de russe. On y arrive. Un peu avec les mains aussi. On arrive à s'en sortir tout de même. Évidemment, on ne ferait pas une dissertation en anglais. Mme HART, il faudrait que vous m'enseigniez l'anglais. Vous m'écrivez un texte en anglais et j'essaierai de le traduire, de le translate.

Intervention hors micro de Djamel BOUMAAZ.

Monsieur le Maire : Ah, il ne dormait pas, les gars ! Je croyais qu'il dormait ! Alors M. BOUMAAZ, vous sommeillez, vous somnolez, que faites-vous ? Allez-y. De quoi s'agit-il ? C'est pour Manchester ?

Djamel BOUMAAZ : Tout à fait. Très court sur cette affaire, Monsieur le Maire. Comment dirais-je ? Après *Manchester United*, voici *Montpellier unlimited for the travel* et ce au nom d'une coopération sur les thèmes de la santé, de l'innovation, de la culture, de l'éducation, du développement économique et durable, tout ce qui ne fonctionne pas à Montpellier et ce, aux frais du contribuable montpelliérain. Sincèrement, Monsieur le Maire, le *Montpellier unlimited* que l'ancien Président de l'ancienne Agglomération, M. MOURE, avait mis en place pour faire rayonner Montpellier et son agglomération, qui a été réfléchi par ce même cabinet qui vous entoure aujourd'hui dont M. FINA, plus connu sous le nom de Monsieur CFE, et de Mme SALELLES, plus connue sous le nom de Madame la Présidente ; ce *Montpellier unlimited* que vous dénonciez quand

vous étiez candidat antisystème, au final, nous aurait peut-être coûté beaucoup moins cher et peut-être rapporté un peu plus que vos escapades dans le monde qui ne nous rapportent strictement rien sauf de creuser chaque jour qui passe la dette de notre commune.

Bref, Monsieur le Maire, *Montpellier unlimited made in SAUREL*, ce sera comme pour M. MOURE en 2014, un mandat et puis basta. Voilà Monsieur le Maire *unlimited*, ce sera tout.

Monsieur le Maire : Merci M. BOUMAAZ. Je ne veux pas en rajouter mais que pensez-vous du vol Moscou–Montpellier trois fois par semaine ? Vous en pensez quoi ? Ça m'intéresse de savoir ce que vous en pensez.

Djamel BOUMAAZ : Ce n'est pas encore complet, nous ne sommes qu'à 70 %.

Monsieur le Maire : Oui mais, vous trouvez que c'est bien ou pas ?

Djamel BOUMAAZ : On n'est pas encore complet, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Vous trouvez que c'est bien ?

Djamel BOUMAAZ : Cela ne profite pas à Montpellier pour l'instant.

Monsieur le Maire : Ah bon ?

Djamel BOUMAAZ : Ah non !

Monsieur le Maire : Vous ne voulez pas répondre sur la Russie ? Pourquoi ne voulez-vous pas répondre sur la Russie ?

Djamel BOUMAAZ : Non, pour l'instant, nous n'avons pas de retombées économiques sur cette affaire.

Monsieur le Maire : Vous n'aimez pas les Anglais, voilà la réalité.

Djamel BOUMAAZ : C'est Midi Libre qui prolonge...

Monsieur le Maire : Vous aimez les Russes et vous n'aimez pas les Anglais.

Djamel BOUMAAZ : Non, j'aime les Russes, les Anglais mais le jumelage, Monsieur le Maire, il faut qu'il y ait des retours économiques ; de véritables retours. Ce n'est pas unlimited for the travel. Vous avez critiqué M. MOURE en 2014 pour cette marque et depuis ça y va.

Monsieur le Maire : Cessons ce débat stérile. M. LÉVITA vous propose un mandat spécial pour moi. Je pars le 20 à 6 heures du matin et je rentre le 22 dans la journée à cause des avions et des correspondances. Rendez-vous à l'invitation du Maire de Manchester. Demandez aux chefs d'entreprise s'ils ne sont pas contents que nous nous associons avec Manchester, la ville la plus industrielle d'Angleterre. Demandez aux universitaires s'ils ne sont pas contents avec ses 80 000 étudiants. Demandez aux sportifs, s'ils ne sont pas contents : Manchester United, Manchester City. Demandez-leur. Il faut faire un peu de géopolitique tout de même. Vous croyez que nous sommes là entre nous dans un petit creuset bien douillet et on se fout de tout le reste ? Quelle vision de la ville ! La Ville de Montpellier est une ville internationale. Tous les peuples de la Terre sont présents

ici. Il y a toutes les communautés et cette ville a toujours été comme ça. Donc, chaque fois que vous la réduisez au petit village gaulois, vous lui faites très mal dans son ADN ; enfin, autant que les gens vous connaissent. Nous ne sommes pas un petit village gaulois. Nous travaillons avec le monde entier. Demandez aux chefs d'entreprise.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur Rabii YOUSSEUS entre en séance.

41. Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°V2018-514

1. LE THEATRE JEAN VILAR

Dans le cadre des politiques menées par la Ville de Montpellier en faveur de l'élargissement des publics et de l'appropriation des cultures pour tous, dont l'accès au théâtre municipal Jean Vilar fait partie, il est proposé d'élargir les tarifs réduits aux comités d'entreprises.

L'article ci-dessous vient compléter le point 3 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n°V2018-514.

Ces tarifs sont applicables au 01/09/2019.

Théâtre Jean Vilar	Tarifs
Plein tarif	19,00 €
Tarif réduit pour les étudiants, plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), accompagnant d'un professionnel invité, titulaires du Pass Métropole, comités d'entreprises	11,00 €
Tarif super réduit pour les moins de 16 ans, lycéens, collégiens, écoles hors Montpellier, professionnels du spectacle vivant	5,00 €
Tarif ultra réduit pour les écoles de Montpellier, les bénéficiaires de minima sociaux	1,00 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles	
Plein tarif (13 € / spectacle supplémentaire)	52,00 €
Tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire) : étudiants, + de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), titulaires du Pass Métropole, comités d'entreprises	36,00 €
Tarif super réduit: moins de 16 ans, lycéens, professionnels du spectacle vivant (3,50 €/place supplémentaire)	14,00 €
Dispositifs particuliers	

Pass culture (convention avec le CROUS)	9,50 €
Stage théâtre - tarification par jour et par participant (<i>durée générale d'un stage : 5 jours</i>)	10,00 €
Cultures et sport solidaires 34	Gratuit
Maison des chômeurs	5,00 €

2. LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort (*qui varie selon la composition de la famille*) appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF.

La circulaire n°2019-005 du 5 juin 2019 prévoit une évolution du barème national des participations familiales de 0.8% par an entre 2019 et 2022, ainsi qu'une évolution progressive des ressources plafond sur cette même période. Le tarif plancher est quant à lui revalorisé à compter du premier septembre 2019 sans autres évolutions prévues à ce-jour.

De ce fait, et conformément à la circulaire n°2019-005 du 5 juin 2019, la ville de Montpellier doit mettre à jour les taux d'effort ainsi que les montants plancher et plafond des ressources mensuelles.

L'article ci-dessous vient remplacer le point 1 de la thématique de politique publique « Enfance » de la délibération n°V2018-514.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Ces taux seront applicables du **01/09/2019 au 31/12/2019**

Tarif horaire = Taux d'effort x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

Ressources plancher	705,27 €
Ressources plafond	5 300,00 €

	Taux d'effort	Tarifs plancher	Tarifs plafond
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,0605%	0,43 €	3,21 €
2 enfants	0,0504%	0,36 €	2,67 €
3 enfants	0,0403%	0,28 €	2,14 €
4 à 7 enfants	0,0302%	0,21 €	1,60 €
8 enfants et au-delà	0,0202%	0,14 €	1,07 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,0504%	0,36 €	2,67 €
2 enfants	0,0403%	0,28 €	2,14 €

3 à 5 enfants	0,0302%	0,21 €	1,60 €
6 enfants et au-delà	0,0202%	0,14 €	1,07 €
TARIFICATION SPECIFIQUE			
Familles non affiliées soit au régime général CAF soit au régime social agricole (MSA)		Tarifs majorés de 50%	

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.11 € ($0.0504\% \times 2\,200\text{€}$).

➤ **Tarifications spécifiques**

Par ailleurs, conformément à la circulaire CNAF relative à la prestation de service unique, la Ville applique les tarifications spécifiques suivantes :

Le tarif fixe moyen :

- Pour les familles non allocataires sans avis d'imposition, ni fiche de salaires
- En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance
- Pour l'accueil d'urgence, si les ressources des familles ne sont pas connues au moment de l'inscription

Le tarif fixe moyen est défini par le montant total des participations familiales facturées de l'ensemble des établissements gérés par la Ville sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

A titre d'exemple, le tarif fixe moyen en 2019 = 1.33 € par heure.

Le tarif lié au handicap d'un enfant :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux d'effort immédiatement inférieur.

Par dérogation :

La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications tarifaires apportées à la délibération n° V2018-514 ;
- De préciser que ces modifications seront applicables au 01/09/2019 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Précisions relatives aux tarifs. Ah, voilà l'affaire ! Modification de la délibération. M. LÉVITA.

Max LÉVITA : Je vous demande d'être attentifs, si c'est possible, car c'est un problème un peu compliqué.

La première opération concerne le théâtre Jean Vilar. Il s'agit de créer un tarif réduit, un tarif super-réduit, un tarif ultra-réduit. Je pense que vous n'y verrez pas d'inconvénient.

Le second problème concerne les établissements d'accueil du jeune enfant. Il faut d'abord que vous sachiez, au cas où vous ne le sauriez pas, qu'il s'agit d'un barème national qui est fixé chaque année par la CNAF avec laquelle nous n'avons aucun moyen de change. Ce qui est modifié, c'est la façon dont on va calculer le tarif horaire. Je dois vous indiquer, mes chers collègues, que ce tarif était le même depuis 2002. Nous sommes en 2019. En tant que chargé des finances, c'est ce qui arrive quand on ne touche pas les taux ; ça modifie lentement. Heureusement, il n'y a pas beaucoup d'inflation mais il y en a un peu car cela fait tout de même 17 ans.

La CNAF a donc décidé de changer le calcul concernant le taux horaire et de modifier les taux d'effort. Pour nos villes, cela n'a aucune influence : nous n'avons ni plus ni moins. Pour les ménages, cela va entraîner une augmentation des prix que je vais vous indiquer. Toutes les associations de Maires, que ce soit l'AMF ou France urbaine, ont protesté parce qu'à la veille des élections, immanquablement, comme M. DELAFOSSE l'a dit tout à l'heure, l'augmentation sera due par l'équipe sortante. C'est la politique vue à la française. Que faire ? C'est absurde mais c'est comme cela. Nous n'y sommes pour rien. Nous n'avons rien à y voir. Ceci étant, de 2002 à 2019, je comprends que la CNAF cherche des sous et ait voulu modifier les choses.

Le plancher augmente. Il faut que vous sachiez qu'il y aura une augmentation au 1^{er} septembre 2019 puis une autre au 1^{er} janvier 2020 pour toute l'année 2020 et une en 2021 pour toute l'année 2021. On va modifier les taux d'effort, la ressource plancher et la ressource plafond. Par exemple, le plancher en 2002 était à 687,30 € (il est relié aux revenus mensuels), il passera cette année à 705 €. Le plafond sera sur une augmentation de 2,6 au 1^{er} septembre 2019. La ressource plafond qui était de 4 874,62 € va augmenter de 8 % pour passer à 5 300 euros.

Il y a ensuite des modifications sur le tarif lié aux handicaps d'un enfant et les dérogations par un tarif adapté.

Si vous voulez, je peux vous indiquer ce qui va en résulter pour les familles car c'est effectivement important : du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019, pour le plancher, s'il y a un enfant, cela fera une augmentation de 4 € ; sur l'année, cela fera 48 €. Pour le médian, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019, cela entraînera une augmentation de 25 € soit 75 € pour les trois mois. Pour le plafond, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019, cela fera 52 € soit 150 € pour les trois mois. Je ne sais pas pourquoi je dis trois alors qu'il y a quatre mois.

En 2020, toute l'année sera concernée. Pour le plancher, il y a peu de modifications par rapport à ce que je vous ai indiqué. Pour le médian, il y aura une augmentation de 20 € par mois, ce qui fera 240 € pour l'année. En 2021 va s'ajouter une augmentation de 14 €. Enfin, il y aura encore une nouvelle augmentation en 2022 qui sera encore de 13 €.

Pour le plafond, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2019, c'est une augmentation de 52 € soit 208 euros. En 2020, ce sera 38 € soit 416 € au total. Pour l'année 2021, ce sera 27 € soit 297 €

supplémentaires. J'ai oublié de vous dire que cela fonctionnera encore en 2022.

Voilà le mécanisme qui est mis en place. Il va en résulter une augmentation pour les familles. Ceci étant, mes chers collègues, pour que vous ne soyez pas trop émus, les familles payent à peu près 10 % du coût ; la CNAF prend une partie et la ville prend le reste à sa charge. La part de la CNAF va donc diminuer, celle des ménages va augmenter et celle de la ville reste inchangée.

Ai-je été clair ? Mes chers collègues, je vous remercie.

Monsieur le Maire : Très clair. Qui demande la parole ? M. MARTIN. C'est tout. M. MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Je vous confirme, M. LÉVITA, que nous avons très bien compris ; d'autant mieux, qu'en ce qui me concerne c'est la deuxième fois que j'entends votre explication puisque vous l'aviez déjà fournie en Commission Finances. Ce que vous n'avez pas compris, c'est ce que Michaël DELAFOSSE a dit tout à l'heure. Mais, je comprends pourquoi tout à l'heure vous avez essayé d'inventer un grand n'importe quoi sur ce que vous pensiez avoir entendu. La seule chose que nous disons et que je répète – qui a été dite tout à l'heure par Michaël DELAFOSSE – c'est que la CNAF augmente sa part de tarif et que les familles voient, du coup, le tarif augmenter tandis que la part ville, comme vous venez de le dire, reste inchangée. Ce que nous disons, ce que nous regrettons, c'est qu'il n'y ait pas dans le Budget Supplémentaire, que vous avez soumis au vote tout à l'heure, une ligne supplémentaire en fonctionnement pour absorber une partie de cette charge supplémentaire pour les familles de façon à ce que la part famille soit réduite et que les familles ne se retrouvent pas à payer cette hausse de tarifs.

Certes, c'est une mesure gouvernementale qui aboutit là. Cela fait trois fois que je dis sur les deux dernières séances du conseil que je trouve hallucinant de soutenir un gouvernement et ensuite de s'étonner de ce genre de mesures mais, je laisse cet aspect politicien de côté. En tout cas, la chose que nous demandons c'est que la ville amortisse, que nous servions de bouclier social face à ces coups sévères portés sur les familles les plus en difficulté. C'est tout ce que nous demandons.

Monsieur le Maire : M. MARTIN, je voudrais faire plusieurs remarques sur votre intervention. D'abord, ce n'est pas parce que pour certaines choses nous soutenons le gouvernement que nous le soutenons pour tout. La vie ce n'est pas noir ou blanc.

Hervé MARTIN : Sauf que vous n'avez pas commencé la politique aujourd'hui et vous pouviez tout de même à peu près deviner la politique qui allait être menée par M. MACRON. Nous l'avions tous devinée mais apparemment pas vous. Mais, poursuivez car ce n'est pas l'essentiel ; l'essentiel c'est ce que vont payer les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Ce n'est jamais à fond d'un côté ou de l'autre. Quand j'étais membre du Parti socialiste...

Hervé MARTIN : Non, c'est un pied d'un côté et un pied de l'autre selon comment ça vous arrange. Si on pouvait en venir à l'essentiel qui est ce que les Montpelliérains vont payer en plus pour les crèches. C'est ce qui intéresse les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Je vais prendre un exemple concret : dans votre groupe, Mme HART a tout fait pour avoir l'investiture « En Marche » aux Européennes.

Hervé MARTIN : Les Montpelliérains qui vont payer leur crèche s'en contrefoutent à un point que

vous n'imaginez même pas.

Monsieur le Maire : Moi je le dis aux Montpelliérains, je les vois en face. Elle a tout fait et quand elle n'a pas pu l'avoir, elle a essayé d'avoir la place que M. BOURGI laissait à la place de M. GLUCKSMANN.

Hervé MARTIN : C'est une réponse qui va ravir les Montpelliérains au moment de payer leur crèche. Vraiment !

Monsieur le Maire : Ne vous inquiétez pas, je vais répondre à votre question. D'abord sur la politique.

Hervé MARTIN : Sur ce qui est utile, effectivement.

Monsieur le Maire : C'est la vérité. Ne faites pas des leçons de politique.

Hervé MARTIN : Si.

Monsieur le Maire : Ne faites pas des leçons de politique. D'abord, vous-même, vous étiez Communiste. Ensuite, vous êtes parti chez M. HUE...

Hervé MARTIN : Honnêtement, on s'en fout. Est-ce que l'on peut parler de ce que les Montpelliérains vont payer dans les crèches, s'il vous plaît ?

Monsieur le Maire : (...) Les mecs du PC vous invitent à aller chez HUE...

Hervé MARTIN : Votre réponse est édifiante.

Monsieur le Maire : Quel renégat !

Hervé MARTIN : Votre réponse est édifiante.

Monsieur le Maire : Tout cela, M. MARTIN, pour vous dire que je suis prêt à étudier votre proposition.

Hervé MARTIN : C'est gentil. Vous auriez dû commencer par cela.

Monsieur le Maire : Mais non ! Il faut quand même gagner un peu. Il faut transpirer avant d'avoir la chose. Je suis fils d'instituteur, je ne donne pas les bons points comme ça. Il faut faire des efforts. Il faut travailler.

Hervé MARTIN : Je ne suis pas fils de, je suis tout court.

Monsieur le Maire : Alors, vous devez comprendre mon propos. M. MARTIN, écoutez-moi bien : ce que vous dites n'est pas dénué de bon sens.

Hervé MARTIN : Non, et M. DELAFOSSE l'avait dit il y a une heure et il avait raison aussi.

Monsieur le Maire : M. DELAFOSSE n'a pas dit du tout la même chose, c'est pour cette raison que Max LÉVITA l'a repris.

Hervé MARTIN : Si.

Monsieur le Maire : Non, non.

Hervé MARTIN : Si, si.

Intervention hors micro de Patrick VIGNAL.

Monsieur le Maire : M. VIGNAL, ne vous y mettez pas. Ça va tomber de partout.

Hervé MARTIN : Même quelqu'un qui est responsable de cette mesure gouvernementale est en train de le dire.

Monsieur le Maire : M. MARTIN...

Hervé MARTIN : Soyons sérieux car ça devient important.

Monsieur le Maire : (...) Écoutez-moi bien : j'ai entendu ce que vous me disiez et je trouve, M. MARTIN, que c'est frappé du coin du bon sens. Il n'y a qu'un truc sur lequel je vais insister, c'est que nous sommes dans une démarche de contrat financier avec l'État sur le fonctionnement. Donc, ce que je vous propose c'est d'étudier ce que vous me dites. Dans ma tête, j'ai une question : qu'est-ce qui est bon pour les Montpelliérains, qu'est-ce qui est bon pour la ville ? Quand quelqu'un, même quand il est dans l'opposition – en plus, vous n'êtes pas vraiment dans l'opposition...

Hervé MARTIN : Pardon ?

Monsieur le Maire : Bah non, vous n'êtes pas l'opposition ; les Socialistes sont là. C'est le côté Socialiste. Ils ne sont pas là.

Hervé MARTIN : Décidément, vous n'aimez pas rester sur le fond. Revenez-y.

Monsieur le Maire : Je reviens. Simplement, quand vous dites des choses intelligentes, je suis capable de les entendre.

Hervé MARTIN : D'autant plus que nous les avons dites deux fois dans la soirée ; je comprends.

Monsieur le Maire : Mais, ne refusez pas...

Hervé MARTIN : Je ne refuse pas, bien au contraire, je prends ; enfin, ce sont surtout les familles qui vont prendre car moi, je n'ai plus d'enfant en crèche.

Monsieur le Maire : Alors maintenant, il ne veut plus que nous appliquions ce qu'il demande !

Hervé MARTIN : Si, au contraire, les familles le veulent ; c'est ce que je suis en train de vous dire.

Monsieur le Maire : M. MARTIN, résumons la situation : vous me dites que la diminution des aides de la CNAF va retomber sur les familles.

Hervé MARTIN : C'est ça.

Monsieur le Maire : Vous me dites pourquoi ne pas utiliser une partie du fonctionnement que vous avez pour abonder un peu plus le fonds sur cette thématique.

Hervé MARTIN : Pour compenser.

Monsieur le Maire : Moi, je vous dis que je suis prêt à l'étudier dans le cadre du contrat financier. Je ne peux pas mieux vous dire.

Hervé MARTIN : Ce n'est vraiment pas pour polémiquer mais la conclusion que vous faites – et je suis d'ailleurs ravi que nous atterrissions sur cette chose-là – est exactement la raison pour laquelle j'avais voté contre l'affaire des 1,5 % d'augmentation de fonctionnement parce que cela sclérose le fonctionnement municipal y compris pour les familles les plus en difficulté. Je ferme ce chapitre parce que ce n'est pas l'essentiel. C'est une réponse politique et non pas politicienne. Nous n'avions pas le même avis sur votre question et on touche du doigt l'importance que celle-ci a ; voilà la raison pour laquelle j'y reviens après que vous y soyez revenu. C'est une très bonne chose si, effectivement, nous allons chercher dans le budget de fonctionnement de quoi compenser la hausse des tarifs due à la CAF, due au gouvernement, pour les familles montpelliéraines.

Monsieur le Maire : Je vous propose de l'étudier en fonction du contrat financier. Je ne peux pas mieux vous dire puisque nous y sommes assujettis. Je dis, M. MARTIN, que la proposition que vous faites est franchement inspirée. Je pèse mes mots. Elle est inspirée. Il faut seulement...

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Maire : M. DELAFOSSE n'a pas dit ça, c'est M. MARTIN qui l'a dit.

Hervé MARTIN : Si, si, M. DELAFOSSE a dit exactement la même chose. C'est terrible !

Monsieur le Maire : Ce n'était pas clair.

Hervé MARTIN : Mais si !

Monsieur le Maire : Ce n'était pas clair du tout. Quand vous avez parlé, c'était très clair.

Hervé MARTIN : Oui, merci.

Monsieur le Maire : D'abord, j'ai compris.

Hervé MARTIN : Il a fallu s'y reprendre à deux fois, c'est tout. Mais, c'est parfait.

Monsieur le Maire : M. DELAFOSSE et M. DOMERGUE.

Michael DELAFOSSE : Nous venons de voter le Budget Supplémentaire. Nous demandons l'inscription d'une ligne supplémentaire afin de faire en sorte que cela soit pris en charge par la collectivité, comme l'a très bien décrit notre collègue Hervé MARTIN. J'ai noté quelques chiffres mais pas tous. Par exemple, pour certaines familles, cela va représenter 150 € à partir du 1^{er} septembre jusqu'à la fin de l'année. Nous proposons donc il y ait une ligne dans le Budget Supplémentaire pour prendre cela en charge. Ce sera le 1^{er} septembre mais, si vous convoquez un

Conseil municipal le 31 août ou quand vous le souhaitez pour voter cette ligne de crédit, nous serons présents parce que là, la Ville assumera une fonction de bouclier social par rapport à des familles pour lesquelles, même s'il y a une révision, ce sera tout de même difficile.

Monsieur le Maire : M. DELAFOSSE, les propos de M. MARTIN étaient très clairs. J'ai répondu sur le fond. Politiquement, je vous ai répondu. J'ai conscience de ça.

M. DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, je voudrais vous avertir sur le risque d'engrenage si vous mettez le doigt là-dedans. Max est d'accord. Si à chaque fois que l'État – et vous savez qu'il va se désengager sur beaucoup de choses – supprime des avantages ou des pseudo-avantages ou des prises en charge sur différents sujets, les collectivités se substituent, vous allez ensuite crier que vous n'avez pas assez d'argent. Donc, méfiez-vous.

D'abord, M. DELAFOSSE a très bien expliqué ce que vous n'aviez pas voulu comprendre ; c'était très clair. Je ne sais pas pourquoi Max s'est énervé car ce qu'a dit M. DELAFOSSE c'était du bon sens dans la mesure où on parlait d'un Budget Supplémentaire. C'était éventuellement l'occasion de voter cette mesure. Je n'y suis pas spécialement favorable parce qu'aujourd'hui, ce sont les crèches, demain ce sera l'essence qui va augmenter donc, il va falloir compenser et ainsi de suite. Ce processus de compensation est très dangereux donc, méfiez-vous.

Monsieur le Maire : C'est pour cette raison, M. DOMERGUE, que je vous propose de l'étudier en fonction du contrat financier. Ce que je propose moi, c'est la voix de la sagesse.

Max LÉVITA : Monsieur le Maire, je peux dire un mot ?

Monsieur le Maire : M. LÉVITA.

Max LÉVITA : Premièrement, je ne sais pas quelle langue parle M. MARTIN mais je n'ai absolument pas mis en cause la politique du gouvernement. Le gouvernement gouverne ; c'est son travail, il a été élu et il fait son métier. Je n'ai rien à dire sur la décision de la CNAF.

Deuxièmement, le problème des crèches est extrêmement sensible et c'est pour cette raison que vous vous y engouffrez avec voracité. À l'heure actuelle, le coût d'une place en crèche est pris en charge par les familles à hauteur de 10 %.

Intervention d'un élu hors micro.

Max LÉVITA : Mais non, vous ne le savez pas. 10 %. Nous, c'est 48 %. Je veux bien que vous augmentiez tout ce que vous voulez augmenter mais si à chaque fois il faut compenser, mes cocos, vous n'êtes pas sortis de l'auberge. M. DOMERGUE, je rends hommage à votre sagesse et à votre appui ; au moins, on peut discuter sérieusement.

Monsieur le Maire : Mais bien sûr. C'est la différence, M. DOMERGUE, entre les vrais Socialistes, ceux qui gèrent avec responsabilité, et les Socialistes en peau de lapin qui dépensent l'argent public. Nous nous gérons.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Alors qui est contre ?

Max LÉVITA : Qui est contre quoi ?

Monsieur le Maire : Qui est contre ? Ce vote est important.

Max LÉVITA : Tu votes contre ? Alors là, tu bats LLEDO ! En toute amitié.

Monsieur le Maire : Attendez car c'est important. Ce vote est important. M. VIGNAL, vous voulez rajouter quelque chose avant le vote ? Attendez tout de même d'avoir le micro.

Patrick VIGNAL : Je fais confiance au Maire de Montpellier qui a dit qu'il allait étudier avant la fin de l'été pour que les familles modestes puissent avoir leurs 150 € sur les quatre mois, M. LÉVITA, tout simplement. Je crois l'engagement de Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : C'est en fonction du contrat financier.

Max LÉVITA : C'est possible pour 2020 mais pour 2019, c'est cuit.

Monsieur le Maire : Pour 2020. Qui est contre ? Mme HART, M. MOURE, Mme BONNET qu'il représente, Mme FRÊCHE représentée par M. DELAFOSSE et M. DELAFOSSE. M. Hervé MARTIN, six. Ensuite, qui est contre ? Personne. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

Mme MARSALA pour une explication de vote.

Isabelle MARSALA : Tout de même, vous avez beaucoup parlé des crèches mais personne n'a salué Jean Vilar. Nous faisons des tarifs pour le théâtre qui sont exceptionnels...

Monsieur le Maire : Absolument.

Isabelle MARSALA : (...) A un euro pour les enfants et pour les groupes, jusqu'à cinq euros pour les gens travaillant dans le spectacle, les chômeurs et les personnes âgées. Nous avons une politique formidable au niveau culturel et Jean Vilar en est un des fanions. Vous avez donc voté contre et j'en suis vraiment désolée.

Monsieur le Maire : Eh oui, ils ont voté contre la diminution des prix pour la culture. Aïe, aïe, aïe, ça commence à glisser. La ratière.

Je refais votern car il est trop bon, ce vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 6 voix (Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO.)

Mesdames Titina DASYLVA, Samira SALOMON et Séverine SCUDIER, Messieurs Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE et Patrick VIGNAL sortent de séance.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA sort de séance, le pouvoir de Cédric DE SAINT JOUAN à Brigitte ROUSSEL-GALIANA est temporairement annulé.

42. Apurement annuel des régies Exercice 2018

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2017 et 2018, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 4 242.84 € concernant 7 régies.

- Régie de recettes Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH)
- Régie mixte Crèche Pinocchio
- Régie mixte Crèche Adélaïde Cambon
- Régie de recettes Cartes Sport
- Régie de recettes Presto
- Régie d'avances Zone Piétonne
- Régie de recettes Parcours Muséographique

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Les sept régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise : « à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, la Ville a été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Après analyse, les écarts de six de ces régies ne résultent pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances

Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- en accord avec la Trésorière Municipale, de donner un avis favorable à cette demande de remise totale détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis conjoint Ordonnateur / Trésorerie Municipale
Crèche Pinocchio	M. WAHIB	40.00 €	14 Mai 2018	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2019, au chapitre 934 ;

- en accord avec la Trésorière Municipale, de donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis conjoint Ordonnateur / Trésorerie Municipale
Accueil de Loisirs Sans Hébergements (ALSH)	M. ALLIEN	114.00 €	7 Mai 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 20 €
Crèche Adélaïde Cambon	M. BOULLA	168.00 €	21 Novembre 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 100 €

Cartes Sport	M. CARBONE RO	2 755.00 €	13 Novembre 2017	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 100 €
Zone Piétonne	M. JAUNE	126.00 €	23 Novembre 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 60 €
Parcours Muséographique	M. MIMOUN	125.00 €	18 Novembre 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 60 €

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2019, aux chapitres 933, 934 et 923 ;

- en accord avec la Trésorière Municipale, de donner un avis favorable à cette proposition d'un laissé à charge total détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis conjoint Ordonnateur / Trésorerie Municipale
Presto	M. GUZMAN	914.84 €	Décembre 2018	Avis favorable à un laissé à charge total

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à ces demandes.

Monsieur le Maire : M. BOUMAAZ a une intervention.

Djamel BOUMAAZ : Je vais relier cette affaire à la 51. L'affaire 42 est un apurement annuel des régies en exercice d'un montant de 4 262 € pour l'année 2018 voire 2017. Quid ? C'est marqué dans la synthèse avec des personnes identifiées. Pour l'autre affaire, qui est la 51, c'est une

admission non-valeur d'un montant de 326 350 € pour l'exercice de 2005 à 2018 où il faut rajouter 140 394 en créances éteintes pour l'exercice 2010 à 2017 mais là, nous n'avons aucune identification de ces montants ; tout cela sous la période de Monsieur votre cher argentier. Comme je ne suis pas un technicien et que je sais que M. LÉVITA adore rendre des comptes en tant qu'adjoint aux finances à l'inverse de son mandat de premier adjoint où il a ainsi évité la vérité sur son refus de marier les couples homos, très cher argentier, pourriez-vous nous donner des explications sur l'affaire 42 et notamment sur ce montant de 2 775 € de l'année 2017 pour la régie section cartes et sport alors que cette somme est, normalement, sur un apurement de l'année 2018 mais aussi sur l'affaire 51 sur ce montant de pratiquement un demi-million d'euros et ces non-personnes qui sont identifiés ? À vous, Monsieur.

Monsieur le Maire : M. LÉVITA.

Max LÉVITA : D'abord, je voudrais savoir d'où vous sortez cette fable : je n'ai jamais refusé de marier personne.

Djamel BOUMAAZ : *Propos hors micro.*

Max LÉVITA : Je ne vous attaque pas. Vous avez le droit de dire toutes les sottises que vous voulez. Je n'ai jamais refusé de mariage.

Djamel BOUMAAZ (hors micro) : Vous n'avez marié aucun couple homo.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Maire : Ne répondez pas à ce type d'agression imbécile.

Max LÉVITA : C'est une fable. Je n'ai jamais refusé. Il m'arrive de ne pas faire de mariage et mes collègues me remplacent.

Djamel BOUMAAZ (hors micro) : La loi est la loi...

Max LÉVITA : Je suis prêt à en rendre ; très sincèrement, je veux bien. Je n'ai jamais refusé. Mais bon...

Concernant les apurements des régies, un certain nombre de ces dernières sont surveillées de près par le service des finances et par la trésorière municipale. Ces régies font donc l'objet d'une attention sérieuse parce que l'argent, c'est sérieux. Pour la crèche Pinocchio, il manquait 40 €. La trésorière municipale nous propose – et nous l'avons acceptée – une remise gracieuse de 40 €. Pour l'accueil ALSH, quand on m'a proposé de rapporter une remise gracieuse partielle en laissant à charge 20 €, je trouvais que cela me ferait paraître comme étant assez Harpagon. On m'a indiqué que ce n'était pas ma décision mais celle de la trésorière municipale. C'est pour cette raison que je vous la propose. Concernant les cartes sport, c'est un problème un peu compliqué parce qu'il y a eu une tentative de vol et qu'il y a 2 755 €. Les explications de M. CARBONERO – que je n'ai pas interrogé – devant Mme BLANES et M. DOMEIZEL, ont convaincu et ils sont d'accord pour proposer un laissé à charge de 100 € ; cela est dû aux conditions dans lesquelles ces 2 755 € ne figurent pas. Il en est de même pour les deux autres. Je n'ai pas plus à dire sur ces opérations.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix
Contre : 0
Abstention : 0

43. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement NOUVEAU GRAND COEUR - 4 000 000 € - Exercice 2019

Dans le cadre de l'opération d'aménagement NOUVEAU GRAND COEUR confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 4 000 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultations, la SA3M a retenu auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon l'emprunt suivant :

- **Capital : 4 000 000 €**
- Durée : 3 ans
- Dont un an de différé d'amortissement
- **Taux fixe : 0.22 %**
- Echéances constantes
- Frais de dossier : 5 000 €
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Garantie de la Ville de Montpellier de 80%.

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 4 000 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC ROUSSILLON, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : De l'affaire 43 jusqu'à l'affaire 50, ce sont des garanties d'emprunt. Est-ce que vous souhaitez que nous les groupions ou souhaitez-vous voter affaire par affaire ?

Max LÉVITA (hors micro) : Il faudra en dire un mot, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Si on en dit un mot, on les fait une par une. De plus, ce ne sont pas les mêmes élus qui ne votent pas chaque affaire.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M – Opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur. C'est 4 000 000 €. M. LÉVITA.

Max LÉVITA : 4 000 000 €. C'est pour la SA3M. 80 %. Vous voyez que le taux fixe est à 0,22 %.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Madame Clare HART sort de séance.

44. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement COTEAU - 1 000 000 € - Exercice 2019

Dans le cadre de l'opération d'aménagement COTEAU confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 1 000 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultations, la SA3M a retenu auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon l'emprunt suivant :

- **Capital : 1 000 000 €**
- Durée : 7 ans
- **Taux fixe : 0.52 %**
- Echéance constante
- Périodicité annuelle
- Frais de dossier : 1 250 €
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Garantie de la Ville de Montpellier de 80%

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de

discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 1 000 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC ROUSSILLON, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LÉVITA : Pour la SA3M. C'est 1 000 000 €. Le taux est de 0,52 %. La garantie est à 80 %.

Intervention hors micro d'Audrey LLEDO qui précise qu'elle s'abstient sur cette affaire et sur la précédente.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA (avec la procuration de Cédric DE SAINT-JOUAN) entre en séance.

**45. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement
REPUBLIQUE - 8 000 000 € - Exercice 2019**

Dans le cadre de l'opération d'aménagement Port Marianne - République confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 8 000 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultations, la SA3M a retenu auprès de 2 établissements bancaires les emprunts suivants :

- ✓ **CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC ROUSSILLON aux conditions suivantes :**
 - **Capital : 4 000 000 €**
 - **Durée : 7 ans**
 - **Dont un an de différé d'amortissement**
 - **Taux fixe : 0.52 %**
 - **Echéance constante**

- Périodicité annuelle
- Frais de dossier : 5 000 €
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Garantie de la Ville de Montpellier de 80%

✓ **ARKEA aux conditions suivantes :**

- **Capital : 4 000 000 €**
- Durée : 7 ans
- **Taux fixe : 0.62 %**
- Amortissement linéaire
- Périodicité trimestrielle
- Échéance constante
- Commission d'engagement : 0.08% soit 3 200 €
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Garantie de la Ville de Montpellier de 80%

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés auprès de ces 2 établissements bancaires. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 4 000 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC ROUSSILLON, aux conditions précisées ci-dessus;
- d'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 4 000 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque ARKEA, aux conditions précisées ci-dessus;
- d'approuver les conventions annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LÉVITA : C'est une garantie d'emprunt pour la SA3M de 4 000 000 €. 80 % à un taux fixe de 0,52 %, ce qui permet à mes collègues de prendre conscience de la faiblesse des taux actuels.

Monsieur le Maire : Je vous propose de corriger deux erreurs matérielles dans cette délibération. Il s'agit de remplacer dans le premier paragraphe Pompignane par Port Marianne – République. Concernant l'établissement bancaire Arkéa, il faut ajouter dans les caractéristiques du prêt la condition de l'échéance constante. Je vous propose donc de voter avec ces modifications.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

46. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement JACQUES COEUR - 2 500 000 € - Exercice 2019

Dans le cadre de l'opération d'aménagement JACQUES COEUR confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, la SERM souhaite réaliser un emprunt de 2 500 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultation, la SERM a retenu auprès du Crédit Coopératif l'emprunt suivant :

- **Capital : 2 500 000 €**
- Durée 4 ans
- **Taux fixe : 0.25 %**
- Périodicité annuelle
- Amortissement progressif
- Frais de dossier : 3 000 € TTC
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Garantie de la Ville de Montpellier de 80%

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté auprès du Crédit Coopératif. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 2 500 000 € que la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la banque CREDIT COOPERATIF, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LÉVITA : C'est la SERM. 2 500 000 €. 80 %. Le taux est de 0,25 %.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

47. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement PARC MARIANNE - 3 000 000 € - Exercice 2019

Dans le cadre de l'opération d'aménagement PARC MARIANNE confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, la SERM souhaite réaliser un emprunt de 3 000 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultation, la SERM a retenu auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon l'emprunt suivant :

- **Capital : 3 000 000 €**
- Durée : 5 ans
- Dont différé d'amortissement d'un an
- **Taux fixe : 0.32 %**
- Périodicité annuelle
- Échéance constante
- Frais de dossier : 3 750 €
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle,
- Garantie de la Ville de Montpellier de 80%

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté auprès du Crédit Agricole Languedoc Roussillon. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 3 000 000 € que la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la banque CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC ROUSSILLON, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : 47. 3 000 000 €.

Max LÉVITA : 3 000 000 €. Taux : 32 points de base. 80 %.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

Mesdames Clare HART et Samira SALOMON entrent en séance.

Madame Isabelle MARSALA sort de séance.

48. Garantie d'emprunt - Réaménagement d'un prêt NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - Exercice 2019

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM et les conduisant à appliquer la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) (baisse des APL, augmentation du taux de TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values, et obligations de regroupement introduites par la loi « Elan »).

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Ainsi, la Ville de Montpellier réitère sa garantie pour le remboursement du prêt réaménagé, initialement contracté par la société NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL auprès de la Caisse des dépôts et consignations, et garanti à hauteur de 100%, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous et référencées à l'annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" :

Montant réaménagé hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement: Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
1 563 734,61 €	100%	20 ans :	Livret A + 1,200% /

		10 ans / 10 ans	Livret A + 0,600%
--	--	-----------------	-------------------

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué au prêt réaménagé sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la réitération de la garantie d'emprunt à hauteur de 100% de l'emprunt réaménagé par la Société NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, sous réserve de signature de la convention ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LÉVITA : Les autres affaires sont des garanties d'emprunt que nous avons déjà acceptées. Celles-ci sont simplement portées au bénéfice d'un certain nombre d'établissements qui font du logement social, lequel traverse, à l'heure actuelle, une période un peu compliquée qui a nécessité l'intervention de la Caisse des dépôts. Cette dernière propose, pour ces opérations, d'augmenter la date – en général de la proroger de 10 ans – et de diminuer le taux. C'est un soutien dans le cadre de la construction de logements sociaux.

Le premier est pour le Nouveau Logis méridional. La garantie était de 10 ans, elle passe à 20 ans. Il gagne tout de même 60 points de base sur le taux.

Le deuxième est pour la Société française des habitations économiques. Là aussi, c'est une garantie qui est augmentée de 10 ans (de 10 ans à 20 ans) avec une modification des taux. Nous les garantissons à hauteur de 100 % parce que c'est du logement social.

Si ces opérations passent en tir groupé c'est parce qu'elles ont fait l'objet d'une étude extrêmement attentive du service des finances concernant les problèmes de sécurité de ces garanties d'emprunt.

Monsieur le Maire : M. MARTIN a demandé la parole.

Hervé MARTIN : Merci. Extrêmement rapidement. Quand vous parlez, M. LÉVITA, de période un peu compliquée pour les bailleurs sociaux, je voudrais juste rappeler pourquoi. Il a été demandé aux bailleurs sociaux de compenser la baisse des APL par une baisse des loyers. Donc, pour venir en aide aux bailleurs sociaux, on rallonge la durée du prêt de façon à ce qu'ils aient des annuités réduites pour dégager de la trésorerie. Cependant, la durée du prêt étant allongée, le coût de celui-ci,

à la fin, sera plus élevé que ce qu'il était au départ. Petite précision importante parce que les garanties...

Max LÉVITA : Il y a une baisse du taux.

Hervé MARTIN : D'accord.

Max LÉVITA : C'est à peu près blanc.

Hervé MARTIN : Mais ce rallongement de garantie c'est tout de même parce que l'État met en difficulté les bailleurs sociaux par le système de compensation de la baisse des APL.

Max LÉVITA : Il est clair, M. MARTIN, que nous sommes dans une période absolument idyllique sur le plan économique : la dette de la France tend tangentiellement vers zéro, nous n'avons pas de problème de chômage, il n'y a aucune difficulté à augmenter les taux...

Hervé MARTIN : Tout à fait M. LÉVITA et c'est bien pour ça qu'il ne fallait pas supprimer l'ISF et c'est pour cette raison que je regrette que l'on fasse payer aux bailleurs sociaux c'est-à-dire ceux qui sont en charge de construire le logement social, de l'entretenir, d'en faire la maintenance, d'entretenir le parc, le coût au lieu de le faire payer aux plus riches. C'est un choix politique, vous avez l'air de soutenir ; pas moi.

Max LÉVITA : C'est d'une simplicité. Vous devriez être économiste, ce serait bien. L'économie selon Hervé MARTIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

49. Garantie d'emprunt - Réaménagement de prêts SFHE - SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES HABITATIONS ÉCONOMIQUES - Exercice 2019

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM et les conduisant à appliquer la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) (baisse des APL, augmentation du taux de TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values, et obligations de regroupement introduites par la loi « Elan »).

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Ainsi, la Ville de Montpellier réitère sa garantie pour le remboursement des prêts réaménagés, initialement contractés par la SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES auprès de la Caisse des dépôts et consignations, et garantis à hauteur de 100%, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous et référencées à l'annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" :

Montants réaménagés hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement: Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
396 650,69 €	100%	28 ans : 18 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%
1 126 126,20 €	100%	28 ans : 18 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%
59 005,68 €	100%	28 ans : 18 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%
255 058,80 €	100%	25 ans : 15 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%
206 473,42 €	100%	26 ans : 16 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%
82 657,16 €	100%	26 ans : 16 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%
921 064,37 €	100%	25 ans : 15 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué aux prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la réitération de la garantie d'emprunt à hauteur de 100% des emprunts réaménagés par la SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, sous réserve de signature de la convention ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

50. Garantie d'emprunt - Réaménagement de prêts ERILIA - Exercice 2019

La réforme du logement social s'est traduite par plusieurs mesures impactant les modalités de financement des organismes HLM et les conduisant à appliquer la Réduction du Loyer de Solidarité (RLS) (baisse des APL, augmentation du taux de TVA sur la production neuve, hausse de cotisation à la Caisse de garantie du Logement Locatif Social, hausse des taxes sur les plus-values, et obligations de regroupement introduites par la loi « Elan »).

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts a mis en œuvre un plan « Logement » proposant plusieurs mesures d'accompagnement des organismes bailleurs afin de les soutenir dans la production de logements. L'une de ces dispositions consiste en l'allongement de durée des prêts déjà souscrits pour des durées de 5 à 10 ans.

Ainsi, la Ville de Montpellier réitère sa garantie pour le remboursement des prêts réaménagés, initialement contractés par la société ERILIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations, et garantis à hauteur de 100%, selon les caractéristiques financières définies ci-dessous et référencées à l'annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" :

Montants réaménagés hors stock d'intérêts	Quotité garantie	Durée de remboursement: Durée initiale / Durée de l'allongement	Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux d'intérêt durée initiale / Taux d'intérêt allongement
50 628,76 €	100%	14 ans : 4ans / 10 ans	Livret A + 1,300% / Livret A + 0,600%
190 849,09 €	100%	12 ans : 2 ans / 12 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%
39 775,75 €	100%	13 ans : 3 ans / 13 ans	Livret A + 1,300% / Livret A + 0,600%
330 043,44 €	100%	13 ans : 3 ans / 10 ans	Livret A + 1,200% / Livret A + 0,600%

Concernant le taux révisable indexé sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué aux prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la réitération de la garantie d'emprunt à hauteur de 100% des emprunts réaménagés par la Société ERILIA, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, sous réserve de signature de la convention ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

51. Admissions en non valeur - Exercice 2019

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des recettes qui s'avèrent irrécouvrables. La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 326 350.29€ acceptés en non-valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2005 à 2018.
- 140 494.27€ acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération). Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2010 à 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 326 350.29€ pour les admissions en non-valeur et de 140 494.27€ pour les créances éteintes dont les listes sont jointes à la présente délibération et le montant prévu au budget 2019 au chapitre 943,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LÉVITA : Je précise juste un point : les non-valeurs sont des titres qui ont été émis par nous et qui sont encaissés par la trésorerie municipale. Les 140 000 € sont des créances éteintes. Il n'y a aucun espoir sur celles-là. Ce sont des entreprises ou des ménages qui nous doivent de l'argent et nous ne l'aurons pas. C'est la trésorerie qui poursuit. Les 326 000 €, nous les acceptons pour le moment en non-valeur. Cela ne veut pas dire que la trésorerie générale abandonne l'espoir d'en récupérer au moins une partie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO.)

Mesdames Titina DASYLVA et Isabelle MARSALA entrent en séance.

52. Représentations du Conseil municipal - Désignations

Il convient de modifier la représentation de la Ville de Montpellier au sein de l'organisme suivant :

Festival International du Cinéma Méditerranéen :

Il s'agit de modifier la représentation de la Ville de Montpellier par une personne qualifiée au sein du Conseil d'administration du Festival International du Cinéma Méditerranéen.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation du représentant de la Ville dans cette instance et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Représentation du Conseil municipal au Conseil d'Administration du Festival International du Cinéma Méditerranéen. Nous devons donc nous prononcer sur la nomination, sur l'élection, du candidat que je vous propose en l'occurrence Leoluca ORLANDO, le Maire de Palerme. Qui demande la parole ? M. BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Nous allons terminer sur une note positive. Je vais faire très court, Monsieur le Maire, sur cette affaire. Je vais aller dans votre sens car je suis ravi que le Festival du Cinéma de 2019 soit enfin présidé par un Maire, celui de Palerme qui, pour moi, est un grand Maire au sens politique du terme. Car après avoir débarrassé sa ville de la mafia, après avoir pris une position claire contre le président américain sur le choix de Jérusalem comme capitale d'Israël, aujourd'hui, son combat est auprès de ces migrants qui s'échouent sur sa côte. Je suis véritablement ravi de ce choix, Monsieur le Maire. J'espère que le Maire de Palerme pourra faire rayonner la Ville de Montpellier et sa Métropole et ce au-delà de nos frontières. Voilà, Monsieur le Maire, je voterai dans votre sens pour une fois.

Monsieur le Maire : Comme disait Chirac...

Leoluca ORLANDO a été meilleur acteur de cinéma d'Allemagne lorsqu'il faisait ses études à Heidelberg notre ville jumelle. Vous le connaissez tous car il est venu à plusieurs reprises à Montpellier. Aurélie FILIPPETTI, que je remercie, a fait un mandat de trois ans. Celui-ci arrivait à l'échéance. J'ai proposé que le prochain président soit le Maire de Palerme.

Souhaitez-vous un vote secret ? Non.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu : Leoluca ORLANDO

Monsieur le Maire : Je vous remercie et je lui ferai part de ce vote unanime du Conseil municipal de Montpellier.

Monsieur Djamel BOUMAAZ sort définitivement de séance.

53. Ville de Montpellier - SEPM Rockstore Bail commercial - Avenant n°1 Révision du loyer

Le 21 juillet 2011, la Ville de Montpellier a, par convention, donné bail commercial, conformément aux articles L145-1 et suivants du Code du commerce, à la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, pour l'immeuble sis 20 rue de Verdun, dont elle est propriétaire.

Dans le cadre de sa volonté de contribuer au développement de toutes les formes culturelles et en particulier des musiques actuelles, la Ville de Montpellier, souhaite favoriser le maintien de l'activité du Rockstore, salle emblématique de la vie culturelle montpelliéraine, qui participe à la dynamisation du centre-ville.

Pour tenir compte des contraintes imposées en termes de réglementation phonique et acoustique, du fait de l'emplacement de cette salle de diffusion musicale en plein centre-ville, l'exploitant a été contraint de réaliser de lourds investissements de sonorisation et de limiter une partie de son activité.

Ainsi, pour préserver cette activité, compte tenu de l'ensemble de ces contraintes, il est proposé d'appliquer, à compter du mois de juillet 2019, une réduction de loyer de 50%, jusqu'à l'issue du bail commercial, soit le 09 novembre 2020.

Le loyer annuel est donc porté à 35 553,60 € H.T, soit 42 664,32 € T.T.C, pour un montant mensuel de 2 962,80 H.T, soit 3 555,36 € T.T.C, payable à terme échu, le dernier jour de chaque mois et ce, à compter du 31 juillet 2019.

Les autres clauses du bail restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'avenant n°1 de réduction du loyer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit du bail commercial avec le Rockstore. Nous diminuons sa redevance pour qu'il puisse continuer son activité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**54. Mise à disposition de locaux associatifs
Autorisation de signer les conventions et l'avenant**

En mettant à disposition des locaux pour des associations, la Ville de Montpellier poursuit son action auprès des acteurs associatifs de la Ville.

L'association Université du Tiers Temps sollicite la Ville pour la mise à disposition de locaux supplémentaires pour étendre ses activités, l'association Club Emploi Cadres souhaite un échange de local au sein du même bâtiment.

L'association ATD Quart Monde sollicite un local afin d'accueillir les personnes en situation de grande précarité.

Les associations APIEU et Lâche les mots sont quant à elles relocalisées au sein de locaux avec une surface plus importante.

Au vu de l'intérêt communal porté à ces structures, une mise à disposition à titre gracieux sera proposée à l'association Université du Tiers Temps car les locaux attribués sont uniquement à usage de stockage.

Par ailleurs, une redevance et un loyer minorés seront proposés aux associations Club Emploi Cadres, APIEU, Lâche les mots et ATD Quart Monde. Ces redevances et loyers minorés ou à titre gracieux constituant une subvention en nature valorisable, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au Compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer ou redevance minoré	Montant subvention
Université du	2 place	2 511, 60 €	0 €	2 511, 60 €

Tiers Temps	Pétrarque			
Club Emploi Cadres	2 place Pétrarque	10 400 €	35 €	10 365 €
APIEU	8/15 rue Ronsard	5 760 €	35 €	5 725 €
Lâche les mots	8/15 rue Ronsard	5 760 €	35 €	5 725 €
ATD Quart Monde	211 rue Hébert	4 337 €	35 €	4 302 €

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant et les conventions joints en annexe ;
- d'approuver la gratuité des locaux à usage de stockage pour l'association Université Tiers Temps ainsi que les loyers et redevances minorés pour les autres associations et de porter au Compte administratif de la Ville et de chaque association le montant de l'aide en nature soit un total de 28 628, 60 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.)

55. Projet de partenariat, à titre gratuit, avec le Groupe Renault pour tester un nouveau concept de véhicule logistique
- Approbation -
Autorisation de signature

Aujourd'hui le rôle des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) dépasse largement le seul champ de la mobilité, et l'offre de transport émane de nouveaux acteurs (sociétés de téléphonie, acteurs de l'internet, citoyens, constructeurs automobiles...).

Le rôle de l'AOM est à redéfinir dans un contexte en forte évolution : nouvelles énergies (électrique, gaz naturel, hydrogène), apparition des véhicules autonomes, infrastructures de transport intelligentes, développement de l'intermodalité et de la multi modalité. Des nouvelles solutions en termes de mobilité intelligente émaneront grâce à expérimentations entre les collectivités et les industriels.

A travers un partenariat d'expérimentation, à titre gratuit, avec Renault, il s'agit de développer une collaboration entre la Ville de Montpellier et la Métropole d'une part, et un des principaux constructeurs automobiles au niveau mondial d'autre part, afin d'imaginer de nouvelles solutions de logistiques urbaines performantes pour les territoires, mais également de favoriser les retombées

économiques et sociales, et de répondre aux enjeux environnementaux.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des feuilles de route « logistique urbaine et transport de marchandises en ville » et « cité intelligente ».

Il s'agit de tester un tout nouveau concept de véhicule électrique modulaire pour la logistique urbaine, le EZ FLEX, sur le territoire métropolitain construit par Renault Recherche et Développement.

Il s'agit pour la Ville de Montpellier et la Métropole d'un enjeu technique, il existe aujourd'hui peu de véhicules de livraison sur le marché qui soient bien adaptés aux livraisons en ville (poids, gabarit ...). Ce projet permet à la Ville de Montpellier d'identifier de nouvelles solutions logistiques dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions.

Il s'agit également d'un enjeu économique : à travers ce projet, il s'agit de bâtir un partenariat d'expérimentation privilégié avec un groupe international pour créer des passerelles entre le groupe RENAULT et les entreprises du territoire (French Tech, BigUp4start-up rencontres BIC, développement de filière économique autour de la mobilité avec le cluster Automotech...).

Enfin, la Ville de Montpellier est reconnue comme un territoire « catalyseur », qui expérimente et met en œuvre le concept de « Cité Intelligente » en faisant levier sur les transversalités entre les différents services urbains, souvent cloisonnés, qu'autorise l'exploitation des données numériques.

Le véhicule EZ FLEX Renault qui se définit comme « *expérimental, électrique, connecté, compact et agile* » développé en micro série (une dizaine de véhicules au total) sera testé dans le cadre de différents cas d'usage sur plusieurs territoires.

En France, la Ville de Montpellier et la Métropole, par l'intermédiaire des Directions Energie et Moyens techniques (service Achats et production graphique) et Moyens Généraux et Bâtiments (service Parc auto) testeront ce nouveau concept de véhicule pour livrer les différents sites de la ville (écoles, musées...) en marchandises diverses (fournitures de bureaux, produits d'hygiène, petits matériels).

Une seconde expérimentation sera menée à partir de l'Espace de Logistique Urbain (ELU) situé dans le parking Europa, avec l'entreprise Service Ecusson Vert (SEV). Il s'agira de livrer la Ville de Montpellier en petit colis.

Pour la Ville de Montpellier, il s'agit d'identifier des solutions optimisées pour livrer le centre-ville de Montpellier : réduction de l'occupation de l'espace viaire, réduction des nuisances sonores, réduction des émissions de CO2 et de polluants locaux, optimisation des tournées, facilité d'usages pour les livreurs et amélioration des conditions de travail des agents, notamment en s'appuyant sur un véhicule électrique.

L'expérimentation du véhicule se déroulera de septembre 2019 à avril 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce projet de partenariat avec le Groupe Renault pour l'expérimentation du véhicule ;
- de signer la convention d'expérimentation d'un nouveau concept de logistique urbaine et le contrat de prêt d'un véhicule d'essai à titre gratuit ;

- d'autoriser le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

56. Convention de Gestion de Services Numériques Communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ensemble de ses communes, ainsi que plusieurs Centres Communaux d'Action Sociale, ont développé des outils communs répondant aux besoins des collectivités territoriales, de leurs groupements et établissements publics, en matière de numérisation, dématérialisation et d'informatisation des services, ceci afin d'assurer leur fonctionnement propre et leurs échanges avec les tiers publics et privés ainsi que les administrés.

Dans le cadre de la poursuite de cette coopération qui garantit la modernité et l'efficacité des services publics, optimise la réactivité et la sécurité informatique vis-à-vis des partenaires et administrés, cette mission d'intérêt général permet le développement d'une identité numérique métropolitaine et communale dans le respect des libertés individuelles conformément au règlement général européen pour la protection des données.

Cette coopération entre personnes publiques constitue une des actions majeures du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes, adopté le 13 décembre 2015.

La convention proposée établit les conditions de mise en place de solutions partagées entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour l'administration électronique, les services en ligne aux usagers, la dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ainsi que la mise à disposition publique des données numériques « Open Data ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner son accord sur la mise en place de ces solutions partagées entre la Ville de Montpellier et la Métropole ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire avec la collectivité susnommée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

57. Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

Convention de création d'un service commun de Pôle des Systèmes d'Information et du Numérique

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Depuis 2016, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de nombreux services communs créés dans une logique de construction d'un schéma de mutualisation. C'est dans ce cadre global que s'inscrit la démarche de mutualisation des directions gérant les systèmes d'informations à la Ville et à la Métropole. La nécessité de mutualiser les moyens s'est vue renforcée par un contexte fortement évolutif en termes d'usages numériques, de volonté d'amélioration de qualité du service au public, de simplification, d'innovation mais aussi d'optimisation des moyens d'intervention.

Afin de répondre à ces évolutions et de proposer une offre cohérente de services, le choix a été fait d'intégrer la démarche de mutualisation dans la définition d'un Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI) permettant aux directions informatiques, mais aussi aux élus et à la direction générale, de disposer des éléments pour définir les choix structurants stratégiques et opérationnels permettant d'orienter les systèmes d'information pour répondre aux enjeux présents et futurs.

Afin de porter le projet de mutualisation et d'évolution de l'organisation et poursuivre, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, l'objectif visant à concilier les exigences de fonctionnement optimales pour atteindre la cible fixée, ainsi que les attentes du personnel, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction de pôle informatique et numérique mutualisé.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} août 2019 et concernera le seul poste de responsable de pôle informatique et numérique. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun sera géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Les avis des Comités Techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits

acquis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du service commun du Pôle des Systèmes d'Information et du Numérique (PSIN);
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget, chapitre budgétaire 930-020-00;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer la convention et tout document relatif à cette affaire ;

Monsieur le Maire : C'est la première étape de la mutualisation des services informatiques Ville et Métropole en recrutant un directeur de pôle qui sera capable d'assurer l'harmonie entre les deux services qui sont très différents dans leur fonctionnement. Cela pose des problèmes au niveau des logiciels et du traitement informatique des données Ville et Métropole. Il y a un projet de service et un directeur doit mettre en place cette harmonisation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

58. Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Adjoint administratif : création d'un poste

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : création de vingt-six postes

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : création de vingt-huit postes

Rédacteur : création de deux postes

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : création de deux postes

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : création d'un poste

Attaché : création de quatre postes

Attaché principal : la création de deux postes

Filière Technique :

Adjoint technique : création de cinq postes

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : création de cent huit postes

Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : création de vingt-neuf postes

Agent de maîtrise : la création de douze postes

Agent de maîtrise principal : la création de dix-sept postes

Technicien : la création de deux postes

Technicien principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes dont l'un pourra être pourvu par un agent non titulaire. Ce poste sera affecté à la Direction de l'architecture et de l'immobilier :

- Nature des fonctions : responsable du pôle ERP ;
- Niveau de recrutement : être titulaire des diplômes requis par le statut particulier
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2010-330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le suivi des commissions de sécurité et d'accessibilité, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Technicien principal de 1^{ère} classe : la création de quatre postes

Ingénieur : la création de deux postes dont l'un pourra être pourvu par un agent non titulaire. Ce poste sera affecté à la Direction de l'architecture et de l'immobilier :

- Nature des fonctions : Architecte BIM producteur.
- Niveau de recrutement : diplôme d'état en architecture.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de maîtrise d'œuvre de conception en 3D et d'exécution, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de sept postes

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la création de trente-sept postes

Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : la création de quatre postes

Animateur: création de quatre postes

Animateur principal de 2^{ème} classe : la création de quatre postes

Animateur principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste

Filière culturelle :

Adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste

Assistant de conservation principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste

Attaché principal de conservation du patrimoine : la création d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles : la création de soixante et un postes
Educateur principal de jeunes enfants : la création d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe : la création de trente-quatre postes
Infirmier en soins généraux de classe supérieure : la création de deux postes
Puéricultrice hors classe : la création de deux postes
Cadre de santé de 1ère classe : la création d'un poste
Cadre supérieur de santé : la création d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-technique :

Biologiste, vétérinaire et pharmacien hors classe : la création d'un poste

Filière police municipale :

Brigadier-chef principal : la création de cinq postes

Filière sportive :

Educateur principal des activités physiques et sportives de 1ère classe : la création d'un poste
Conseiller principal des activités physiques et sportives : la création d'un poste

II - Suppressions de postes permanents conformément à l'avis du Comité Technique du 3 juillet 2019 :

Filière administrative :

Adjoint administratif : suppression de vingt-huit postes
Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression de trente et un postes
Rédacteur : suppression de trois postes
Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste
Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste
Attaché : suppression de deux postes

Filière Technique :

Adjoint technique : la suppression de cent dix postes
Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la suppression de trente-six postes
Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la suppression de trois postes
Agent de maîtrise : la suppression de dix-sept postes
Agent de maîtrise principal : la suppression d'un poste
Technicien : la suppression de trois postes
Technicien principal de 2^{ème} classe : la suppression de quatre postes
Technicien principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste
Ingénieur principal : la suppression d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de trente-huit postes
Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression de six postes

Animateur: la suppression de quatre postes
Animateur principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes

Filière culturelle :

Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste
Assistant de conservation principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste
Attaché de conservation du patrimoine : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : la suppression de soixante-deux postes
Educateur de jeunes enfants : la suppression d'un poste
Educateur de jeunes enfants de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : la suppression de trente-quatre postes
Puéricultrice de classe normale : la suppression d'un poste
Puéricultrice de classe supérieure : la suppression de deux postes
Cadre de santé de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste
Cadre de santé de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-technique :

Biologiste, vétérinaire et pharmacien de classe normale : la suppression d'un poste

Filière police municipale :

Gardien-brigadier : la suppression de deux postes
Brigadier : la suppression de trois postes

Filière sportive :

Educateur principal des activités physiques et sportives de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste
Conseiller des activités physiques et sportives : la suppression d'un poste

III - Créations de postes d'apprentis :

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant :

- Un apprenti de Master 2 ingénierie écologique et gestion de la biodiversité pour une durée de un an au sein de la Direction du Lunaret ;
- Un apprenti de BAC professionnel technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques pour une durée de deux ans au sein de la Direction de l'énergie, des moyens généraux et des bâtiments.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par les directions

concernées.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que le texte en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permet de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

En conséquence, et conformément à l'avis du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser les recours à deux contrats d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2019-2020 dans les conditions exposées ;
- d'inscrire les dépenses au budget de personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation des apprentis.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

59. Mise à disposition d'un fonctionnaire territorial auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques
Autorisation de signer la convention de mise à disposition

Depuis 2004, la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques ont initié un partenariat formalisé par une convention de services comptables et financiers. Cette coopération a permis d'établir un partenariat constructif visant à renforcer l'efficacité des circuits comptables et financiers, favoriser les échanges entre les services et améliorer le service rendu aux usagers.

La convention signée en juin 2018 s'articule autour de trois axes principaux, dont l'amélioration de l'expertise fiscale. Cet axe vise à densifier le degré d'expertise et d'échange d'informations utiles au recensement des bases d'imposition entre les deux administrations, afin de garantir une information claire sur la fiscalité directe locale, et de faire en sorte que l'équité fiscale soit toujours recherchée et assurée aux contribuables locaux.

L'action 11 de cet axe vise plus précisément à fiabiliser la prise en compte des changements et des créations de matière imposable pour optimiser les bases d'imposition. Il prévoit la mise en place

d'un plan d'action conjoint dans la continuité de l'audit partenarial, afin de renforcer la coopération entre les deux administrations.

C'est dans ce contexte qu'est proposée la mise à disposition d'un fonctionnaire territorial de la Ville de Montpellier à la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, à compter du 1^{er} septembre 2019, pour une durée de 2 ans. La mise à disposition s'effectuera à titre gracieux. L'agent sera affecté à la division des particuliers, sous l'autorité du responsable de la division, pour travailler sur le recensement et la fiabilisation des bases fiscales de la Ville de Montpellier.

La mise à disposition s'effectuera dans le respect des articles 61 à 63 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, et dans les termes prévus dans la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur le Maire : Chers collègues, merci pour ce Conseil municipal qui a duré quatre heures, ce qui prouve qu'à Montpellier la démocratie n'est pas traitée par-dessus la jambe. Merci à tous. Je souhaite à ceux qui partent d'excellentes vacances et à ceux qui restent ici un excellent séjour dans notre belle Ville de Montpellier.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20 h 55.